LOIS ET RÈGLEMENTS
PARTIE 2
LAWS AND
REGULATIONS

108e ANNÉE
21 JANVIER 1976
No 4

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC
OFFICIAL GAZETTE



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1R 4Y7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1R 4Y7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

A.C. 4399-75, 1 octobre 1975
Règ. 75-503, 2 octobre 1975

LOI DES ÉLECTRICIENS ET INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
(S.R.Q. 1964, c. 152)

Modifications au Code de l'électricité

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au Code de l'électricité.

ATTENDU QUE la Loi des électriciens et installations électriques (S.R.Q. 1964, chapitre 152, modifiée par 13-14 Eliz. II, chapitre 52, par le chapitre 51 des Lois de 1969 et par le chapitre 11 des Lois de 1974), prévoit à l'article 32 que le bureau des examinateurs des électriciens peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, décréter que le Code électrique national (National Electrical Code) ou le Code électrique canadien (Canadian Electrical Code) serve, l'un ou l'autre, de base pour l'élaboration du programme des examens ainsi que pour la rédaction des formules et des questionnaires dont se servent les examinateurs pour les examens des aspirants;

ATTENDU QUE l'article 32 de ladite loi prévoit que le code électrique choisi sert de base d'application de la loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire les matériaux, accessoires et appareils électriques qu'il est permis d'utiliser dans les travaux d'installation électrique;

ATTENDU QUE le Code de l'électricité a été adopté par l'arrêté en conseil 951-74 du 13 mars 1974, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 20 mars 1974, et modifié par l'arrêté en conseil 1577-74 du 1er mai 1974;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de ladite loi, le bureau des examinateurs peut, avec l'approbation du ministre, modifier ou changer ledit code de l'électricité;

ATTENDU QU'il semble au ministre du travail et de la main-d'oeuvre et au bureau des examinateurs des électriciens, dans l'intérêt général de modifier ledit code de l'électricité pour rencontrer les développements techniques dans le domaine de l'électricité;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le Code de l'électricité, adopté par l'arrêté en conseil 951-74 du 13 mars 1974, publié dans la *Gazette officielle* du 20 mars 1974 et modifié par l'arrêté en conseil 1577-74 du 1er mai 1974, soit de nouveau modifié par le texte annexé au présent arrêté;

O.C. 4399-75, October 1, 1975
Reg. 75-503, October 2, 1975

ELECTRICIANS AND ELECTRICAL INSTALLATIONS ACT
(R.S.Q., 1964, c. 152)

Amendments to the Electrical Code

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Electrical Code.

WHEREAS the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1964, chapter 152, amended by 13-14 Eliz. II, chapter 52, by chapter 51 of the Statutes of 1969 and by chapter 11 of the Statutes of 1974), mentions in section 32 that the Board of Examining Electricians may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, prescribe that the National Electrical Code or the Canadian Electrical Code shall, either the one or the other serve as a basis in drafting the examination programme, as well as the forms and questionnaires to be used by the examiners upon the examination of candidates;

WHEREAS section 32 of the said Act provides that the electrical code chosen shall serve as a basis for applying the Act;

WHEREAS under section 10 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the materials and electrical accessories and apparatus which may be used in electrical installation work;

WHEREAS the Electrical Code has been adopted by Order in Council 951-74 of March 13, 1974 and published in the *Québec Official Gazette* of March 20, 1974 and amended by Order in Council 1577-74 of May 1, 1974;

WHEREAS under section 32 of the said Act, the Board of Examining Electricians may, with the approval of the Minister, amend or change the said Electrical Code;

WHEREAS it appears to the Minister of Labour and Manpower and the Board of Examining Electricians to be in the general interest to amend the said Code in order to keep pace with technological change in the area of electricity;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the Electrical Code, adopted by Order in Council 951-74 of March 13, 1974 and published in the *Québec Official Gazette* of March 20, 1974 and amended by Order in Council 1577-74 of May 1, 1974, be once again amended by the text attached to this Order in Council;

QUE lesdites modifications entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

THAT the said amendments come into force as of their publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of Executive Council.

ANNEXE

Texte des modifications au Code de l'électricité

1. Le paragraphe *a* de l'article 14.000 dudit code est remplacé par le suivant:

«**a)** de dispositifs pour l'ouverture automatique du cricuit électrique:

i) si le courant qui y circule atteint une intensité propre à produire une température dangereuse dans un appareil ou conducteur; ou

ii) dans le cas d'un défaut à la terre prévu à l'article 14.132; et»

2. Ledit code est modifié en insérant après l'article 14.130, l'article suivant:

«**14.132. Protection de l'équipement contre les défauts à la terre (voir appendice B):**

1) Les circuits mis directement à la terre doivent être munis d'un dispositif de protection contre les défauts à la terre lorsque:

a) de tels circuits sont alimentés par un réseau étoile dont la tension à la terre dépasse 150 volts et dont la tension entre les phases est de moins de 750 volts; et

b) la capacité du circuit est de 1,000 ampères ou plus.

2) Le dispositif de protection contre les défauts à la terre doit commander l'ouverture de tous les conducteurs non mis à la terre au moyen de l'interrupteur placé en aval du transformateur d'alimentation tel qu'indiqué au tableau 48; ce dispositif de protection doit être situé le plus près possible des bornes de sortie de cet interrupteur.

3) Un arrangement de dispositif de protection contre les défauts à la terre autre que ceux indiqués au tableau 48 peut être utilisé à condition qu'il assure une sécurité au moins équivalente.

4) Le réglage maximum du dispositif de protection contre les défauts à la terre doit être de 1,200 ampères. Pour obtenir une protection coordonnée, lorsque deux ou plusieurs dispositifs de protection sont utilisés en série, le réglage du dispositif placé en amont, peut excéder 1,200 ampères à condition que le réglage du dernier dispositif placé en aval, n'excède pas 1,200 ampères».

3. La liste de tableaux de la section 74 dudit code est modifiée en ajoutant après la désignation du tableau 47, les mots suivants:

APPENDIX

Amendments to the Electrical Code

1. Subrule *a* of rule 14.000 of the said code is replaced by the following:

"**(a)** devices for the purpose of automatically opening the electrical circuit thereto:

(i) if the current therein reaches a value which will produce a dangerous temperature in the apparatus or conductor; or

(ii) in the event of a ground fault, in accordance with rule 14.132; and"

2. The said code is amended by inserting after rule 14.130, the following rule:

"**14.132. Ground fault protection of equipment (see appendix B):**

(1) Ground fault protection of equipment shall be provided for solidy grounded circuits when:

(a) the circuit is supplied by a wye system of more than 150 volts to ground and less than 750 volts phase to phase; and

(b) the ampacity of the circuit is 1,000 amperes or more.

(2) The ground fault protection shall operate to cause the disconnecting means located on the downstream side of the supply transformer to open all ungrounded conductors is indicated in table 48; this protection shall be as close as possible to the output terminals of the disconnecting means.

(3) Ground fault protective devices other than those indicated in table 48 may be used on condition that they offer an equivalent protection.

(4) The maximum setting of the ground fault protection shall be 1,200 amperes. When two or more ground fault protective devices are used in series, in order to obtain the desired coordination, the setting of the ground fault protective device may exceed 1,200 amperes provided that the ultimate downstream device is set at not more than 1,200 amperes".

3. The table listing in section 74 of this code is amended by adding after the heading for table 47, the following words:

« Tableau 48 — Emplacement dans le circuit des dispositifs de protection contre les défauts à la terre pour différents types de réseaux. »

4. Ledit code est modifié en ajoutant après le tableau 47 le tableau suivant:

"Table 48 — Location in the circuit of ground fault protective equipment for different types of systems."

4. The said code is amended by adding the following table after table 47:

TABLEAU 48

(Voir article 14.132)

EMPLACEMENT DANS LE CIRCUIT DES DISPOSITIFS DE PROTECTION CONTRE LES DÉFAUTS À IA TERRE POUR DIFFÉRENTS TYPES DE RÉSEAUX

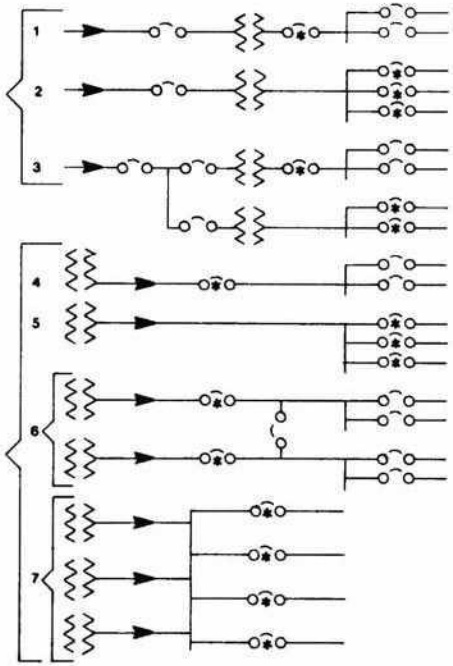
TABLE 48

(See rule 14.132)

LOCATION IN THE CIRCUIT OF GROUND FAULT PROTECTIVE EQUIPMENT FOR DIFFERENT TYPES OF SYSTEMS

Tension primaire fournie par le distributeur d'électricité.
Primary voltage supplied by power supply authority.

Tension secondaire fournie par le distributeur d'électricité.
Secondary voltage supplied by power supply authorithy.



Notes:

a) Le symbole o⌒o représente un interrupteur automatique dont l'ouverture peut être commandée par le dispositif de protection contre les défauts à la terre si nécessaire.
b) Un astérisque (*) indique l'emplacement dans le circuit de l'interrupteur dont l'ouverture sera commandée en cas de défaut à la terre selon l'article 14.132.
c) Le point où le distributeur d'électricité se situe vis-à-vis l'abonné est indiqué par le symbole ➤ .

Notes:

a) The symbol o⌒o represents a disconnecting means that can be opened automatically by the ground fault protective equipment if necessary.
b) An asterisk (*) indicates the location in the circuit of the disconnecting means required to open in the event of a ground fault, in accordance with rule 14.132.
c) The symbol ➤ represents the point of power supply authority.

5. L'appendice « B » dudit code est modifié en insérant après l'article 14.128, le suivant:

« **14.132.** Avec l'installation de la protection contre les défauts à la terre, il sera nécessaire de coordonner cette protection avec les autres dispositifs de protection contre les surintensités.

La protection contre les défauts à la terre n'assure pas la protection de l'équipement et des conducteurs situés en amont du point où la protection est installée.

Dans le but d'obtenir la protection désirée, le conducteur neutre ne doit pas être mis à la terre en aval du point où la protection est installée. »

978-o

5. Appendix "B" of the said code is amended by adding after rule 14.128 the following:

"**14.132.** Ground fault protective equipment at the supply will make it necessary to review the overall system for proper coordination with other overcurrent protection.

Ground fault protection will not protect conductors or equipment from faults which occur upstream from the ground fault protective equipment.

In order to obtain the desired protection and to avoid nuisance operation of ground fault protective equipment, the neutral must be kept free of all grounds on the downstream side of the ground fault equipment."

978-o

A.C. 5554-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-661, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et de la Colombie Britannique

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Colombie Britannique relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province de la Colombie Britannique impose des droits sur les successions;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de succession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de *The Succession Duty Act* (R.S.B.C., 1960, c. 372), le gouvernement de la province de la Colombie Britannique peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec le gouvernement de la province de Québec et échanger des renseignements relatifs aux droits sur les successions;

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et de la Colombie Britannique le 13 juin 1974;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 846 du 22 mai 1963, la possibilité de double imposition concernant des biens faisant partie d'une succession d'un décédé domicilié dans la province de la Colombie Britannique ou au Québec, était diminuée dans la mesure du possible;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé « Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Colombie Britannique relativement aux droits sur les successions ».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

O.C. 5554-75, 17 December 1975
Reg. 75-661, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and British Columbia

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and British Columbia in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of British Columbia levies succession duties.

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section 56 of the Succession Duty Act (R.S.B.C., 1960, c. 372), the government of the Province of British Columbia may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with the government of the Province of Québec and exchange information in respect of succession duties;

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and British Columbia on 13 June 1974;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of a double levy by more than one province on the same property transmitted in a succession;

WHEREAS under Order in Council 846 dated 22 May 1963, the possibility of double taxation on property that is part of a succession of a deceased domiciled in the Province of British Columbia or Québec, was reduced as much as possible;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and British Columbia in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Colombie Britannique relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et de la Colombie Britannique dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l'article 59 de ladite loi sont applicables à la province de la Colombie Britannique, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

4. Le présent règlement remplace le règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 846 du 22 mai 1963.

ANNEXE

Le gouvernement de la Colombie Britannique et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» signifie un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, et comprend une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «héritier», à l'égard d'une personne qui réside en Colombie Britannique, signifie une personne qui est réputée par *The Succession Duty Act* de la Colombie Britannique être un héritier et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé en Colombie Britannique.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province de situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and British Columbia in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Québec and British Columbia, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the province of British Columbia, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

4. This regulation replaces the regulation made by Order in Council Number 846 of the 22nd of May 1963.

SCHEDULE

The Government of British Columbia and the Government of Québec,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of succession duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" means property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal and includes a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "successor", in respect of a person resident in British Columbia, means a person who is deemed by The Succession Duty Act of British Columbia to be a successor and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec which is situated in British Columbia.

2. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the Province of situs to the

droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

3. Lorsque la personne décédée ne résidait pas au Québec ni en Colombie Britannique au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurrence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

4. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente.

5. La présente entente s'applique également à tout droit d'une nature substantiellement similaire prélevé par l'une ou l'autre partie sur toute succession ouverte après le trente et unième jour de décembre 1971.

6. La présente entente s'applique aux successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971.

7. Les parties conviennent, sous réserve des dispositions de la Loi des droits sur les successions du Québec et de *The Succession Duty Act* de la Colombie Britannique, que les stipulations de la présente entente peuvent être amendées en tout temps du consentement des parties de la manière et en la forme que l'on conviendra et que la présente entente peut être résiliée le trente et unième jour de décembre de toute année par l'une ou l'autre des parties en donnant à l'autre partie avis de résiliation un an avant la date proposée de résiliation.

8. Cette entente entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, David Barrett, ministre des Finances de la Colombie Britannique, a sur ce document apposé sa signature au nom de la Colombie Britannique, et Gérald Harvey, ministre du Revenu du Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 13ème jour de juin 1974.

Pour la Colombie Britannique,
DAVID BARRETT.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

3. Where the deceased was not residing in the Province of Québec or British Columbia at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent of transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent of transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

4. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement.

5. This agreement shall also apply to any duty of a substantially similar nature levied by either party on estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

6. The present agreement shall apply to estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

7. The parties agree that, subject to the provisions of the Succession Duties Act of Québec and The Succession Duty Act of British Columbia, the provisions of this agreement may be amended at any time by mutual consent of the parties in the agreed form and manner and that this agreement may be determined on the thirty-first day of December in any year by either party giving to the other notice of such termination one year prior to the proposed date of termination.

8. This agreement shall come into force and be effective on the day of its signature.

IN WITNESS WHEREOF, David Barrett, Minister of Finance of British Columbia, has hereunto set his hand on behalf of British Columbia, and Gérald Harvey, Minister of Revenue of Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 13th day of June 1974.

DAVID BARRETT,
For British Columbia.

GÉRALD HARVEY,
For Québec.

979-o

A.C. 5556-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-663, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et du Manitoba

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et du Manitoba relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province du Manitoba impose des droits sur les successions;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de sucession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QUE l'article 72 de *The Succession Duty Act* (S.M., 1972, c. S215), permet au gouvernement de la province du Manitoba, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement du Québec, par laquelle le gouvernement du Manitoba accordera une déduction sur l'impôt payable en vertu de ladite loi à l'égard de certains biens et de certains héritiers jusqu'à concurrence de la même déduction accordée en vertu de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et du Manitoba le 28 février 1974;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé « Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et du Manitoba relativement aux droits sur les successions ».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

O.C. 5556-75, 17 December 1975
Reg. 75-663, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and Manitoba

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Manitoba in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of Manitoba levies duties on successions;

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section 72 of The Succession Duty Act (S.M., 1972, c. S215), the government of the Province of Manitoba may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with the government of the Province of Québec, whereby the government of Manitoba will grant a deduction on the income tax payable under the said Act in respect of certain property and certain heirs up to the same deduction granted under the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and Manitoba on 28 February 1974;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of double taxation by more than one province on the same property transmitted in a succession;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Manitoba in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et du Manitoba relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et du Manitoba dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l;article 59 de ladite loi sont applicables à la province du Manitoba, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

ANNEXE

Le gouvernement du Manitoba et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» signifie un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, et comprend une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «bien immeuble» comprend tout immeuble, tout intérêt dans un fonds de terre ou un droit y afférent, mais ne comprend pas une hypothèque grevant un bien immeuble;

c) «héritier», à l'égard d'une personne qui réside au Manitoba, signifie une personne qui est réputée par *The Succession Duty Act* du Manitoba être un héritier et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé au Manitoba.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, un bien immeuble situé au Québec ou au Manitoba est régi par la loi du situs de ce bien et que la province dans laquelle un bien immeuble d'une telle personne a son situs prélèvera les droits sur de tels biens.

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Manitoba in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Québec and Manitoba, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the Province of Manitoba, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

SCHEDULE

The Government of Manitoba and the Government of Québec,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of succession duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" means property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal and includes a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "real property" includes any estate, interest or right to or in land, but does not include a mortgage secured by real property;

(c) "successor", in respect of a person resident in Manitoba, means a person who is deemed by the Succession Duty Act of Manitoba to be a successor and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec which is situated in Manitoba.

2. The parties agree that, when a person dies, the real property situated in Québec or in Manitoba is governed by the law of the situs of that property and that the province in which any real property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect dudies on all such property.

3. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien autre qu'un bien immeuble est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province du situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

4. Lorsque la personne décédée ne résidait pas au Québec ni au Manitoba au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurrence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

5. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente.

6. La présente entente s'applique également à tout droit d'une nature substantiellement similaire prélevé par l'une ou l'autre partie sur toute succession ouverte après le trente et unième jour de décembre 1971.

7. La présente entente s'applique aux successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971.

8. Les parties conviennent, sous réserve des dispositions de la Loi des droits sur les successions du Québec et de *The Succession Duty Act* du Manitoba, que les stipulations de la présente entente peuvent être amendées en tout temps du consentement des parties de la manière et en la forme que l'on conviendra et que la présente entente peut être résiliée le trente et unième jour de décembre de toute année par l'une ou l'autre des parties en donnant à l'autre partie avis de résiliation un an avant la date proposée de la résiliation.

9. Cette entente entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, Saul M. Cherniack, ministre des Finances du Manitoba, a sur ce document apposé sa signature au nom du Manitoba, et Gérald Harvey, ministre du Revenu du

3. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person other than real property has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the Province of situs to the extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

4. Where the deceased was not residing in the Province of Québec or Manitoba at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the head office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent of transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent of transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

5. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement.

6. This agreement shall also apply to any duty of a substiantially similar nature levied by either party on estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

7. The present agreement shall apply to estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

8. The parties agree that, subject to the provisions of the Succession Duties Act of Québec and The Succession Duty Act of Manitoba, the provisions of this agreement may be amended at any time by mutual consent of the parties in the agreed form and manner and that this agreement may be determined on the thirty-first day of December in any year by either party giving to the other notice of such termination one year prior to the proposed date of termination.

9. This agreement shall come into force and be effective on the day of its signature.

IN WITNESS WHEREOF, Saul M. Cherniack, Minister of Finance of Manitoba, has hereunto set his hand on behalf of Manitoba, and Gérald Harvey, Minister of Revenue of

Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 28ème jour de février 1974.

Pour le Manitoba,
SAUL M. CHERNIACK.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 28th day of February, 1974.

SAUL M. CHERNIACK,
For Manitoba.

GÉRALD HARVEY,
For Québec.

979-o

A.C. 5557-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-664, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province du Nouveau-Brunswick impose des droits sur les successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971 et avant le premier jour de janvier 1974;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de succession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 72 de *The Succession Duty Act* (S.N.B., 1972, c. 14) le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec le gouvernement du Québec relative aux droits sur les successions;

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick le 6 décembre 1973;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé « Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick relativement aux droits sur les successions ».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif.
MICHEL LECLERC.

O.C. 5557-75, 17 December 1975
Reg. 75-664, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of New Brunswick levies duties on successions opened after the thirty-first day of December 1971 and prior to the first day of January 1974;

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section 72 of The Succession Duty Act (S.N.B., 1972, c. 14), the government of the Province of New Brunswick may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with the government of the Province of Québec in respect of succession duties;

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and New Brunswick on 6 December 1973;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of double taxation by more than one province on the same property transmitted in a succession;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l'article 59 de ladite loi sont applicables à la province du Nouveau-Brunswick, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

ANNEXE

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» signifie un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, et comprend une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «bien immeuble» comprend tout immeuble, tout intérêt dans un fonds de terre ou un droit y afférent, mais ne comprend par une hypothèque grevant un bien immeuble;

c) «héritier», à l'égard d'une personne qui réside au Nouveau-Brunswick, signifie une personne qui est réputée par *The Succession Duty Act* du Nouveau-Brunswick être un héritier et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé au Nouveau-Brunswick.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, un bien immeuble situé au Québec ou au Nouveau-Brunswick est régi par la loi du situs de ce bien et que la province dans laquelle un bien immeuble d'une telle personne a son situs prélèvera les droits sur de tels biens.

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Québec and New Brunswick, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the province of New Brunswick, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

SCHEDULE

The Government of New Brunswick and the Government of Québec,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of succession duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" means property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal and includes a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "real property" includes any estate, interest or right to or in land, but does not include a mortgage secured by real property;

(c) "successor", in respect of a person resident in New Brunswick, means a person who is deemed by The Succession Duty Act of New Brunswick to be a successor and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec which is situated in New Brunswick.

2. The parties agree that, when a person dies, the real property situated in Québec or in New Brunswick is governed by the law of the situs of that property and that the province in which any real property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect duties on all such property.

3. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien autre qu'un bien immeuble est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province du situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

4. Lorsque la personne décédée ne résidait pas au Québec ni au Nouveau-Brunswick au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurrence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

5. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente.

6. La présente entente s'applique également à tout droit d'une nature substantiellement similaire prélevé par l'une ou l'autre partie sur toute succession ouverte après le trente et unième jour de décembre 1971.

7. La présente entente s'applique aux successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971.

8. Les parties conviennent, sous réserve des dispositions de la Loi des droits sur les successions du Québec et de The Succession Duty Act du Nouveau-Brunswick, que les stipulations de la présente entente peuvent être amendées en tout temps du consentement des parties de la manière et en la forme que l'on conviendra et que la présente entente peut être résiliée le trente et unième jour de décembre de toute année par l'une ou l'autre des parties en donnant à l'autre partie avis de résiliation un an avant la date proposée de résiliation.

9. Cette entente entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, M. J.-M. Simard, ministre des Finances du Nouveau-Brunswick, a sur ce document apposé sa signature au nom du Nouveau-Brunswick, et Gérald Har-

3. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person other than real property has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the Province of situs to the extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

4. Where the deceased was not residing in the Province of Québec or New Brunswick at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the head office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent of transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent of transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

5. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement.

6. This agreement shall also apply to any duty of a substantially similar nature levied by either party on estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

7. The present agreement shall apply to estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

8. The parties agree that, subject to the provisions of the Successions Duties Act of Québec and The Succession Duty Act of New Brunswick, the provisions of this agreement may be amended at any time by mutual consent of the parties in the agreed form and manner and that this agreement may be determined on the thirty-first day of December in any year by either party giving to the other notice of such termination one year prior to the proposed date of termination.

9. This agreement shall come into force and be effective on the day of its signature.

IN WITNESS WHEREOF, J.-M. Simard, Minister of Finance of New Brunswick, has hereunto set his hand on behalf of New Brunswick, and Gérald Harvey, Minister

vey, ministre du Revenu du Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 6ème jour de décembre 1973.

Pour le Nouveau-Brunswick,
J.-M. SIMARD.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

of Revenue of Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 6th day of December 1973.

For New Brunswick,
J.-M. SIMARD.

For Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

A.C. 5558-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-665, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Écosse

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Écosse relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province de la Nouvelle-Écosse impose des droits sur les successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971 et avant le premier jour d'avril 1974;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de succession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 72 de « An Act Respecting Succession Duties » (S.N.S., 1972, c. 17), le gouvernement de la Nouvelle-Écosse peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec le gouvernement du Québec relative aux droits sur les successions;

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et de la Nouvelle-Écosse le 21 mars 1974;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé « Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Écosse relativement aux droits sur les successions ».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

O.C. 5558-17, 17 December 1975
Reg. 75-665, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of Nova Scotia levies duties on successions opened after the thirty-first day of December 1971 and prior to the first day of April 1974;

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section 72 of an Act respecting Succession Duties (S.N.S., 1972, c. 17), the government of Nova Scotia may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with the government of Québec in respect of succession duties;

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and Nova Scotia on 21 March 1974;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of double taxation by more than one province on the same property transmitted in a succession;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Écosse relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et de la Nouvelle-Écosse dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l'article 59 de ladite loi sont applicables à la province de la Nouvelle-Écosse, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

ANNEXE

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» signifie un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, et comprend une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «bien immeuble» comprend tout immeuble, tout intérêt dans un fonds de terre ou un droit y afférent, mais ne comprend pas une hypothèque grevant un bien immeuble;

e) «héritier», à l'égard d'une personne qui réside en Nouvelle-Écosse, signifie une personne qui est réputée par «An Act Respecting Succession Duties» de la Nouvelle-Écosse être un héritier et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé en Nouvelle-Écosse.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, un bien immeuble situé au Québec ou en Nouvelle-Écosse est régi par la loi du situs de ce bien et que la province

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Nova Scotia and Québec, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the province of Nova Scotia, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

SCHEDULE

The Government of Nova Scotia and the Government of Québec,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of Succession Duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" means property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal and includes a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "real property" includes any estate, interest or right to or in land, but does not include a mortgage secured by real property;

(c) "successor", in respect of a person resident in Nova Scotia, means a person who is deemed by An Act Respecting Succession Duties of Nova Scotia to be a successor and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec which is situated in Nova Scotia.

2. The parties agree that, when a person dies, the real property situated in Québec or in Nova Scotia is governed by the law of the situs of that property and that the

dans laquelle un bien immeuble d'une telle personne a son situs prélèvera les droits sur de tels biens.

3. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien autre qu'un bien immeuble est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province du situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

4. Lorsque la personne décédée ne résidait pas au Québec ni en Nouvelle-Écosse au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurrence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

5. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente.

6. La présente entente s'applique également à tout droit d'une nature substantiellement similaire prélevé par l'une ou l'autre partie sur toute succession ouverte après le trente et unième jour de décembre 1971 et avant le premier jour d'avril 1974.

7. La présente entente s'applique aux successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971 et avant le premier jour d'avril 1974, quelle que soit la date à laquelle un avis de cotisation a été transmis par le ministre.

8. La présente entente expirera le trente et unième jour de mars 1974.

9. Cette entente entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, Peter M. Nicholson, ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse, a sur ce document apposé sa signature au nom de la Nouvelle-Écosse, et Gérald Harvey,

province in which any real property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect duties on all such property.

3. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person other than real property has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the Province of situs to the extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

4. Where the deceased was not residing in the Province of Québec or Nova Scotia at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the head office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent of transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent of transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

5. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement.

6. This agreement shall also apply to any duty of a substantially similar nature levied by either party on estates devolving after the thirty-first day of December 1971 and prior to the first day of April 1974.

7. The present agreement shall apply to estates devolving after the thirty-first day of December 1971 and prior to the first day of April 1974, no matter at what date a notice of assessment has been sent by the Minister.

8. The present agreement shall terminate on the thirty-first day of March 1974.

9. This agreement shall come into force and be effective on the day of its signature.

IN WITNESS WHEREOF, Peter M. Nicholson, Minister of Finances of Nova Scotia, has hereunto set his hand on behalf of Nova Scotia, and Gérald Harvey, Minister of

ministre du Revenu du Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 21e jour de mars 1974.

Pour la Nouvelle-Écosse,
PETER M. NICHOLSON.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

Revenue of Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 21st day of March 1974.

PETER M. NICHOLSON,
For Nova Scotia.

GÉRALD HARVEY,
For Québec.

979-o

A.C. 5559-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-666, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province de l'Ontario impose des droits sur les successions;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de succession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de *The Succession Duty Act* (R.S.O., 1970, c. 449), le lieutenant-gouverneur en conseil de l'Ontario a désigné chacune des provinces du Canada et qu'en vertu de l'article 43 de ladite loi, le ministre du revenu de l'Ontario peut nommer des fonctionnaires d'une province du Canada pour recevoir des renseignements relatifs aux droits sur les successions;

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario le 28 mai 1974;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 181 du 18 janvier 1945, la possibilité de double imposition concernant des biens faisant partie d'une succession d'un décédé domicilié dans la province de l'Ontario ou au Québec, était diminuée dans la mesure du possible;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé « Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario relativement aux droits sur les successions».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

O.C. 5559-75, 17 December 1975
Reg. 75-666, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and Ontario

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Ontario in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of Ontario levies succession duties;

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section of The Succession Duty Act (R.S.O., 1970, c. 449), the Lieutenant-Governor in Council designated each of the provinces of Canada and under section 43 of the said Act, the Minister of Revenue of Ontario may appoint officers of a province to Canada to receive information relating to succession duties;

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and Ontario on 28 May 1974;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of double taxation by more than one province on the same property transmitted in a succession;

WHEREAS under Order in Council 181 dated 18 January 1945, the possibility of double taxation on property that is part of a succession of a deceased domiciled in the Province of Ontario or Québec, was reduced as much as possible;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Ontario in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l'article 59 de ladite loi sont applicables à la province d'Ontario, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

4. Le présent règlement remplace le règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 181 du 18 janvier 1945.

ANNEXE

Le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» comprend un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «héritier», à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée en Ontario, signifie une personne à qui une «transmission», telle que cette expression est définie dans *The Succession Duty Act* de l'Ontario, de biens est faite, et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé en Ontario.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province du situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Ontario in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Québec and Ontario, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the Province of Ontario, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

4. This regulation replaces the regulation made by Order in Council Number 1810 of the 18th of January 1945.

SCHEDULE

The Government of Ontario and the Government of Québec,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of succession duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" includes property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal, a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "successor", in respect of a person resident or domiciled in Ontario, means a person to whom there is a "transmission", as that expression is defined in The Succession Duty Act of Ontario, of property, and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec that is situated in Ontario.

2. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the province of

droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

3. Lorsque la personne décédée n'était pas domiciliée au Québec ni en Ontario au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

4. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente ou pour faciliter l'administration et l'application des lois ci-haut mentionnées.

5. Les parties conviennent, sous réserve des dispositions de la Loi des droits sur les successions du Québec et de *The Succession Duty Act* de l'Ontario, que les stipulations de la présente entente peuvent être amendées en tout temps du consentement des parties de la manière et en la forme que l'on conviendra et que la présente entente peut être résiliée le trente et unième jour de décembre de toute année par l'une ou l'autre des parties en donnant à l'autre partie avis de résiliation un an avant la date proposée de résiliation.

6. Cette entente entre en vigueur le premier jour d'avril 1974. À la date de son entrée en vigueur, cette entente remplace l'entente existant entre la province de Québec et la province de l'Ontario concernant la double imposition relativement aux droits sur les successions en date du 28 décembre 1944.

EN FOI DE QUOI, Arthur Meen, ministre du Revenu de l'Ontario, a sur ce document apposé sa signature au nom de l'Ontario, et Gérald Harvey, ministre du Revenu du Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 28ème jour de mai 1974.

Pour l'Ontario,
ARTHUR MEEN.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

situs to the extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

3. Where the deceased was not domiciled in the Province of Québec or Ontario at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the head office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent for transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent for transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

4. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement or for facilitating the administration and enforcement of the hereinbefore recited Acts.

5. The parties agree that, subject to the provisions of the Succession Duties Act of Québec and The Succession Duty Act of Ontario, the provisions of this agreement may be amended at any time by mutual consent of the parties in the agreed form and manner and that this agreement may be determined on the thirty-first day of December in any year by either party giving to the other notice of such termination one year prior to the proposed date of termination.

6. This agreement shall come into force and be effective on the first day of April, 1974. Upon its coming into force this agreement replaces the agreement made between Ontario and Québec regarding relief from double taxation in respect of Succession Duty and dated the 28th day of December 1944.

IN WITNESS WHEREOF, Arthur Meen, Minister of Revenue of Ontario, has hereunto set his hand on behalf of Ontario, and Gérald Harvey, Minister of Revenue of Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 28th day of May, 1974.

ARTHUR MEEN,
For Ontario.

GÉRALD HARVEY,
For Québec.

979-o

A.C. 5560-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-667, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province de la Saskatchewan impose des droits sur les successions;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de succession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 72 de The Succession Duty Act (S.S., 1972, c. 124), le gouvernement de la province de la Saskatchewan peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec le gouvernement du Québec relative aux droits sur les successions;

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et de la Saskatchewan le 27 décembre 1973;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé « Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan relativement aux droits sur les successions».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

O.C. 5560-75, 17 December 1975
Reg. 75-667, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and Saskatchewan

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Saskatchewan in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of Saskatchewan levies succession duties;

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section 72 of The Succession Duty Act (S.S., 1972, c. 124), the government of the Province of Saskatchewan may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with the government of the Province of Québec in respect of succession duties;

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and Saskatchewan on 27 December 1973;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of double taxation by more than one province on the same property transmitted in a succession;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Saskatchewan in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC.
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et de la Saskatchewan dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l'article 59 de ladite loi sont applicables à la province de la Saskatchewan, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

ANNEXE

Le gouvernement de la Saskatchewan et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» signifie un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, et comprend une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «bien immeuble» comprend tout immeuble, tout intétêt dans un fonds de terre ou un droit y afférent, mais ne comprend pas une hypothèque grevant un bien immeuble;

c) «héritier, à l'égard d'une personne qui réside en Saskatchewan, signifie une personne qui est réputée par *The Succession Duty Act* de la Saskatchewan être un héritier et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé en Saskatchewan.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, un bien immeuble situé au Québec ou en Saskatchewan est régi par la loi du situs de ce bien et que la province dans laquelle un bien immeuble d'une telle personne a son situs prélèvera les droits sur de tels biens.

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Saskatchewan in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Québec and Saskatchewan, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the province of Saskatchewan, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

SCHEDULE

The Government of Saskatchewan and the Government of Québec,

Desiring to conclure an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of succession duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" means property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal and includes a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "real property" includes any estate, interest or right to or in land, but does not include a mortgage secured by real property;

(c) "successor", in respect of a person resident in Saskatchewan, means a person who is deemed by The Succession Duty Act of Saskatchewan to be a successor and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec which is situated in Saskatchewan.

2. The parties agree that, when a person dies, the real property situated in Québec or in Saskatchewan is governed by the law of the situs of that property and that the province in which any real property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect duties on all such property.

3. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien autre qu'un bien immeuble est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province du situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

4. Lorsque la personne décédée ne résidait pas au Québec ni en Saskatchewan au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurrence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

5. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente.

6. La présente entente s'applique également à tout droit d'une nature substantiellement similaire prélevé par l'une ou l'autre partie sur toute succession ouverte après le trente et unième jour de décembre 1971.

7. La présente entente s'applique aux successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971.

8. Les parties conviennent, sous réserve des dispositions de la Loi des droits sur les successions du Québec et de *The Succession Duty Act* de la Saskatchewan, que les stipulations de la présente entente peuvent être amendées en tout temps du consentement des parties de la manière et en la forme que l'on conviendra et que la présente entente peut être résiliée le trente et unième jour de décembre de toute année par l'une ou l'autre des parties en donnant à l'autre partie avis de résiliation un an avant la date proposée de résiliation.

9. Cette entente entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, Elwood Cowley, ministre des Finances de la Saskatchewan, a sur ce document apposé sa signature au nom de la Saskatchewan, et Gérald Harvey, ministre du

3. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person other than real property has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the Province of situs to the extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

4. Where the deceased was not residing in the Province of Québec or Saskatchewan at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the head office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent of transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent of transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

5. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement.

6. This agreement shall also apply to any duty of a substantially similar nature levied by either party on estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

7. The present agreement shall apply to estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

8. The parties agree that, subject to the provisions of the Succession Duties Act of Québec and The Succession Duty Act of Saskatchewan, the provisions of this agreement may be amended at any time by mutual consent of the parties in the agreed from and manner and that this agreement may be determined on the thirty-first day of December in any year by either party giving to the other notice of such termination one year prior to the proposed date of termination.

9. This agreement shall come into force and be effective on the day of its signature.

IN WITNESS WHEREOF, Elwood Cowley, Minister of Finance of Saskatchewan, has hereunto set his hand on behalf of Saskatchewan, and Gérald Harvey, Minister of

Revenu du Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 27e jour de décembre 1973.

Pour la Saskatchewan,
ELWOOD COWLEY.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

Revenue of Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 27th day of December 1973.

ELWOOD COWLEY,
For Saskatchewan.

GÉRALD HARVEY,
For Québec.

979-o

A.C. 5561-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-668, 19 décembre 1975

LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS
(S.R.Q., 1964, c. 70)

Entente entre les provinces de Québec et de Terre-Neuve

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de Terre-Neuve relativement aux droits sur les successions.

ATTENDU QUE la province de Terre-Neuve impose des droits sur les successions;

ATTENDU QU'il était opportun de conclure une entente avec le gouvernement de cette province pour éviter une double imposition en matière de droits de succession lors de la transmission d'un bien assujetti à des droits successoraux et aussi pour faciliter l'administration de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 73 de *The Succession Duty Act* (S.Nfld., 1972, Act No. 40), le gouvernement de la province de Terre-Neuve peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec le gouvernement du Québec relative aux droits sur les successions;

ATTENDU QUE des personnes de ces deux provinces pourraient être sujettes à une double imposition relativement aux biens qui font partie d'une succession;

ATTENDU QU'une entente à cet effet a été signée entre les gouvernements du Québec et de Terre-Neuve le 12 décembre 1973;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de diminuer autant que faire se peut toute possibilité de double imposition par plus d'une province relativement aux mêmes biens transmis dans une succession;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé «Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de Terre-Neuve relativement aux droits sur les successions».

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

O.C. 5561-75, 17 December 1975
Reg. 75-668, 19 December 1975

SUCCESSION DUTIES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 70)

Agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland in respect of succession duties.

WHEREAS the Province of Newfoundland levies succession duties;

WHEREAS it was expedient to enter into an agreement with the government of that Province to avoid double taxation on succession duties upon the transmission of property subject to succession duties and also to facilitate the administration of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70);

WHEREAS under section 73 of The Succession Duty Act (S.Nfld., 1972, Act No. 14), the government of the Province of Newfoundland may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, enter into an agreement with the government of the Province of Québec in respect of succession duties;

WHEREAS persons from these two provinces could be subject to double taxation on property that is part of a succession;

WHEREAS an agreement to that effect was signed between the governments of Québec and Newfoundland on 12 December 1973;

WHEREAS it is in the public interest to reduce as much as possible any possibility of double taxation by more than one province on the same property transmitted in a succession;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto, entitled "Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland in respect of succession duties", be adopted.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Règlement pour mettre en vigueur les dispositions d'une entente entre les provinces de Québec et de Terre-Neuve relativement aux droits sur les successions

1. Conformément aux pouvoirs accordés par l'article 59 de la Loi des droits sur les successions (S.R.Q., 1964, c. 70), les règles suivantes sont adoptées.

2. L'entente entre les gouvernements du Québec et de Terre-Neuve dont le texte constitue l'Annexe au présent règlement, est approuvée et a force de loi au Québec aussi longtemps qu'elle demeure en vigueur selon ses propres termes.

3. Les dispositions de l'article 59 de ladite loi sont applicables à la province de Terre-Neuve, pour autant qu'elles sont comprises dans les termes de ladite entente.

ANNEXE

Le gouvernement de Terre-Neuve et le gouvernement du Québec,

Désirant conclure une entente pour éviter la double imposition et pour prévenir l'évasion fiscale relativement aux droits sur les successions, ont convenu ce qui suit:

1. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

a) «bien» signifie un bien de toute nature, immeuble ou meuble, corporel ou incorporel, et comprend une action, un droit de quelque nature qu'il soit et de l'argent;

b) «bien immeuble» comprend tout immeuble, tout intérêt dans un fonds de terre ou un droit y afférent, mais ne comprend pas une hypothèque grevant un bien immeuble;

c) «héritier», à l'égard d'une personne qui réside à Terre-Neuve, signifie une personne qui est réputée par *The Succession Duty Act* de Terre-Neuve être un héritier et à l'égard d'une personne qui réside ou est domiciliée au Québec, signifie un héritier, un légataire universel, un légataire à titre universel ou particulier, un donataire ou un bénéficiaire d'un bien transmis au Québec qui est situé à Terre-Neuve.

2. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, un bien immeuble situé au Québec ou à Terre-Neuve est régi par la loi du situs de ce bien et que la province dans laquelle un bien immeuble d'une telle personne a son situs prélèvera les droits sur de tels biens.

Regulation to give effect to the provisions of an agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland in respect of succession duties

1. According to Section 59 of the Succession Duties Act (R.S.Q., 1964, c. 70), the following rules are adopted.

2. The agreement between the governments of Québec and Newfoundland, the text of which is set out in the Schedule to the present regulation, is approved and has force of law in Québec during such period as, by its terms, the agreement is in force.

3. The provisions of Section 59 of the said Act are applicable to the Province of Newfoundland, in so far as they are contained in the terms of the said agreement.

SCHEDULE

The Government of Newfoundland and the Government of Québec,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in respect of succession duties, have agreed as follows:

1. In this agreement, unless the context indicates a different meaning, the term:

(a) "property" means property of every description whatever, whether real or personal, corporeal or incorporeal and includes a share, a right of any kind whatever, and money;

(b) "real property" includes any estate, interest or right to or in land, but does not include a mortgage secured by real property;

(c) "successor", in respect of a person resident in Newfoundland means a person who is deemed by The Succession Duty Act of Newfoundland to be a successor and in respect of a person resident or domiciled in Québec, means an heir, a universal legatee, a legatee by general or particular title, a donee or a beneficiary of property transmitted in Québec which is situated in Newfoundland.

2. The parties agree that, when a person dies, the real property situated in Québec or in Newfoundland is governed by the law of the situs of that property and that the province in which any real property of such person has its situs shall be entitled to levy and collect duties on all such property.

3. Les parties conviennent que, lorsqu'une personne décède, la province où un bien autre qu'un bien immeuble est situé prélèvera les droits sur ce bien, et la province où réside ou est domicilié l'héritier dudit bien devra accorder un crédit à l'héritier pour les droits prélevés sur ce bien par la province du situs, jusqu'à concurrence desdits droits sans excéder toutefois le montant des droits autrement payables par l'héritier, à l'égard dudit bien, à la province où réside ou est domicilié l'héritier.

4. Lorsque la personne décédée ne résidait pas au Québec ni à Terre-Neuve au moment de son décès et était propriétaire à ce moment d'actions dans une corporation dont le siège social est dans l'une ou l'autre province, lesquelles actions peuvent être transférées dans l'une ou l'autre province, la province que les représentants de la personne décédée choisiront comme lieu de transfert desdites actions, pourra prélever les droits successoraux exigibles en l'occurrence, avant d'en accorder la libération, et, sur preuve de tel paiement, l'autre province ne prélèvera aucun droit sur lesdites actions et émettra un certificat, tel que requis, attestant qu'aucun droit n'est exigible.

5. Les parties conviennent de se communiquer tout renseignement nécessaire à l'exécution de la présente entente.

6. La présente entente s'applique également à tout droit d'une nature substantiellement similaire prélevé par l'une ou l'autre partie sur toute succession ouverte après le trente et unième jour de décembre 1971.

7. La présente entente s'applique aux successions ouvertes après le trente et unième jour de décembre 1971.

8. Les parties conviennent, sous réserve des dispositions de la Loi des droits sur les successions du Québec et de *The Succession Duty Act* de Terre-Neuve, que les stipulations de la présente entente peuvent être amendées en tout temps du consentement des parties de la manière et en la forme que l'on conviendra et que la présente entente peut être résiliée le trente et unième jour de décembre de toute année par l'une ou l'autre des parties en donnant à l'autre partie avis de résiliation un an avant la date proposée de résiliation.

9. Cette entente entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, J.C. Crosbie, ministre des Finances de Terre-Neuve, a sur ce document apposé sa signature au nom de Terre-Neuve, et Gérald Harvey, ministre du Re-

3. The parties agree that when a person dies, the province in which any property of such person other than real property has its situs shall be entitled to levy and collect duties on such property and the province in which the successor to such property is resident or domiciled shall allow to the successor a credit for the duties levied on such property by the Province of situs to the extent of but not exceeding the duties otherwise payable by the successor in respect of such property to the province of residence or domicile of the successor.

4. Where the deceased was not residing in the Province of Québec or Newfoundland at the time of his death, and owned at that time shares of a corporation, the head office of which is in either Province, which shares are transferable in both Provinces, the province in which the representatives of the deceased elect to transfer such shares may levy and collect succession duty thereon before issuing a consent of transfer, and the other Province shall upon proof of such payment, issue such consent of transfer, as may be requisite, without levying and collecting duty thereon or in respect thereof.

5. The parties agree that they will provide each other with any information necessary for carrying out the provisions of this agreement.

6. This agreement shall also apply to any duty of a substantially similar nature levied by either party on estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

7. The present agreement shall apply to estates devolving after the thirty-first day of December 1971.

8. The parties agree that, subject to the provisions of the Succession Duties Act of Québec and The Succession Duty Act of Newfoundland, the provisions of this agreement may be amended at any time by mutual consent of the parties in the agreed form and manner and that this agreement may be determined on thirty-first day of December in any year by either party giving to the other notice of such termination one year prior to the proposed date of termination.

9. This agreement shall come into force and be effective on the day of its signature.

IN WITNESS WHEREOF, J.C. Crosbie, Minister of Finance of Newfoundland, has hereunto set his hand on behalf of Newfoundland, and Gérald Harvey, Minister of Revenue

venu du Québec, a sur ce document apposé sa signature au nom du Québec, le 12e jour de décembre 1973.

Pour Terre-Neuve,
J.C. CROSBIE.

Pour le Québec,
GÉRALD HARVEY.

979-o

of Québec, has hereunto set his hand on behalf of Québec, on the 12th day of December 1973.

J.C. CROSBIE,
For Newfoundland.

GÉRALD HARVEY,
For Québec.

979-o

A.C. 5583-75, 19 décembre 1975
Règ. 75-671, 22 décembre 1975

LOI CONSTITUANT LA RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
(1975, P.L. 81)

Mandat et contrats de la Régie des installations olympiques

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement concernant le mandat et les contrats de la Régie des installations olympiques.

ATTENDU QUE l'article 13 de la Loi constituant la Régie des installations olympiques (1975, P.L. 81) prévoit que la Régie a pour objet de réaliser la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations mobilières et immobilières prévues pour les jeux de la XXIe Olympiade;

ATTENDU QUE l'article 15 de ladite loi prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements touchant le mandat de la Régie et les conditions des contrats obligeant la Régie, déterminer en quels cas ces contrats sont soumis à l'approbation, soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil du trésor et statuer sur les comptes, honoraires ou frais de fourniture et sur les conditions des locations des baux, des aliénations en ce qui concerne la Régie;

ATTENDU QUE l'article 14 de ladite loi prévoit que la Régie peut accomplir tout ce qui est utile à la réalisation de ses fins et notamment, acquérir, louer, posséder, améliorer, entretenir, administrer les immeubles et les aliéner, et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil faire des prêts pour la réalisation des jeux de la XXIe Olympiade;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de ladite loi la Régie peut, conformément à la loi, conclure avec la Ville de Montréal, avec toute personne et organisme, international ou autre, ainsi qu'avec tout gouvernement ou organisme d'un gouvernement, les ententes jugées nécessaires pour l'application de la présente loi;

ATTENDU QUE l'article 24 de la loi prévoit notamment le remboursement à la Ville de Montréal des paiements et avances que cette dernière a consentis pour l'aménagement des installations olympiques ainsi que des paiements et avances qu'elle a consentis pour les autres travaux et constructions faits par elle ou pour elle sur son territoire en vue de la tenue des jeux de la XXIe Olympiade;

ATTENDU QUE le parachèvement des travaux en cours au Centre Claude Robillard, au Centre Étienne Desmarteau, à l'Aréna Saint-Michel, à l'Aréna Maurice Richard, au Centre Maisonneuve, au Bassin d'Aviron et aux autres installations olympiques est essentiel pour qu'on puisse y

O.C. 5583-75, 19 December 1975
Reg. 75-671, 22 December 1975

ACT TO INCORPORATE THE RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
(1975, Bill 81)

Mandate and contracts of the Régie des installations olympiques

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation respecting the mandate and the contracts of the Régie des installations olympiques.

WHEREAS section 13 of the Act to incorporate the Régie des installations olympiques (1975, Bill 81) stipulates that the object of the board is to carry out the construction, equipping and operation of the moveable and immoveable installations planned for the Twenty-first Olympic Games;

WHEREAS section 15 of the said Act stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may make regulations regarding the mandate of the board and the conditions governing contracts binding on the board, determine in which cases such contracts shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council or to the Treasury Board and rule on the accounts, fees or costs of supplies and on the conditions governing any rent, lease or alienation respecting the board;

WHEREAS section 14 of the said Act stipulates that the board may do anything useful for the achievement of its aims and may in particular acquire, lease, own, improve, maintain and administer immoveables and alienate them, and with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, lend money toward the holding of the Twenty-first Olympic Games;

WHEREAS under section 23 of the said Act, the board may, in accordance with the act, make with the City of Montreal, with any person or agency, international or otherwise, as well as with any government or agency of any government, any agreement considered necessary for the application of this act;

WHEREAS section 24 of the Act provides in particular for the repayment to the City of Montreal of the payments and the sums advanced by the latter for the setting in place of the olympic installations and as well, of the payments and sums advanced by the city for the other works and constructions executed by or for it on its territory in view of the Twenty-first Olympic Games;

WHEREAS it is essential that the works in progress at the Claude Robillard centre, the Étienne Desmarteau centre, the Saint-Michel arena, the Maurice Richard arena, the Maisonneuve centre, the Bassin d'Aviron and at the other olympic installations be completed so as to allow the hold-

présenter plusieurs disciplines olympiques faisant partie de l'ensemble des disciplines de la XXIe Olympiade;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a fait des paiements et avances pour l'aménagement des installations olympiques visées à l'article 13 de la Loi constituant la Régie des installations olympiques;

ATTENDU QU'il est opportun d'incorporer dans le mandat de la Régie le pouvoir de conclure des ententes avec la Ville de Montréal en vertu desquelles la Régie pourra consentir des versements à la Ville de Montréal à la condition que celle-ci s'engage au parachèvement des installations visées au sixième alinéa;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un règlement qui tienne compte de la situation particulière dans laquelle se trouve la Régie, soit de réaliser la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations olympiques dans un très court délai;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un règlement qui permette à la Régie de réaliser au meilleur coût possible la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations prévues pour les jeux de la XXIe Olympiade.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre responsable de la Régie des installations olympiques:

QUE le règlement concernant le mandat et les contrats de la Régie des installations olympiques ci-joint soit approuvé et entre en vigueur à compter du 19 décembre 1975;

QUE ce règlement soit publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement concernant le mandat et les contrats de la Régie des installations olympiques

Partie I

LE MANDAT

1.01 La présente partie est adoptée en vertu des articles 14, 15, 23 et 24 de la Loi constituant la Régie des installations olympiques (1975, P.L. 81)

1.02 Le mandat de la Régie comprend le pouvoir de conclure des ententes avec la Ville de Montréal en vertu desquelles la Régie peut consentir des versements à la Ville de Montréal à titre de remboursements anticipés des paiements et avances que la Ville de Montréal a consentis pour l'aménagement des installations olympiques visées à l'article 13 de la Loi constituant la Régie des installations olympiques, à la condition que la Ville de Montréal s'engage au parachèvement des travaux en cours au Centre

ing of several olympic disciplines which are part of the aggregate disciplines of the Twenty-first Olympic Games;

WHEREAS the City of Montreal made payments and advances for the equipping of the olympic installations contemplated in section 13 of the Act to incorporate the *Régie des installations olympiques*;

WHEREAS it is opportune to incorporate in the mandate of the board the power to make agreements with the City of Montreal whereby the board is able to make payments to the City of Montreal provided that the latter binds itself to complete the installations contemplated in the sixth paragraph;

WHEREAS it is expedient to make a Regulation which takes into account the exceptional situation in which the board is, that is to carry out the construction, equipping and operation of the olympic installations within a very short time period;

WHEREAS it is expedient to make a Regulation to enable the board to carry out at the best possible cost the construction, equipping and operation of the installations planned for the Twenty-first Olympic Games;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister responsible for the *Régie des installations olympiques:*

THAT the Regulation respecting the mandate and the contracts of the *Régie des installations olympiques*, a copy of which is annexed hereto, be approved and come into force from 19 December 1975;

THAT this Regulation be published forthwith in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the mandate and the contracts of the *Régie des installations olympiques*

Part I

MANDATE

1.01 This Part is made under sections 14, 15, 23 and 24 of the Act to incorporate the *Régie des installations olympiques* (1975, Bill 81).

1.02 The mandate of the board includes the power to make agreements with the City of Montreal whereby the board may make payments to the City of Montreal as anticipated repayments of the payments and advances which the City of Montreal granted for the equipping of the Olympic installations contemplated in section 13 of the Act to incorporate the *Régie des installations olympiques*, provided that the City of Montreal binds itself to complete the works in progress at the Étienne Desmarteau centre, the

Etienne Desmarteau, au Centre Claude Robillard, à l'Aréna Saint-Michel, à l'Aréna Maurice Richard, au Centre Maisonneuve, au Bassin d'Aviron et aux autres installations olympiques dont le parachèvement n'est pas déjà confié par la loi à la Régie ou n'est pas du ressort du Comité organisateur des Jeux Olympiques.

Aucun versement ne peut être ainsi consenti par la Régie en faveur de la Ville de Montréal sans l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil.

Partie II

LES CONTRATS

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 La présente partie est adoptée en vertu de l'article 15 de la Loi constituant la Régie des installations olympiques (1975, P.L. 81).

1.02 Dans la présente partie, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) «contrat»: tout contrat conclu par la Régie des installations olympiques ou toute addition ou modification à un contrat dans lequel elle s'est substituée à la Ville de Montréal ou à son Comité exécutif;

b) «contrat de construction»: un contrat pour la construction, la réparation ou la démolition d'un ouvrage, pour la fourniture d'une structure préfabriquée suivant des plans et devis, pour des travaux de drainage ou pour le louage d'outillage devant servir à l'exécution de travaux de construction;

c) «contrat d'achat»: sous réserve du paragraphe *b*, un contrat pour l'acquisition d'un immeuble ou pour la fourniture d'articles, de denrées, de matériel, de marchandise, de matériaux ou d'approvisionnements, y compris un contrat d'impression ou de reproduction et un contrat de publicité ou d'abonnement;

d) «contrat de services»: sous réserve du paragraphe *b*, un contrat pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service de quelque genre que ce soit;

e) «bail»: sous réserve du paragraphe *b*, un contrat par lequel est acquis le droit de jouissance ou d'occupation d'un immeuble pendant un certain temps moyennant un loyer ou prix;

f) «coût estimatif»: le montant probable du coût d'exécution d'un contrat, pour la régie, établi d'après les estimations de ses employés ou d'experts.

Claude Robillard centre, the Saint-Michel arena, the Maurice Richard arena, the Maisonneuve centre, the Bassin d'Aviron and at the other olympic installations whose completion is not already entrusted by the Act to the board or is not under the jurisdiction of the *Comité organisateur des Jeux Olympiques*.

No payment shall thus be granted by the board in favour of the City of Montreal without the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council.

Part II

CONTRACTS

Division I

GENERAL PROVISIONS

1.01 This Part is made under section 15 of the Act to incorporate the *Régie des installations olympiques* (1975, Bill 81).

1.02 In this Part, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) "contract": any contract concluded by the *Régie des installations olympiques* or any addendum or modification to a contract whereby it is substituted for the City of Montreal or its Executive Committee;

(b) "construction contract": a contract for the construction, repair or demolition of work, for the supply of a prefabricated structure according to plans and specifications, for drainage work or for the hiring of tools to be used in the carrying out of the construction works;

(c) "purchase contract": subject to paragraph *b*, a contract for the acquisition of immoveable or for the supply of items, foodstuffs, equipment, merchandise, material or supplies, including a printing or reproduction contract and an advertisement or subscription contract;

(d) "service contract": subject to paragraph *b*, a contract for the supply or performance of a service of any nature whatsoever;

(e) "lease": subject to paragraph *b*, a contract whereby the right to enjoy or to occupy an immoveable is acquired for a certain period of time for a rental or price;

(f) "approximate cost": the probable amount of the cost for the execution of a contract, to the board, established in accordance with the estimates of its employees or experts.

1.03 Dans la poursuite de son objet, particulièrement en ce qui a trait à la construction, à l'aménagement et à l'exploitation des installations mobilières et immobilières prévues pour les Jeux de la XXIe Olympiade, la Régie prend des dispositions pour que ces projets d'installations soient réalisés à coût raisonnable.

À cette fin, lorsque la plus basse soumission reçue pour un contrat excède le coût estimatif de ce contrat, la Régie peut négocier avec les soumissionnaires afin d'en arriver à un prix qui soit plus compatible avec ce coût estimatif.

1.04 La Régie soumet à l'approbation du Conseil du trésor un programme d'immobilisation divisé en un certain nombre de projets. Ce programme d'immobilisation comporte, pour chaque projet, une enveloppe budgétaire destinée à couvrir les contrats à octroyer pour sa réalisation.

Elle fournit en outre à chaque mois au Conseil du trésor un rapport sur l'évolution de ses engagements à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire de chaque projet.

1.05 Aucun contrat qui aurait pour effet d'entraîner un dépassement des enveloppes budgétaires par projet ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

Section II

CONTRATS DE CONSTRUCTION

2.01 Aucun contrat de construction supérieur à $250,000 ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées de plus d'un entrepreneur, sauf lorsqu'il y a une urgence telle à ce que les travaux soient exécutés que tout retard serait préjudiciable à l'intérêt public.

2.02 Un contrat de construction de $1,000,000 ou plus, sans excéder $5,000,000, ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, à moins que des soumissions n'aient été sollicitées de plus d'un entrepreneur et qu'il soit donné au meilleur coût.

2.03 Un contrat de construction supérieur à $5,000,000 ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor.

2.04 Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de construction en sus du montant qui y est stipulé sans l'autorisation du Conseil du trésor, à moins qu'il s'agisse d'un supplément qui n'entraîne pas de dépassement de l'enveloppe budgétaire d'un projet.

2.05 Aucune réclamation pour dommages encourus par un entrepreneur ne doit être payée relativement à un

1.03 In the pursuit of its object, in particular with respect to the construction, equipping and operation of the moveable and immoveable installations planned for the Twenty-first Olympic Games, the board shall take measures to ensure that such installation projects are carried out at a reasonable cost.

For this purpose, when the lowest tender received for a contract exceeds the estimated cost of that contract, the board may negotiate with the tenderers so as to arrive at a price more consistent with such estimated cost.

1.04 The board shall submit a capitalization programme to the Treasury Board divided into a certain number of projects. This capitalization programme shall include, for each project, a budget envelope intented to cover contracts to be awarded for its carrying out.

It shall in addition furnish each month to the Treasury Board a report on the progress of its undertakings within the budget envelope for each project.

1.05 No contract that could entail expenses exceeding the budget envelopes per project may be concluded without the authorization of the Treasury Board.

Division II

CONSTRUCTION CONTRACTS

2.01 No construction contract in excess of $250,000 may be concluded unless tenders have been submitted by more than one contractor, except where there is an emergency in carrying out the work such that any delay would be prejudicial to the public interest.

2.02 A construction contract of $1,000,000 or more but less than $5,000,000 may not be concluded without the authorization of the Treasury Board, unless tenders have been submitted by more than one contractor and it is awarded at the lowest cost.

2.03 A construction contract in excess of $5,000,000 may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board.

2.04 No extra charge shall be paid in virtue of a construction contract in excess of the amount stipulated therein without the authorization of the Treasury Board, except in the case of an extra charge not entailling expenses exceeding the budget envelope for a project.

2.05 No claim for damages incurred by a contractor shall be paid relative to a construction contract without

contrat de construction sans l'autorisation du Conseil du trésor à moins que le montant de la réclamation soit inférieur à $250,000 et qu'il n'occasionne pas de dépassement de l'enveloppe budgétaire d'un projet.

Section III

CONTRATS D'ACHAT

3.01 Aucun contrat d'achat supérieur à $100,000 ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées de plus d'un fournisseur du bien en cause.

Il est toutefois permis de ne solliciter de soumission que d'un fournisseur dans l'un des cas suivants:

a) lorsqu'un seul fournisseur rencontre les spécifications établies;

b) lorsqu'il est préférable que la source d'approvisionnement soit située à proximité de son lieu d'utilisation et qu'un seul fournisseur est alors disponible;

c) lorsqu'il est avantageux de négocier à la source sans l'intermédiaire des distributeurs et qu'une seule source d'approvisionnement est disponible;

d) lorsqu'il y a une urgence telle que tout retard serait préjudiciable à l'intérêt public.

3.02 Un contrat d'achat de $1,000,000 ou plus, sans excéder $5,000,000, ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

3.03 Un contrat d'achat supérieur à $5,000,000 ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor.

Section IV

CONTRATS DE SERVICES

4.01 Aucun contrat de services ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsqu'il s'agit de services d'ingénieurs, d'architectes, d'évaluateurs, d'estimateurs ou d'autres services requis à l'égard de l'étude, de la préparation ou de la surveillance de travaux de construction ou pour l'acquisition d'espace, à la condition que le montant payable en vertu du contrat soit inférieur à $50,000 ou que leur rémunération soit établie de la façon déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le Conseil du trésor, et que ces services s'appliquent à des projets prévus dans le programme d'immobilisations de la Régie;

the authorization of the Treasury Board unless the amount of the claim is less then $250,000 and does not entail expenses exceeding the budget envelope for a project.

Division III

PURCHASE CONTRACTS

3.01 No purchase contract in excess of $100,000 may be concluded unless tenders have submitted by more than one supplier of the good in question.

It is, however, permitted to call for tenders from one supplier only in the following cases:

(a) where only one supplier meets the given specifications;

(b) where it is preferable that the source of supply be situated close to the place where it is used and only one supplier is then available;

(c) where it is profitable to negotiate at source without the intermediary of dealers and only one source of supply is available;

(d) where there is an emergency such that any delay would be prejudicial to the public interest.

3.02 A purchase contract of $1,000,000 or more, but less than $5,000,000 may not be concluded without the authorization of the Treasury Board.

3.03 A purchase contract in excess of $5,000,000 may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board.

Division IV

SERVICE CONTRACTS

4.01 No service contract may be concluded without the authorization of the Treasury Board except:

(a) in the case of services of engineers, architects, evaluators, appraisers or other services required regarding the study, preparation or supervision of construction work or for the acquisition of space, provided the amount payable in virtue of the contract is less than $50,000 or their remuneration is fixed in the manner determined by the Lieutenant-Governor in Council or by the Treasury Board, and such services apply to projects planned for in the capitalization programme of the board;

b) dans les autres cas non prévus au paragraphe *a*, lorsque le montant payable en vertu du contrat est de moins de $50,000 ou de plus de $1,000,000.

4.02 Aucun contrat de services ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu de ce contrat est supérieur à $1,000,000.

4.03 Aucun contrat de services d'une durée excédant un an ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou du Conseil du trésor, selon que le montant payable en vertu du contrat est supérieur ou non à $1,000,000.

Section V

BAUX, LOCATIONS, ALIÉNATIONS D'IMMEUBLE ET CONCESSIONS

5.01 Aucun bail et aucune location d'équipement impliquant un déboursé pour la Régie ne peuvent être effectués sans l'autorisation du Conseil du trésor, à moins qu'ils soient faits pour une période inférieure à un an et que le montant payable en vertu du contrat soit inférieur à $1,000,000 ou supérieur à $5,000,000, et sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor si ce montant est de plus de $5,000,000.

5.02 Aucune location d'immeuble ne peut être consentie par la Régie sans l'autorisation du Conseil du trésor, à moins qu'elle soit effectuée en conformité de tarifs approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5.03 Aucune aliénation d'immeuble ne peut être consentie par la Régie sans l'autorisation du Conseil du trésor.

5.04 Jusqu'à l'adoption d'une procédure spécifique à ce sujet, aucune concession ne peut être consentie par la régie sans l'autorisation du Conseil du trésor.

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1975.

977-o

(b) in the other cases not provided for in paragraph *a*, where the amount payable in virtue of the contract is less than $50,000 or more than $1,000,000.

4.02 No service contract may be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable in virtue of that contract exceeds $1,000,000.

4.03 No service contract of a duration exceeding one year may be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council or the Treasury Board, depending on whether the amount payable in virtue of the contract exceeds or does not exceed $1,000,000.

Division V

LEASES, RENTS, ALIENATIONS OF IMMOVEABLES AND CONCESSIONS

5.01 No lease and no rental of equipment entailing a disbursement for the board may be made without the authorization of the Treasury Board, unless they are made for a period of less than one year and the amount payable in virtue of the contract is less than $1,000,000 or more than $5,000,000, and without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board if the amount exceeds $5,000,000.

5.02 No rental of an immoveable may be allowed by the board without the authorization of the Treasury Board, unless it is made in compliance with the tariffs approved by the Lieutenant-Governor in Council.

5.03 No alienation of an immoveable may be allowed by the board without the authorization of the Treasury Board.

5.04 Until the adoption of a specific procedure in this respect, no concession may be allowed by the board without the authorization of the Treasury Board.

Coming into force

This Regulation shall come into force on 19 December 1975.

977-o

A.C. 5507-75, 17 décembre 1975
Règ. 75-691, 30 décembre 1975

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES
(1972, c. 39)

Sécheresse 1975, période critique, production et région désignées

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques dans le cas des producteurs agricoles ayant subi des pertes de récoltes causées par la sécheresse en 1975 aux productions et dans la région désignées.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, c. 39) sanctionnée le 21 décembre 1972, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de l'application de ladite loi:

a) de reconnaître, pour le temps qu'il indique, une «période critique»;

b) de désigner une production agricole ou une phase particulière d'une production agricole comme «production désignée»;

c) de désigner toute partie du territoire agricole du Québec comme «région désignée»;

ATTENDU QU'il est opportun pour le lieutenant-gouverneur en conseil de reconnaître la période du 1er janvier au 31 mai 1976 comme «période critique» au sens de ladite loi et aux fins de son application pour les producteurs agricoles ayant subi des pertes de récoltes causées par la sécheresse en 1975 aux productions et dans la région désignées;

ATTENDU QU'il est opportun pour le lieutenant-gouverneur en conseil de désigner, au sens de ladite loi et aux fins de son application, pour lesdits producteurs, chacune des productions agricoles suivantes comme «production désignée»: le tabac, les pommes de terre et autres productions horticoles et les récoltes destinées à l'alimentation des animaux de la ferme du producteur ou à la mise en marché, savoir: foin de prairie, foin de céréales, luzerne à déshydratation, maïs-grain, avoine, orge, grains mélangés, blé, seigle, maïs-ensilage et pâturages;

ATTENDU QU'il est opportun pour le lieutenant-gouverneur en conseil de désigner, au sens de ladite loi et aux fins de son application, pour lesdits producteurs, comme «région désignée»: les comtés de Gatineau et de Pontiac;

O.C. 5507-75, 17 December, 1975
Reg. 75-691, 30 December, 1975

AN ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS
(1972, c. 39)

Drought in 1975, critical period, designated area and production

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods in the case of agricultural producers in the designated area who suffered crop losses to designated productions from drought in 1975.

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, c. 39), assented to December 21st 1972, the Lieutenant-Governor in Council may, for the purpose of applying the said Act:

(*a*) recognize a "critical period" of such duration as he may determine;

(*b*) designate an agricultural production or a particular phase of an agricultural production as a "designated production";

(*c*) designate any part of the agricultural territory of Québec as a "designated area";

WHEREAS it is expedient for the Lieutenant-Governor in Council to recognize the period January 1st to May 31st 1976 as a "critical period" within the meaning of the said Act and for the purpose of applying it in the case of agricultural producers in the designated area who suffered crop losses to designated productions from drought in 1975;

WHEREAS it is expedient for the Lieutenant-Governor in Council to designate, within the meaning of the said Act and for the purpose of applying it in the case of the said producers, each of the following agricultural productions as a "designated production": tobacco, potatoes and other horticultural productions, and crops intended for feeding the livestock of the producer or for sale, namely: meadow hay, cereal hay, alfalfa for dehydration, grain-corn, oats, barley, mixed grains, wheat, rye, silage corn and pasture;

WHEREAS it is expedient for the Lieutenant-Governor in Council to designate, within the meaning of the said Act and for the purpose of applying it in the case of the said producers, the counties of Gatineau and Pontiac as a "designated area";

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE la période du 1er janvier au 31 mai 1976 soit reconnue comme une «période critique» au sens de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, c. 39), sanctionnée le 21 décembre 1972, et aux fins de l'application de ladite loi pour les producteurs agricoles ayant subi des pertes de récoltes causées par la sécheresse en 1975 aux productions et dans la région ci-après désignées;

QUE chacune des productions agricoles suivantes soit désignée au sens de ladite loi et aux fins de son application pour lesdits producteurs comme «production désignée»: le tabac, les pommes de terre et autres productions horticoles et les récoltes destinées à l'alimentation des animaux de la ferme du producteur ou à la mise en marché, savoir: foin de prairie, foin de céréales, luzerne à déshydratation, maïs-grain, avoine, orge, grains mélangés, blé, seigle, maïs-ensilage et pâturages;

QUE soient désignés au sens de ladite loi et aux fins de son application pour lesdits producteurs, comme «région désignée»: les comtés de Gatineau et de Pontiac;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le 31 décembre 1975.

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
MICHEL LECLERC.

980-o

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the period of January 1st to May 31st 1976 be designated as a "critical period" within the meaning of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, c. 39), assented to December 21st 1972, and for the purpose of applying the said Act in the case of agricultural producers in the designated area who suffered crop losses to designated productions from drought in 1975;

THAT each of the following agricultural productions be designated, within the meaning of the said Act and for the purposes of its application to the said producers, as a "designated production": tobacco, potatoes and other horticultural productions, and crops intended for feeding the livestock of the producer or for sale, namely: meadow hay, cereal hay, alfalfa for dehydration, grain-corn, oats, barley, mixed grains, wheat, rye, silage corn and pasture;

THAT the counties of Gatineau and Pontiac be designated, within the meaning of the said Act and for the purpose of applying it in the case of the said producers, as a "designated area";

THAT the present Order in Council come into force on the 31st of December 1975.

MICHEL LECLERC,
Assistant Clerk of the Executive Council.

980-o

A.C. 28-76, 7 janvier 1976
Règ. 76-4, 9 janvier 1976

CHARTE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES PÉTROLIÈRES
(1969, c. 36)

Soquip — Règlement no 1 — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du Règlement no 1-A modifiant le Règlement no 1 de la Société québecoise d'initiatives Pétrolières (Soquip).

ATTENDU QUE la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip) a été formée en vertu du chapitre 36 des Lois du Québec de 1969, lequel constitue la Charte de la Société.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de sa Charte, les actions de la Société québécoise d'initiatives pétrolières font partie du domaine public du Québec et sont attribuées au ministre des finances.

ATTENDU QUE le Conseil d'administration de la Société a adopté lors d'une assemblée tenue le 27 mai 1970 le Règlement no 1, intitulé «Règlements généraux relatifs à l'exercice des pouvoirs et à la régie interne de la Société».

ATTENDU QUE ce règlement a été approuvé par l'arrêté en conseil 2426 du 17 juin 1970.

ATTENDU QUE l'article 3 du chapitre 25 des Lois du Québec de 1974 a modifié l'article 7 du chapitre 36 des Lois du Québec en stipulant que «les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de sept (7) membres» au lieu de «cinq (5) membres».

ATTENDU QUE la Société québécoise d'initiatives pétrolières désire modifier son Règlement no 1 adopté le 27 mai 1970 pour le rendre compatible avec le chapitre 25 des Lois du Québec de 1974.

ATTENDU QU'en conséquence, le conseil d'administration de la Société québécoise d'initiatives pétrolières a adopté, lors d'une assemblée tenue le 29 avril 1975, le Règlement no 1-A intitulé «Règlement modifiant le Règlement no 1 de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip)».

ATTENDU QUE l'adoption des règlements concernant l'exercice des pouvoirs et la régie interne de ladite Société est assujettie à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'alinéa *e* de l'article 14 de la Charte de la Société.

ATTENDU QUE le ministre des richesses naturelles, est chargé de l'application de la loi constitutive de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

O.C. 28-76, 7 January 1976
Reg. 76-4, 9 January 1976

CHARTER OF THE QUÉBEC PETROLEUM OPERATIONS COMPANY
(1969, c. 36)

Soquip — By-law No. 1 — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of By-law No. 1-A amending By-law No. 1 of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* (Soquip).

WHEREAS the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* (Soquip) was incorporated under Chapter 36 of the Statutes of Québec of 1969, which constitutes the Charter of the *Société*.

WHEREAS under section 5 of its Charter, the shares of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* shall form part of the public domain of the province of Québec and shall be allotted to the Minister of Finance.

WHEREAS at a meeting held on 27 May 1970, the board of directors of the *Société* made By-law No. 1 entitled "By-law relating to the exercise of powers and the internal management of the *Société*".

WHEREAS such By-law was approved by Order in Council 2426 dated 17 June 1970.

WHEREAS section 3 of Chapter 25 of the Statutes of Québec of 1974 amended section 7 of Chapter 36 of the Statutes of Québec by stipulating that "the affairs of the *Société* shall be managed by a board of seven (7) directors" instead of "five (5) directors".

WHEREAS the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* wishes to amend its By-law No. 1 made on 27 May 1970 so that it will be consistent with Chapter 25 of the Statutes of Québec of 1974.

WHEREAS for this reason, the board of directors of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières*, at a meeting held on 29 April 1975, made By-law No. 1-A entitled "By-law amending By-law No. 1 of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* (Soquip)".

WHEREAS under paragraph *e* of section 14 of the Charter of the *Société*, the making of by-laws respecting the exercise of powers and the internal management of the said *Société* shall be subject to the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.

WHEREAS the Minister of Natural Resources is entrusted with the carrying out of the Act incorporating the *Société québécoise d'initiatives pétrolières*.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

QUE soit approuvé le Règlement no 1-A intitulé «Règlement modifiant le Règlement no 1 de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip)» tel qu'adopté par le conseil d'administration de ladite Société le 29 avril 1975, dont le texte est joint aux présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement no 1-A
Règlement modifiant le Règlement no 1 de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip)

QUE le règlement suivant soit, par les présentes, adopté comme règlement no 1-A de la Société:

1. Le mot «trois» contenu à l'article 5 (quorum) du règlement no 1 est remplacé par le mot «quatre».

Adopté ce 29e jour d'avril 1975 à une assemblée des administrateurs de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip).

Le président,
BERNARD CLOUTIER.

Le secrétaire,
FERNAND GIRARD.

982-o

THAT By-law No. 1-A entitled "By-law amending By-law No. 1 of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* (Soquip)", made by the board of directors of the said *Société* on 29 April 1975 and a copy of which is annexed hereto, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

By-law No. 1-A
By-law amending By-law No. 1 of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* (Soquip)

THAT the following By-law be hereby made as By-law No. 1-A of the *Société*:

1. The word "three" in section 5 (quorum) of By-law No. 1 is replaced by the word "four".

Made this 29th day of April 1975 at a meeting of the directors of the *Société québécoise d'initiatives pétrolières* (Soquip).

BERNARD CLOUTIER,
President.

FERNAND GIRARD,
Secretary.

982-o

A.C. 29-76, 7 janvier 1976
Règ. 76-5, 9 janvier 1976

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS
(1973, c. 12)

Assujettissement de certains organismes ou institutions — A.C. 4551-74 — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la modification du Règlement concernant l'assujettissement de certains organismes ou institutions au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

ATTENDU QUE le paragraphe *d* de l'article 136 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, c. 12) permet au lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation par la Commission auprès du Comité d'administration, de rendre ladite Loi applicable à tout autre organisme ou toute autre institution visé au sous-paragraphe *g* du paragraphe 2° de l'article 2 de la Loi;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a assujetti certains organismes ou institutions au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics en vertu de l'arrêté en conseil 4551-74 du 11 décembre 1974;

ATTENDU QUE certains organismes ou institutions assujettis au Régime de retraite précité par l'arrêté en conseil 4551-74 du 11 décembre 1974 ont changé de nom depuis cette date;

ATTENDU QU'il y a lieu, pour ces raisons, de modifier l'arrêté en conseil précité;

ATTENDU QUE le Comité d'administration a été consulté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Fonction publique:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement modifiant le Règlement concernant l'assujettissement de certains organismes ou institutions au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics »;

QUE ce règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 29-76, 7 January 1976
Reg. 76-5, 9 January 1976

GOVERNMENT AND PUBLIC EMPLOYEES RETIREMENT PLAN
(1973, c. 12)

Governing certain bodies or institutions — O.C. 4551-74 — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the Regulation respecting the making of certain bodies or institutions subject to the Government and Public Employees Retirement Plan

WHEREAS under paragraph *d* of section 136 of the Government and Public Employees Retirement Plan (1973, c. 12), the Lieutenant-Governor in Council may, after consultation by the Commission with the executive committee, make the said Act applicable to any other body or institution contemplated in subparagraph *g* of paragraphe 2 of section 2 of the Act;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council made certain bodies or institutions subject to the Government and Public Employees Retirement Plan under Order in Council 4551-74 dated 11 December 1974;

WHEREAS certain bodies or institutions made subject to the abovementioned Retirement Plan by Order in Council 4551-74 dated 11 December 1974 have changed names since that date;

WHEREAS it is expedient, for those reasons, to amend the abovementioned Order in Council;

WHEREAS the executive committee has been consulted;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of the Civil Service:

THAT the Regulation annexed hereto entitled « Regulation amending the Regulation respecting the making of certain bodies or institutions subject to the Government and Public Employees Retirement Plan » be made;

THAT this Regulation come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant le Règlement concernant l'assujettissement de certains organismes ou institutions au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

1. Le « Règlement concernant l'assujettissement de certains organismes ou institutions au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics » (A.C. 4551-74 du 11 décembre 1974, *G.O.* 27 décembre 1974, p. 5447) est modifié en remplaçant:

a) « Hôpital Régina » par « Hôpital Régina Limitée »;

b) « Hôpital Ste-Thérèse des Convalescents » par « Centre Hospitalier Sainte-Thérèse des Convalescents ».

983-o

Regulation amending the Regulation respecting the making of certain bodies or institutions subject to the Government and Public Employees Retirement Plan

1. The "Regulation respecting the making of certain bodies or institutions subject to the Government and Public Employees Retirement Plan" (O.C. 4551-74 dated 11 December 1974, *O.G.*, 27 December 1974, p. 5447) is amended by replacing:

(a) "Hôpital Régina" by "Hôpital Régina Limitée";

(b) "Hôpital Ste-Thérèse des Convalescents" by "Centre Hospitalier Sainte-Thérèse des Convalescents".

983-o

A.C. 32-76, 7 janvier 1976
Règ. 76-6, 9 janvier 1976

LOI DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS
(1972, c. 54)

Signature de documents

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le pouvoir de certains fonctionnaires de signer pour le ministre des Transports certains actes, documents ou écrits et ainsi d'engager le ministère.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi du ministère des transports (1972, c. 54), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, déterminer dans quelle mesure un acte, document ou écrit peut engager le ministère et peut être attribué au ministre des transports, s'il est signé par un fonctionnaire;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser certains fonctionnaires à signer:

1) Les contrats de construction et d'entretien des routes, pour la période d'entretien d'été comme pour celle d'entretien d'hiver;

2) Les documents constatant l'octroi de subventions pour l'entretien d'hiver des chemins;

3) Les documents «Acceptation des coûts» requis pour les ordres de déplacement d'équipement d'utilités publiques, en application de la Section III intitulée «Contrats de construction» du Règlement AF-1;

4) Les actes notariés requis en application de la Loi de la voirie (S.R.Q., 1964, c. 133);

5) Les documents intitulés «Évaluation détaillée» et «Déclaration de règlement hors le tribunal», produits au Tribunal de l'expropriation et requis en application de la Loi de l'expropriation (1973, c. 38);

6) Les approbations de certains règlements municipaux, requises à l'article 429*a* de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, c. 193), ajouté par l'article 81 de la Loi des transports (1972, c. 55), et à l'article 429*a* du Code municipal, ajouté par l'article 144 de ladite Loi des transports;

7) Les approbations de devis de transports d'écoliers, requises au paragraphe 6 de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique (S.R.Q., 1964, c. 235), ajouté par l'article 101 de la Loi des transports (1972, c. 55) et modifié par l'article 5 de la Loi modifiant la Loi des transports (1973, c. 37);

8) Les baux visant la location de terrains, bâtisses ou autres immeubles, pour toutes fins en rapport avec la mise à exécution de la Loi de la voirie (S.R.Q., 1964, c. 133, art. 93), dont la durée ou la durée de leur renouvellement ne dépasse pas trois (3) ans et dont le loyer calculé sur une base

O.C. 32-76, 7 January 1976
Reg. 76-6, 9 January 1976

TRANSPORT DEPARTMENT ACT
(1972, c. 54)

Signing of documents

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the power of certain functionaries to sign, on behalf of the Minister of Transport, certain deeds, documents or writings and thus bind the Department.

WHEREAS under section 7 of the Transport Department Act (1972, c. 54), the Lieutenant-Governor in Council may, by a regulation published in the *Québec Official Gazette*, determine to what extent a deed, document or writing may bind the Department and be attributed to the Minister of Transport, if signed by a functionary;

WHEREAS it is expedient to authorize certain functionaries to sign:

(1) Highway construction and maintenance contracts, both for the summer maintenance period and for that of winter maintenance;

(2) Documents attesting to the granting of subsidies for the maintenance of winter roads;

(3) The documents "Acceptance of costs" required for public utility equipment removal orders, in compliance with Division III entitled "Construction contracts" of Regulation AF-1;

(4) Authentic deeds required in compliance with the Roads Act (R.S.Q., 1964 c. 133);

(5) The documents entitled: "Detailed Evaluation" and "Out-of-court settlement declaration", filed with the Expropriation Tribunal and required in compliance with the Expropriation Act (1973, c. 38);

(6) The approvals of certain municipal by-laws required under section 429*a* of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, c. 193), added by section 81 of the Transport Act (1972, c. 55), and article 429*a* of the Municipal Code, added by section 144 of the said Transport Act;

(7) The approvals of specifications for the transport of pupils required under subsection 6 of section 475 of the Education Act (R.S.Q., 1964, c. 235) added by section 101 of the Transport Act (1972, c. 55) and amended by section 5 of the Act to amend the Transport Act (1973, c. 37);

(8) Leases concerning the renting of lands, buildings or other immoveables, for all purposes relating to the implementation of the Roads Act (R.S.Q., 1964, c. 133, sec. 93). whose term or that of its renewal does not exceed three (3) years and whose rental computed on an annual

annuelle est inférieur à $5,000, conformément au paragraphe *b* de l'article 25, Section VI, intitulée « Baux » du Règlement AF-1 approuvé, le 19 mars 1971, par l'arrêté no 1041 du lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 49 de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17);

9) Pour approbation ou certification, les contrats et certificats requis pour les achats, pour le ministère des transports, de gravier, pierre concassée, béton bitumineux, sable, terre végétale, ciment asphaltique et émulsions asphaltiques, en application de l'article 11 du Règlement AF-5 concernant les contrats d'achat du gouvernement et amendant ledit Règlement AF-1, et en application de l'arrêté en conseil 3535-75 du 31 juillet 1975, de l'arrêté en conseil 2243-75 du 28 mai 1975 et de l'arrêté en conseil 2059-75 du 14 mai 1975;

10) Pour approbation ou certification, les contrats et certificats requis pour les achats, pour le ministère des transports, de moins de $100, en application de l'article 7 du Règlement AF-5 concernant les contrats d'achat du gouvernement et amendant ledit Règlement AF-1;

11) Pour approbation ou certification, les contrats et certificats requis pour les achats effectués, pour le ministère des transports, avec la carte de crédit universelle du gouvernement du Québec, en application de l'article 8 du Règlement AF-5 concernant les contrats d'achat du gouvernement et amendant ledit Règlement AF-1;

12) Le document intitulé « Contrat de vente d'électricité » requis pour l'achat de l'électricité pour les besoins du ministère;

13) Pour approbation ou certification, les contrats et certificats requis pour les achats, pour le ministère des transports, des vivres et denrées périssables destinés aux institutions du ministère des transports sises ailleurs qu'à Québec et Montréal, en application des articles 7 et 10 du règlement AF-5 concernant les contrats d'achat du gouvernement et amendant ledit Règlement AF-1;

14) Le document intitulé « Convention relative à l'acquisition de matériaux nécessaires aux travaux de voirie du Québec », en application de l'article 11 du Règlement AF-5 concernant les contrats d'achat du gouvernement et amendant le Règlement AF-1, et en application de la Loi de la voirie (S.R.Q., 1964, c. 133, art. 15);

15) Les documents « Acte de vente » requis préalablement au paiement d'avances par le ministère pour des matériaux préparés et mis en réserve par l'entrepreneur pour les fins de contrats de construction ou d'entretien;

16) Les contrats de services d'entretien des centres de voirie, dont le montant payable en vertu de tels contrats est inférieur à $500 ou est de $500 à $2,000 inclusivement, en application du paragraphe *f* de l'article 20, Section V intitulée « Contrats de services », dudit Règlement AF-1;

basis is less than $5,000., in accordance with paragraph *b* of section 25, Division VI, entitled "Leases" of Regulation AF-1 approved on 19 March 1971 under Order in Council 1041 of the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to section 49 of the Financial Administration Act (1970, c. 17);

(9) For approval or certification, the contracts and certificates required for the purchase, on behalf of the Department of Transport, of gravel, crushed stone, asphalt, sand, loam, asphaltic cement and asphaltic emulsions, in compliance with section 11 of Regulation AF-5 respecting governement purchase contracts and amending the said Regulation AF-1 and in compliance with Order in Council 3535-75 dated 31 July 1975, Order in Council 2243-75 dated 28 May 1975 and Order in Council 2059-75 dated 14 May 1975;

(10) For approval or certification, the contracts and certificates required for purchases, on behalf of the Department of Transport, of less than $100, in compliance with section 7 of Regulation AF-5 respecting government purchase contracts and amending the said Regulation AF-1;

(11) For approval or certification, the contracts and certificates required for purchases made, on behalf of the Department of Transport, with the universal credit card of the Government of Québec, in compliance with section 8 of Regulation AF-5 respecting government purchase contracts and amending the said Regulation AF-1;

(12) The document entitled "Electricity sale contract" required for the purchase of electricity for the needs of the Department;

(13) For approval or certification, the contracts and certificates required for the purchase, on behalf of the Department of Transport, of foods and perishables intended for institutions of the Department of Transport situated elsewhere than Québec and Montreal, in compliance with sections 7 and 10 of Regulation AF-5 respecting government purchase contracts and amending the said Regulation AF-1;

(14) The document entitled "Agreement relating to the acquisition of material required for road works of the Province of Québec", in compliance with section 11 of Regulation AF-5 respecting government purchase contracts and amending Regulation AF-1, and in compliance with the Roads Act (R.S.Q., 1964, c. 133, sec. 15);

(15) The documents "Deed of sale" required prior to the payment of advances by the Department for material prepared and reserved by the contractor for construction or maintenance contract purposes;

(16) Road centres maintenance service contracts, whose amount payable in virtue of such contracts is less than $500 or between $500 and $2,000 inclusive, in compliance with paragraph *f* of section 20, Division V entitled "Contracts of services" of the said Regulation AF-1;

17) Les contrats de services d'entretien et réparation de matériel et équipement, en application de la Section V intitulée «Contrats de services», dudit Règlement AF-1;

18) Les contrats de location ou d'affrètement de matériel, véhicules, vaisseaux ou avions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le règlement ci-joint, autorisant certains fonctionnaires à signer pour le ministre des transports certains actes, documents ou écrits et ainsi engager le ministère, soit adopté tel que rédigé;

QUE ce règlement remplace ceux adoptés par l'arrêté en conseil 438-75, l'arrêté en conseil 2773-74, l'arrêté en conseil 1287-74 et l'arrêté en conseil 361-74.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement autorisant certains fonctionnaires à signer pour le ministre des transports certains actes, documents ou écrits et ainsi engager le ministère

1. Ce règlement est habilité en vertu de l'article 7 de la Loi du ministère des transports (art. 7, 1972, c. 54).

2. Messieurs Benoît Deshaye et René Blais, à titre de sous-ministres adjoints au ministère des transports, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les contrats de construction et d'entretien des routes, autant pour l'entretien d'été que pour l'entretien d'hiver.

3. M. René Blais, à titre de sous-ministre adjoint au ministère des transports, et M. Jean-Paul Bonneau, à titre de directeur de la Direction de l'entretien, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les documents constatant l'octroi de subventions pour l'entretien d'hiver des chemins.

4. Tout directeur régional de région administrative, tout directeur régional adjoint responsable de la construction et le chef du Service des utilités publiques, du ministère des transports, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les documents «Acceptation des coûts», requis pour les ordres de déplacement d'équipement d'utilités publiques.

5. Tout responsable de district administratif du ministère des transports, le directeur régional adjoint responsable de la construction de la région administrative 6-3 Montréal du ministère des transports et tout directeur régional de région administrative dudit ministère, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les actes notariés requis en applica-

(17) Service contracts for the maintenance and repair of material and equipment, in compliance with Division V entitled "Contracts of services" of the said Regulation AF-1;

(18) Contracts for the leasing or chartering of material, vehicles, vessels or aircraft;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the Regulation annexed hereto, authorizing certain functionaries to sign on behalf of the Minister of Transport certain deeds, documents or writings and thus bind the Department, be made as drafted;

THAT this Regulation replace those made under Order in Council 438-75, Order in Council 2773-74, Order in Council 1287-74 and Order in Council 361-74.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation authorizing certain functionaries to sign on behalf of the Minister of Transport certain deeds, documents or writings and thus bind the Department

1. This Regulation is made under section 7 of the Transport Department Act (sec. 7, 1972, c. 54).

2. Messrs. Benoît Deshaye et René Blais, Assistant Deputy Ministers at the Department of Transport, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign highway construction and maintenance contracts, both for summer and winter maintenance.

3. Mr. René Blais, Assistant Deputy Minister at the Department of Transport, and Mr. Jean-Paul Bonneau, Director of the Maintenance Branch, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign the documents attesting to the granting of subsidies for the maintenance of winter roads.

4. The regional director of an administrative region, the assistant regional director responsible for construction and the head of the Public Utility Service of the Department of Transport, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign the documents "Acceptance of costs" required for public utility equipment removal orders.

5. The person responsible for an administrative district of the Department of Transport, the assistant regional director responsible for the construction of the Montreal 6-3 administrative region of the Department of Transport and the regional director of an administrative region of the said Department, each being empowered to act severally, shall

tion de la Loi de la voirie, quels que soient le site de l'immeuble concerné ou le domicile des parties à l'acte notarié.

6. Le directeur de la Direction des expropriations au ministère des transports, le chef du Service technique de cette Direction, le chef de la division de la vérification audit Service technique et le chef de la division de l'évaluation et de la formation du même Service, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les documents intitulés « Évaluation détaillée» et « Déclaration de règlement hors le tribunal», produits au Tribunal de l'expropriation et requis en application de la Loi de l'expropriation (1973, c. 38).

7. Me Michel Crevier, à titre de directeur par intérim du Contentieux du ministère des transports, est autorisé à signer les approbations requises à l'article 429*a* de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, c. 193), ajouté par l'article 81 de la Loi des transports (1972, c. 55), et à l'article 429*a* du Code municipal, ajouté par l'article 144 de ladite Loi des transports.

8. Le directeur de la Direction du transport des personnes du ministère des transports et le chef du Service du transport scolaire de ladite Direction, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les approbations requises au paragraphe 6 de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique (S.R.Q., 1964, c. 235), ajouté par l'article 101 de la Loi des transports (1972, c. 55) et modifié par l'article 5 de la Loi modifiant la Loi des transports (1973, c. 37).

9. Tout directeur régional de région administrative du ministère des transports et tout directeur régional adjoint responsable de la construction de région administrative dudit ministère, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les baux visant la location de terrains, bâtisses ou autres immeubles, pour toutes fins en rapport avec la mise à exécution de la Loi de la voirie (S.R.Q., 1964, c. 133, art. 93), dont la durée ou la durée de leur renouvellement ne dépasse pas trois (3) ans et dont le loyer calculé sur une base annuelle est inférieur à $5,000.

10. Le directeur de la Direction de l'approvisionnement et des contrats du ministère des transports et le chef du Service de l'approvisionnement de ladite Direction, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer, pour approbation et certification, les contrats et certificats requis pour les achats, pour le ministère des transports, de moins de $100 et pour les achats, pour le ministère des transports, de gravier, pierre concassée, béton bitumineux, sable, terre végétale, ciment asphaltique et émulsions asphaltiques.

be authorized to sign authentic deeds required in compliance with the Roads Act, whatever be the location of the immoveable in question or the domicile of the parties to the authentic deed.

6. The Director of the Expropriation Branch at the Department of Transport, the head of the Technical Service of that Branch, the head of the audit division at the said Technical Service and the head of the evaluation and training division at the same Service, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign the documents entitled "Detailed evaluation" and "Out-of-court settlement declaration", filed with the Expropriation Tribunal and required in compliance with the Expropriation Act (1973, c. 38).

7. Mr. Michel Crevier, advocate, Acting Director of the Legal Branch of the Department of Transport, shall be authorized to sign the approvals required in section 429*a* of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, c. 193), added by section 81 of the Transport Act (1972, c. 55) and by article 429*a* of the Municipal Code, added by section 144 of the said Transport Act.

8. The Director of the Transport of Persons Branch of the Department of Transport and the head of the School Transport Service of the said Branch, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign the approvals required in subsection 6 of section 475 of the Education Act (R.S.Q., 1964, c. 235), added by section 101 of the Transport Act (1972, c. 55) and amended by section 5 of the Act to amend the Transport Act (1973, c. 37).

9. The regional director of an administrative region of the Department of Transport and the assistant regional director responsible for construction in an administrative region of the said Department, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign leases concerning the renting of lands, buildings or other immoveables, for any purpose relative to the implementation of the Roads Act (R.S.Q., 1964, c. 133, sec. 93), whose term or that of its renewal does not exceed three (3) years and whose rental computed on an annual basis is less than $5,000.

10. The Director of the Supply and Contracts Branch of the Department of Transport and the head of the Supply Service of the said Branch, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign, for approval and certification, contracts and certificates required for purchases, on behalf of the Department of Transport, of less than $100 and for the purchase, on behalf of the Department of Transport, of gravel, crushed stone, asphalt, sand, loam, asphaltic cement and asphaltic emulsions.

11. Tout chef de division administrative, tout chef de service administratif, tout responsable de district administratif, tout adjoint au responsable de district administratif, tout directeur régional de région administrative, tout directeur régional adjoint responsable de la construction ou de l'entretien, tout directeur de direction administrative du ministère des transports, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer, dans leur unité administrative respective:

— pour approbation et certification, les contrats et certificats requis pour les achats, pour le ministère des transports, de moins de $100;

— pour approbation et certification, les contrats et certificats requis pour les achats effectués, pour le ministère des transports, avec la carte de crédit universelle du gouvernement du Québec;

— le document intitulé «Contrat de vente d'électricité» requis pour l'achat de l'électricité pour les besoins du ministère.

12. Tout responsable de district administratif, tout adjoint au responsable de district administratif, le directeur de la Direction de l'approvisionnement et des contrats du ministère des transports et le chef du Service de l'approvisionnement de la Direction de l'approvisionnement et des contrats du ministère des transports, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer, pour approbation et certification, les contrats et certificats requis pour les achats, pour le ministère des transports, des vivres et des denrées périssables destinés aux institutions du ministère des transports sises ailleurs qu'à Québec et Montréal.

13. Le directeur de la Direction des sols et matériaux du ministère des transports, le chef du Service des sols, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer le document intitulé «Convention relative à l'acquisition de matériaux nécessaires aux travaux de voirie du Québec».

14. Messieurs Benoît Deshaye et René Blais, à titre de sous-ministres adjoints au ministère des transports, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les documents «Acte de vente», requis préalablement au paiement d'avances, par le ministère, pour des matériaux préparés et mis en réserve par l'entrepreneur pour les fins des contrats de construction ou d'entretien.

15. Tout responsable de district administratif du ministère des transports et tout directeur régional de région administrative dudit ministère, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les contrats de services d'entretien des centres de voirie, dont le montant payable en vertu de tels contrats est inférieur à $500.

11. The head of an administrative division, the head of an administrative service, the person responsible for an administrative district, the assistant to the person responsible for an administrative district, the regional director of an administrative district, the assistant regional director responsible for construction or maintenance, the director of an administrative branch of the Department of Transport, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign, in their respective administrative unit:

— for approval and certification, contracts and certificates required for purchases, on behalf of the Department of Transport, of less than $100.;

— for approval and certification, contracts and certificates required for purchases made on behalf of the Department of Transport with the universal credit card of the Government of Québec;

— the document entitled "Electricity sale contract" required for the purchase of electricity for the needs of the Department.

12. The person responsible for an administrative district, the assistant to the person responsible for an administrative district, the director of the Supply and Contracts Branch of the Department of Transport and the head of the Supply Service of the Supply and Contracts Branch of the Department of Transport, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign, for approval and certification, the contracts and certificates required for the purchase, on behalf of the Department of Transport, of foods and perishables intended for institutions of the Department of Transport situated elsewhere than Québec and Montreal.

13. The Director of the Soils and Materials Branch of the Department of Transport, the head of the Soils Service, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign the document entitled "Agreement relating to the acquisition of the material required for road works in the Province of Québec".

14. Messrs. Benoît Deshaye and René Blais, Assistant Deputy Ministers at the Department of Transport, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign the document "Deed of sale", required prior to the payment of advances, by the Department, for material prepared and reserved by the contractor for construction or maintenance contract purposes.

15. The person responsible for an administrative district of the Department of Transport and the regional director of an administrative region of the said Department, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign road centres maintenance service contracts whose amount payable in virtue of such contract is less than $500.

16. Tout directeur régional de région administrative du ministère des transports et tout directeur régional adjoint responsable de l'entretien de région administrative audit ministère, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer les contrats de services d'entretien des centres de voirie, dont le montant payable en vertu de tels contrats est de $500 à $2,000 inclus.

17. Tout chef de division administrative, tout chef de service administratif, tout responsable de district administratif, tout adjoint au responsable de district administratif, tout directeur régional de région administrative, tout directeur régional adjoint responsable de la construction ou de l'entretien, tout directeur de direction administrative, du ministère des transports, les surintendants des ateliers de réparation de Québec et Montréal, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer, dans leur unité administrative respective, les contrats de services d'entretien et réparation de matériel et équipement.

18. Tout chef de division administrative, tout chef de service administratif, tout responsable de district administratif, tout adjoint au responsable de district administratif, tout directeur régional de région administrative, tout directeur régional adjoint responsable de la construction ou de l'entretien, tout directeur de direction administrative, du ministère des transports, l'un pouvant agir sans l'autre, sont autorisés à signer, dans leur unité administrative respective, les contrats de location ou d'affrètement de matériel, véhicules, vaisseaux, avions d'entreprise privée.

19. Ce règlement entre en vigueur à compter de son adoption.

981-o

16. The regional director of an administrative region of the Department of Transport and the assistant regional director responsible for maintenance in an administrative region at the said Department, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign road centres maintenance service contracts whose amount payable in virtue of such contract is between $500 and $2,000 inclusive.

17. The head of an administrative division, the head of an administrative service, the person responsible for an administrative district, the assistant to a person responsible for an administrative district, the regional director of an administrative region, the assistant regional director responsible for construction or maintenance, the director of an administrative Branch of the Department of Transport, the superintendents of repair shops in Québec City and Montreal, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign, in their respective administrative unit, service contracts for the maintenance and repair of material and equipment.

18. The head of an administrative division, the head of an administrative service, the person responsible for an administrative district, the assistant to the person responsible for an administrative district, the regional director of an administrative region, the assistant regional director responsible for construction or maintenance, the director of an administrative branch of the Department of Transport, each being empowered to act severally, shall be authorized to sign, in their respective administrative unit, contracts for the leasing or chartering of material, vehicles, vessels, private company aircraft.

19. This Regulation shall come into force upon its adoption.

981-o

Règ. 76-7, 12 janvier 1976

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Engineers Club of Montreal — Partie

Le ministre des affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 10 février 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

«La partie de *l'Engineers Club of Montreal* érigée en 1912 et antérieurement, sise aux numéros civiques 1175 et 1181 du Square Beaver Hall et au 83 de la Place Phillips et situées sur le terrain connu et désigné comme étant une partie des lots mille cent soixante et un et mille cent soixante-trois (P. 1161 et P. 1163) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Antoine, division d'enregistre-de Montréal.»

Ce dix-neuvième jour de décembre 1975.

Le ministre des affaires culturelles,
JEAN-PAUL L'ALLIER.

984-o

Reg. 76-7, 12 January 1976

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Engineers Club of Montreal — Part

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 10 February 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

"The part of the Engineers Club of Montreal erected in 1912 and prior thereto, situate at civic numbers 1175 and 1181 Beaver Hall Square and at 83 Phillips Square and situate on the land known and designated as being a part of lots one thousand one hundred and sixty-one and one thousand one hundred and sixty-three (P. 1161 and P. 1163) in the official plan and book of reference of St. Antoine Ward, Montreal registration division."

This nineteenth day of December 1975.

JEAN-PAUL L'ALLIER,
Minister of Cultural Affairs.

984-o

Règ. 76-8, 12 janvier 1976

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Chapelle de la Maison-Mère des Soeurs du Bon Pasteur de Québec

Le ministre des affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 9 juin 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

«La chapelle de la Maison-Mère des Soeurs du Bon Pasteur de Québec ainsi que les biens mobiliers et immobiliers situés à l'intérieur de la chapelle, lesquels font partie intégrante de ce bien culturel, sis au numéro civique 1080, Lachevrotière à Québec et situés sur un terrain connu et désigné comme étant le lot quatre mille trois cent vingt-deux (4322) du cadastre officiel du quartier Montcalm, division d'enregistrement de Québec.»

Ce dix-neuvième jour de décembre 1975.

Le ministre des Affaires culturelles,
JEAN-PAUL L'ALLIER.

984-o

Reg. 76-8, 12 January 1976

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Chapel of the Mother House of the *Soeurs du Bon Pasteur de Québec*

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 9 June 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

"The chapel of the Mother House of the *Soeurs du Bon Pasteur de Québec* and the movable and immovable property in the chapel, the latter being an integral part of this cultural property, situate at civic number 1080 Lachevrotière, Québec and located on the land known and designated as being lot four thousand three hundred and twenty-two (4322) of the official cadastre of Montcalm Ward, Québec registration division."

This nineteenth day of December 1975.

JEAN-PAUL L'ALLIER,
Minister of Cultural Affairs.

984-o

Règ. 76-9, 12 janvier 1976

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Oeuvres d'art, prop.: Fabrique de l'Église Notre-Dame de la Présentation à Shawinigan Sud

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 27 juin 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Quinze peintures plus médaillons exécutés par Ozias Leduc.

1) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1944-1947
TITRE: *Christ en croix*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozias Leduc 1944-1947
(coin inférieur gauche)
Gabrielle Messier — aide
(coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

2) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: Entre 1942 et 1955
TITRE: *Trois anges du sanctus*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Nil
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

3) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: Entre 1942 et 1955
TITRE: *Ange, serviteur de Dieu*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Nil
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile

Reg. 76-9, 12 January 1976

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Works of art, owned by the *fabrique* of the *Notre-Dame de la Présentation* church in Shawinigan South

The Minister of Cultural Affairs hereby gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall take effect from 27 June 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

Fifteen paintings plus medallions executed by Ozias Leduc.

(1) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1944-1947
TITLE: *Christ en croix*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozias Leduc 1944-1947
(lower left corner)
Gabrielle Messier — aide
(lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(2) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: Between 1942 and 1955
TITLE: *Trois anges du sanctus*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Nil
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(3) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: Between 1942 and 1955
TITLE: *Ange, serviteur de Dieu*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Nil
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil

FORME OU STRUCTURE: — Médaillon
— Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

4) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 7 septembre 1947
TITRE: *La sainte Famille au travail*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: 7 septembre 1947
(coin inférieur gauche)
Ozias Leduc
(coin inférieur droit)
Gabrielle Messier
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

5) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
— DATE: 29 août 1949
TITRE: *L'Annonciation*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: 29 août 1949
(coin inférieur gauche)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

6) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1950-1952
TITRE: *Les bûcherons et défricheurs*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozias Leduc 1950-52
(coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

7) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1948-1949
TITRE: *Le Père Buteux aux chutes Shawinigan*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozs. Leduc 1948-49
(coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile

FORM OR STRUCTURE: — Medallion
— Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(4) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 7 September 1947
TITLE: *La sainte Famille au travail*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: 7 septembre 1947
(lower left corner)
Ozias Leduc
(lower right corner)
Gabrielle Messier
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(5) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 29 August 1949
TITLE: *L'Annonciation*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: 29 août 1949 (lower left corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(6) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1950-1952
TITLE: *Les bûcherons et défricheurs*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozias Leduc 1950-52
(lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(7) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1948-1949
TITLE: *Le Père Buteux aux chutes Shawinigan*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozs. Leduc 1948-49
(lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil

FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

8) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1950-1952
TITRE: *Le semeur*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozs. Leduc 1950-52 (coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

9) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
TITRE: *Le chargeur de meules*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozs. Leduc 1950-52 (coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

10) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1948-1949
TITRE: *La mort du Père Buteux*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozs. Leduc 1948-49 (coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

11) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1950-1952
TITRE: *La fonte de l'aluminium*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozs. Leduc 1950-52 (coin inférieur droit)
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

12) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture

FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(8) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1950-1952
TITLE: *Le semeur*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozs. Leduc 1950-52 (lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(9) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
TITLE: *Le chargeur de meules*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozs. Leduc 1950-52 (lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(10) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1948-1949
TITLE: *La mort du Père Buteux*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozs. Leduc 1948-49 (lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(11) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1950-1952
Title: *La fonte de l'aluminium*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozs. Leduc 1950-52 (lower right corner)
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(12) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting

DATE: 1943
TITRE: *La Présentation de Marie au temple*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Ozias Leduc
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

13) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: Entre 1942 et 1955
TITRE: *La Tentation d'Adam et Ève*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Nil
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

14) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: ENTRE 1942 et 1955
TITRE: *Tentation de Jésus dans le désert*
AUTEUR: Leduc, Ozias
SIGNE-DATE: Nil
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

15) CATÉGORIE: Arts graphiques
IDENTIFICATION: Peinture
DATE: 1955-1956
TITRE: *La Glorification de la Vierge*
AUTEUR: Leduc, Ozias (pour l'esquisse)
Messier, Gabrielle (pour la peinture)
SIGNE-DATE: Ozias Leduc composuit
(coin inférieur droit)
Gabrielle Messier pinxit
MATÉRIAU: Toile
TECHNIQUE: Huile
FORME OU STRUCTURE: Toile marouflée
ÉTAT DE CONSERVATION: Bon, mais besoin d'une restauration

Ce 16e jour de décembre 1975.

Le ministre des Affaires culturelles,
JEAN-PAUL L'ALLIER.

984-o

DATE: 1943
TITLE: *La présentation de Marie au temple*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Ozias Leduc
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(13) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: Between 1942 and 1955
TITLE: *La Tentation d'Adam et Ève*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Nil
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(14) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: Between 1942 and 1955
TITLE: *Tentation de Jésus dans le désert*
ARTIST: Leduc, Ozias
DATEMARK: Nil
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

(15) CATEGORY: Graphic arts
IDENTIFICATION: Painting
DATE: 1955-1956
TITLE: *La Glorification de la Vierge*
ARTIST: Leduc, Ozias (sketch)
Messier, Gabrielle (painting)
DATEMARK: Ozias Leduc composuit
(lower right corner)
Gabrielle Messier pinxit
MATERIAL: Canvas
TECHNIQUE: Oil
FORM OR STRUCTURE: Sized canvas
STATE OF PRESERVATION: Good, but in need of restoration

This 16th day of December 1975.

JEAN-PAUL L'ALLIER,
Minister of Cultural Affairs.

984-o

Décision du 18 décembre 1975
Règ. 76-10, 12 janvier 1976

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, c. 36)

Règlement sur les quotas de mise en marché — Carnation

Prenez avis que lors d'une séance tenue le 18 décembre 1975 et selon les dispositions de l'article 71 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après modifiant le règlement sur les quotas de mise en marché adopté par l'Office des producteurs de lait du Québec à la compagnie Carnation le 23 septembre 1975.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Le secrétaire,
Me GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le règlement sur les quotas de mise en marché — Carnation

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 67 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, ainsi que des dispositions du plan conjoint qu'il administre, l'Office des producteurs de lait du Québec à la compagnie Carnation modifie ainsi qu'il suit son règlement sur les quotas de mise en marché publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 13 novembre 1974.

OFFICE DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC À LA CIE CARNATION

Règlement modifiant le règlement sur les quotas de mise en marché

1. L'article 7 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 7: Le producteur qui au cours d'une année, remplit plus de 85% de son quota annuel, conserve son quota annuel pour l'année suivante.

Le producteur qui débute en production laitière à titre de nouveau producteur n'est pas tenu de respecter ce minimum de 85% à la fin de sa première année de production pour conserver son quota annuel.

Si un producteur remplit moins de 85% de son quota annuel, son quota annuel au 1er avril suivant est égal à 117.6% de ses livraisons.

Decision, 18 December 1975
Reg. 76-10, 12 January 1976

FARM PRODUCTS MARKETING ACT
(1974, c. 36)

Marketing Quota By-law — Carnation

Notice is given that at a sitting held on 18 December 1975 and in accordance with the provisions of section 71 of the Farm Products Marketing Act, the Québec Agricultural Marketing Board approved the following By-law amending the Marketing Quota By-law made by the Québec Carnation Company Milk Producers' Board on 23 September 1975.

Québec Agricultural Marketing Board.

GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

By-law amending the marketing quota by-law — Carnation

Pursuant to the powers conferred upon it by section 67 of the Farm Products Marketing Act, and also by the provisions of the joint plan which it administers, the Québec Carnation Company Milk Producers' Board amends as follows its Marketing Quota By-law published in the *Québec Official Gazette* on 13 November 1974.

QUÉBEC CARNATION COMPANY MILK PRODUCERS' BOARD

By-law amending the Marketing Quota By-law

1. Section 7 of the said By-law is replaced by the following:

Section 7: A producer who fills more than 85% of his annual quota in a given year retains his annual quota for the following year.

A producer who starts producing milk as a new producer shall not be bound to comply with that minimum of 85% at the end of his first year of production to retain his annual quota.

Where a producer fills less than 85% of his annual quota, his annual quota at the following 1 April shall be equal to 117.6% of his deliveries.

Toutefois, le producteur dont le quota a été augmenté par attribution seulement au cours de l'année conserve un quota égal à ses livraisons au 1er avril de l'année suivante.

2. L'article 10 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 10: Tout quota annuel doit être transféré exclusivement entre les producteurs par l'entremise de l'Office.

Le quota annuel d'un producteur qui quitte la production peut cependant être transféré à une personne qui veut devenir producteur de lait. Cette personne doit posséder une ferme organisée pouvant produire un minimum de 7,000 livres de matière grasse (200,000 livres de lait) ou acheter une telle ferme d'un producteur qui quitte la production.

3. L'article 15 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 15: Toute demande de quota supplémentaire doit être faite à l'Office en utilisant une formule fournie à cet effet.

Le quota ainsi obtenu ne peut être transféré au cours de la même année.

4. L'article 18 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 18: Si l'acquéreur n'est pas détenteur d'un quota annuel au moment de la demande de transfert, il doit acquérir un quota annuel d'au moins 7,000 livres de matière grasse d'un producteur qui quitte la production.

5. L'article 20 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 20: Nonobstant les dispositions de l'article 18, un producteur peut transférer son quota annuel au complet, même s'il est inférieur à 7,000 livres de matière grasse à un membre immédiat de sa famille (fils, fille, gendre, bru, frère, soeur, beau-frère, belle-soeur) qui n'est pas détenteur de quota.

6. L'article 21 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 21: S'il réduit son quota et demeure en production ou s'il réduit son quota et désire transférer l'autre partie à une personne qui veut devenir producteur, le producteur doit conserver le plus élevé des deux montants soit: un minimum de 7,000 livres de quota ou les deux tiers ($^2/_3$) de son quota annuel.

7. L'article 27 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 27: Pour l'année 1975-76, l'Office utilise la réserve en accordant sur demande à chaque producteur dont le quota

However, the producer whose quota was raised by allotment only in the course of the year shall retain a quota equal to his deliveries at 1 April of the following year.

2. Section 10 of the said By-law is replaced by the following:

Section 10: Every annual quota must be transferred exclusively between the producers through the Board.

The annual quota of a producer who ceases production may, however, be transferred to a person who wishes to become a milk producer. Such person must own an organized farm able to produce at least 7,000 pounds of fatty content (200,000 pounds of milk) or purchase such a farm from a producer who ceases production.

3. Section 15 of the said By-law is replaced by the following:

Section 15: Every application for an additional quota must be submitted to the Board on the form provided therefor.

The quota thus obtained shall not be transferred in the course of the same year.

4. Section 18 of the said By-law is replaced by the following:

Section 18: Where a transferee does not hold an annual quota at the time of filing the application for transfer, he must acquire an annual quota of at least 7,000 pounds of fatty content from a producer who ceases production.

5. Section 20 of the said By-law is replaced by the following:

Section 20: Notwithstanding the provisions of section 18, a producer may transfer his annual quota in its entirety, even if it is less than 7,000 pounds of fatty content, to an immediate member of his family (son, daughter, son-in-law, daughter-in-law, brother, sister, brother-in-law, sister-in-law) who is not the holder of a quota.

6. Section 21 of the said By-law is replaced by the following:

Section 21: If a producer reduces his quota and continues production or reduces his quota and wishes to transfer the other part to a person who wishes to become a producer, he must retain the higher of the two amounts, namely: at least 7,000 pounds of quota or two-thirds ($^2/_3$) of his annual quota.

7. Section 27 of the said By-law is replaced by the following:

Section 27: For the 1975-76 year, the Board shall use the reserve in granting, upon application therefor, to each

au 1er avril 1975 est insuffisant, une quantité de quota pour couvrir les livraisons de l'année 1975-76.

La quantité maximum que peut ainsi obtenir ce producteur ne doit pas dépasser l'équivalent de 25% de son quota initial de l'année en cours.

8. L'article 28 dudit règlement est remplacé par le suivant:

Article 28: Le quota annuel qui n'est pas utilisé à 85% fait partie de la réserve si le producteur est quatre mois consécutifs sans livrer.

Le quota annuel qui est utilisé à plus de 85% fait partie de la réserve si le producteur est six mois consécutifs sans livrer.

Seule une raison de force majeure, avec preuve à l'appui et reconnue par l'Office, peut exempter le producteur de cette disposition.

9. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

985-o

producer whose quota at 1 April 1975 is insufficient, the quantity of quota to cover deliveries for the 1975-76 year.

The maximum quantity which such producer may thus obtain shall not exceed the equivalent of 25% of his initial quota for the current year.

8. Section 28 of the said By-law is replaced by the following:

Section 28: The annual quota which is not utilized at 85% shall be part of the reserve where the producer does not deliver for 4 consecutive months.

The annual quota which is utilized at more than 85% shall be part of the reserve where the producer does not deliver for 6 consecutive months.

Only by reason of force majeure, fully documented and accepted by the Board, may the producer be exempted from this provision.

9. This By-law shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

985-o

A.C. 85-76, 14 janvier 1976
Règ. 76-13, 16 janvier 1976

LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER
(1975, c. 33)

Règlement concernant la Loi sur le crédit forestier

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant la Loi sur le crédit forestier.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QUE le Règlement concernant la Loi sur le crédit forestier (1975, c. 33) reproduit en annexe au présent arrêté en conseil soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif.
GUY COULOMBE.

Règlement relatif au crédit forestier

Loi sur le crédit forestier
(1975, c. 33, a. 31 et 43)

Section I

INTERPRÉTATION

1. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «Loi»: la Loi sur le crédit forestier (1974, c. 33);

b) «s'adonne à la transformation du bois» et ce, «sur une base industrielle de petite envergure» (Réf. article 1, paragraphe *k*, de la Loi): le fait pour une personne physique de s'adonner, soit par elle-même, soit par le moyen d'une corporation, d'une association coopérative ou d'une société dont elle a le contrôle ou dans laquelle elle détient des intérêts majoritaires, à la transformation, au cours d'une même année, d'au plus 500 unités de 100 pieds cubes de bois brut ou d'au plus 250,000 pieds mesure planche (pmp) de bois partiellement ouvré dans une usine exploitée par telle personne ou telle corporation, association coopérative ou société;

c) «aménagement» (Réf. article 2 de la Loi): le reboisement et les autres travaux sylvicoles; ce mot signifie également la construction de chemins forestiers ou de chemins d'accès à la forêt de l'emprunteur;

d) «achat de semences et de plants forestiers» (Réf. article 14, paragraphe 1°, de la Loi): l'achat de semences et de

O.C. 85-76, 14 January 1976
Reg. 76-13, 16 January 1976

FORESTRY CREDIT ACT
(1975, c. 33)

Regulation respecting the Forestry Credit Act

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation concerning the Forestry Credit Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Regulation concerning the Forestry Credit Act (1975, c. 33) annexed to this Order in Council be adopted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the Forestry Credit

Forestry Credit Act
(1975, c. 33, sections 31 and 43)

Division I

INTERPRETATION

1. Definitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise,

(a) "Act": means the Forestry Credit Act (1975, c. 33);

(b) "engaged in wood processing" and so engaged "on a small scale industrial basis" (Ref. section 1, subparagraph *k*, of the Act): means the fact that a physical person engages, either personaly or through a corporation, cooperative association or partnership over which he has control or in which he has a majority interest, in the processing, during a single year, of not more than 500 units of 100 cubic feet of lumber or of not more than 250,000 board feet measure of partly converted wood in a plant operated by such person or by such corporation, cooperative association or partnership;

(c) "management" (Ref. section 2 of the Act): means reforesting and other sylvicultural operations; this word also means the construction of forest roads or access roads to the borrower's forest;

(d) "purchase of forest seeds and plants" (Ref. section 14, subparagraph 1, of the Act): means the purchase of

plants forestiers de type indigène devant servir à constituer une forêt ou une plantation destinée à la production d'arbres de Noël;

e) «machinerie, outillage ou instruments forestiers» (Réf. article 14, paragraphe 2°, de la Loi): les outils, instruments, appareils et machines d'une espèce non habituellement fixée aux biens-fonds ou immeubles, qui doivent être employés principalement en forêt dont l'emprunteur est propriétaire ou sur des terres publiques à l'égard desquelles l'emprunteur est détenteur d'un permis ou gestionnaire, ainsi que les véhicules utilisés pour la mise en valeur de cette forêt ou de ces terres, y compris les débusqueuses de toute nature, mais à l'exception des automobiles et camions. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, ces expressions comprennent entre autres les tracteurs à chenilles d'acier dont la puissance n'excède pas 65 chevaux-vapeur, remorques, tracteurs sur roues ou à chenilles de caoutchouc de toute puissance, treuils de débardage, chargeuses automotrices, planteuses, charrues, herses et scarificateurs de tous genres, moteurs, bancs de scies, scies mécaniques, débroussailleuses, déchiqueteuses, écorceurs portatifs, emballeuses d'arbres de Noël, épandeurs, pulvérisateurs et faucheuses;

f) «matériel ou outillage d'érablière» (Réf. article 14, paragraphe 3°, de la Loi): l'évaporateur, les seaux, les chalumeaux, les réservoirs, les perceuses portatives, les laveuses à seaux, les tubulures, les laveuses à tubulures, les pompes à vide avec ou sans pompe de transfert, les transvideurs ou tout autre matériel ou outillage servant à l'exploitation d'une érablière;

g) «amélioration dans la forêt de l'emprunteur» (Réf. article 14, paragraphe 4°, de la Loi): le drainage superficiel, la scarification ou les autres travaux de préparation du sol, d'ensemencement et de plantation, l'achat et l'application de pesticides et de fertilisants et la construction ou l'amélioration de chemins, de ponts et de ponceaux dans la forêt de l'emprunteur;

h) «protection de la forêt contre les agents détériorateurs» (Réf. article 14, paragraphe 5°, de la Loi): l'achat de matériel de lutte contre les incendies forestiers, les insectes et les maladies; l'aménagement de points d'eau, la confection de clôtures, la construction de coupe-feu et l'arrosage;

i) «achat, construction ou amélioration de bâtiments» (Réf. article 14, paragraphe 6°, de la Loi): l'achat, la construction ou l'amélioration de camp forestier, incluant cuisine, salle à manger et bureau, de garage, de hangar et de cabane à sucre;

j) «Office»: l'Office du crédit agricole du Québec.

indigenous forest seeds and plants to be used to establish a forest or a planting intended for the production of Christmas trees;

(e) "forest machinery, equipment or implements" (Ref. section 14, subparagraph 2, of the Act): means tools, implements, appliances and machines of a kind not usually attached to real estate of immovable property and which are to be used chiefly in the forest of which the borrower is owner, or on public lands in respect of which the borrower is the permit holder or the manager, and vehicles used for the development of the said forest or land, including skidders of all kinds but excluding automobiles and trucks. Without restricting the generality of the foregoing, these expressions include among other things tractors on steel tracks not exceeding 65 horse-power, trailers, wheeled tractors or tractors with rubber tracks of any horse-power, hauling winches, self propelled loaders, planters, plows, harrows and scarifiers of all kinds, motors, circular saws, chain saws, mulching-machines, chippers, portable barkers, Christmas tree packers, spreaders, sprayers and mowers;

(f) "sugary material or equipment" (Ref. section 14, subparagraph 3, of the Act): means the evaporator, buckets, spouts, tanks, portable borers, bucket washers, tubing, tubing washers, vacuum pumps with or without transfer pump, dumping units or any other equipment or equipment for the operation of a sugar bush;

(g) "improvements to the borrower's forest" (Ref. section 14, subparagraph 4, of the Act): means the surface drainage, the scarifying or other soil-preparation, the seeding or planting operations, the purchase and application of pesticides and fertilizers and the construction or improvement of roads, bridges and culverts in the borrower's forest;

(h) "protection of the forest against deteriorative agents" (Ref. section 14, subparagraph 5, of the Act): means the purchase of equipment for fighting forest fires and controlling insects and diseases, the water management, the making of fences, the construction of firebreaks and the spraying;

(i) "purchase, construction or improvement of buildings" (Ref. section 14, subparagraph 6, of the Act): means the purchase, construction or improvement of forest camps including kitchen, dining hall and office, garage, shed and sugar-house;

(j) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act, when used in this Regulation, have the same meanings and designate the same things as in the said section.

Section II

BASES GÉNÉRALES D'ÉVALUATION DES FORÊTS ET DES BIENS MOBILIERS OFFERTS EN GARANTIE

2. Les bases générales d'évaluation des forêts pour les fins de l'article 2 de la Loi reposent sur les données du marché dans la région concernée à la date de l'évaluation ainsi que sur le volume et la valeur du bois sur pied de la forêt offerte en garantie et des bâtisses qui s'y trouvent. La corrélation du volume du bois sur pied, de sa valeur, de la valeur des bâtisses et de celle résultant d'une étude comparative des données dudit marché permet à l'Office d'établir la valeur de la forêt offerte en garantie.

Lorsque le produit de l'emprunt doit servir en tout ou en partie à la construction de chemins forestiers ou de chemins d'accès à la forêt, à du reboisement ou à toute autre amélioration de nature permanente et destinée à augmenter la valeur de cette forêt, la plus-value ainsi acquise est incluse dans la valeur estimative.

3. Les bases générales d'évaluation des biens mobiliers offerts en garantie d'un prêt visé à l'article 3 de la Loi reposent sur les données du marché dans la région concernée.

Section III

TAUX D'INTÉRÊT, MODALITÉS DE REMBOURSEMENT ET BASE D'AMORTISSEMENT

4. Le taux d'intérêt sur les prêts consentis en vertu de l'article 3 de la Loi est de 8% l'an.

5. Tout prêt consenti en vertu de l'article 2 de la Loi est remboursable en au plus 119 versements semi-annuels égaux et consécutifs comprenant l'intérêt, dont le premier devient exigible à la date anniversaire de l'acte de prêt. Seul l'intérêt couru sur la portion du prêt effectivement déboursée est exigible à l'expiration d'un délai de 6 mois de la date dudit acte.

6. Tout prêt consenti en vertu de l'article 3 de la Loi est remboursable en au plus 29 versements semi-annuels égaux et consécutifs comprenant l'intérêt, dont le premier devient exigible à la date anniversaire de l'acte de prêt. Seul l'intérêt couru sur la portion du prêt effectivement déboursée est exigible à l'expiration d'un délai de 6 mois de la date dudit acte.

Division II

GENERAL BASIS FOR APPRAISING FORESTS AND MOVABLES OFFERED AS SECURITY

2. The general basis for appraising forests for the purposes of section 2 of the Act shall depend on the marketing data for the region concerned on the date of appraisal and on the volume and value of the standing timber in the forest offered as security and of the buildings therein. The correlation between the volume and value of standing timber and the value of the said buildings and that resulting from a comparative study of the said marketing data shall be used by the Bureau to establish the value of the forest offered as security.

If the loan is to be used for the construction of forest roads or access roads to the forest, for reforesting or any other improvement of a permanent nature designed to increase the value of this forest, the added value thereby acquired shall be included in the valuation.

3. The general basis for appraising movables offered as security for a loan contemplated in section 3 of the Act shall depend on the marketing data for the region concerned.

Division III

RATE OF INTEREST, TERMS OF REPAYMENT AND BASIS AMORTIZATION

4. The rate of interest on loans granted under section 3 of the Act is 8% per annum.

5. Every loan granted under section 2 of the Act is repayable in not more than one 119 equal and consecutive semi-annual instalments, including the interest accrued, the first instalment to fall due one year from the date of the deed of loan. Six months after the said date, only the interest accrued on the amount actually disbursed shall be payable.

6. Every loan granted under section 3 of the Act is repayable in not more than 29 equal and consecutive semi-annual instalments, including the interest accrued, the first instalment to fall due one year from the date of the deed of loan. Six months after the said date, only the interest accrued on the amount actually disbursed shall be payable.

7. Pour déterminer la base d'amortissement suivant laquelle est remboursé un prêt consenti en vertu de l'article 2 ou de l'article 3 de la Loi, l'Office établit le rapport entre la somme prêtée, la durée de son remboursement et le taux d'intérêt, permettant ainsi d'établir le montant des versements semi-annuels égaux et consécutifs requis pour rembourser intégralement la somme prêtée, y compris l'intérêt simple calculé semi-annuellement; lesdits versements sont égaux et comprennent une portion d'intérêt décroissant proportionnellement avec l'augmentation de la portion affectée à la réduction du principal.

Section IV

ASSURANCE-VIE

8. Toute personne physique âgée d'au moins 18 ans et d'au plus 40 ans, qui obtient un prêt en vertu de l'article 2 de la Loi dont le montant est de 75% ou plus de la valeur de la forêt, telle qu'établie par l'Office, doit adhérer au plan d'assurance-vie choisi par l'Office ou transporter à ce dernier les bénéfices d'une police d'assurance sur sa vie, pour un montant égal au montant de ce prêt, jusqu'à concurrence de $25,000 et pour une période d'au moins 15 ans à compter de la date de la signature de l'acte de prêt, afin d'en garantir le paiement au cas de son décès. Lorsqu'un tel prêt est obtenu par une association, le montant total d'assurance qui peut être ainsi requis pour l'un ou plusieurs des actionnaires, sociétaires ou membres, selon le cas, de l'association, âgés d'au moins 18 ans et d'au plus 40 ans, peut atteindre $100,000 sans toutefois excéder $25,000 par actionnaire, sociétaire ou membre, selon le cas.

Toute personne physique qui obtient un prêt en vertu de l'article 3 de la Loi doit adhérer au plan d'assurance-vie choisi par l'Office ou transporter à ce dernier les bénéfices d'une police d'assurance sur sa vie, pour un montant égal à celui du prêt et pour sa durée. Lorsqu'un tel prêt est obtenu par une association, ou par un détenteur d'un permis ou un gestionnaire, selon le cas, qui est une association, ce montant doit aussi égaler celui du prêt sans toutefois excéder $50,000 par actionnaire, sociétaire ou membre, selon le cas, de cette association.

Dans le cas où l'emprunteur est une association, l'Office désigne tout actionnaire, sociétaire ou membre de cette association qui devra assurer sa vie conformément aux premier et deuxième alinéas et, si l'assurance est requise de plusieurs d'entre eux, détermine le montant d'assurance requis pour chacun.

Section V

PRÊTS PAR UNE BANQUE OU UNE CAISSE

9. Production de documents: Le prêteur doit requérir d'une personne demandant un prêt ou d'un emprunteur tout

7. To determine the basis of amortization according to which a loan granted under section 2 or section 3 of the Act is repaid, the Bureau shall establish the relation between the capital loaned, the period of repayment of this loan and the rate of interest, thereby permitting the establishment of the amount of the equal and consecutive semi-annual payments required to repay the capital loaned in full, including the simple interest computed semi-annually; the said equal payments include an interest payment decreasing proportionately with the increase of that part appropriated for the reduction of capital.

Division IV

LIFE INSURANCE

8. Any physical person not less than 18 nor more than 40 years of age, who obtains a loan under section 2 of the Act amounting to 75% or more of the value of the forest, as established by the Bureau, must belong to the life insurance plan selected by the Bureau or transfer to the latter the benefits of a life insurance policy equal in amount to the loan, up to a maximum of $25,000, for a period of at least 15 years from the date of signing of the deed of loan, in order to guarantee payment in the event of his death. When such loan is obtained by an association, the total amount of insurance which can thus be required of one or more of the shareholders, partners or members, as the case may be, of the association, who is not less than 18 nor more than 40 years of age, may reach $100,000, without however exceeding $25,000 per shareholder, partner or member, as the case may be.

Any physical person who obtains a loan under section 3 of the Act must belong to the life insurance plan selected by the Bureau or transfer to the latter the benefits of a life insurance policy for an amount equal to that of the loan and for its duration. When such loan is obtained by an association or by a permit holder or a manager, as the case may be, who is an association, this amount must also equal that of the loan, without however exceeding $50,000 per shareholder, partner or member, as the case may be, of that association.

If the borrower is an association, the Bureau shall designate any shareholder, partner or member of this association who must insure his life in conformity with the first and second paragraphs and, if the insurance is required of several of them, shall determine the amount of insurance required of each.

Division V

LOANS MADE BY A BANK OR CREDIT UNION

9. Production of documents: The lender shall require from a person applying for a loan or from a borrower any

document lui permettant de s'assurer que cette personne ou cet emprunteur remplit ou continue de remplir les dispositions de la Loi et du règlement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, si le requérant ou l'emprunteur est une association, requérir, pour vérification, les documents suivants:

a) s'il s'agit d'une corporation:

i) les lettres pstentes et, s'il y a lieu, les lettres patentes supplémentaires;

ii) une copie du registre des actionnaires certifiée par le secrétaire de la corporation;

iii) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; ou, dans le cas d'une nouvelle corporation, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations;

iv) un certificat de régularité de la corporation récemment émis par le ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières;

b) s'il s'agit d'une société:

i) le contrat de formation de la société et toute convention subséquente, s'il y a lieu;

ii) la liste des associés et la participation de chacun de ces derniers;

iii) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; ou, dans le cas d'une nouvelle société, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations;

c) s'il s'agit d'une association coopérative:

i) la liste des membres et du nombre de parts sociales de chacun certifiée par le secrétaire de l'association;

ii) une copie certifiée de l'avis d'approbation de l'association prévu à l'article 8 de la Loi des associations coopératives (S.R.Q., 1964, c. 292), ainsi qu'une preuve établissant que l'avis concerné a été dûment publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

iii) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; ou, dans le cas d'une association coopérative nouvellement formée, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations.

10. Formules officielles: Les formules mentionnées dans le présent règlement en constituent des annexes et sont identifiées par les lettres CF suivies d'un numéro ou suivies d'un numéro et d'une lettre. Ces formules sont officielles et leur emploi est obligatoire pour l'application de la Loi.

document which will allow him to satisfy himself that the said person or borrower fulfils or continues to fulfil the provisions of the Act and the Regulation and, without restricting the generality of the foregoing, if the applicant or the borrower is an association, require the production of the following documents for purposes of verification:

(a) In the case of a corporation:

(i) letters patent and supplementary letters patent, as the case may be;

(ii) A copy of the register of shareholders certified by the secretary of the corporation;

(iii) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year; or, in the case of a new corporation, a *pro forma* balance sheet and also an operations estimate;

(iv) a certificate of compliances of the corporation recently issued by the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;

(b) In the case of a partnership:

(i) contract of formation of the partnership and any subsequent agreement, where applicable;

(ii) list of members showing the financial participation of each;

(iii) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year; or, in the case of a new partnership, a *pro forma* balance sheet and an operations estimate;

(c) In the case of a cooperative association:

(i) list of members and of the number of common shares held by each, certified by the secretary of the association;

(ii) a certified copy of the association's approval notice provided for in section 8 of the Cooperative Associations Act (R.S.Q., 1964, c. 292), and a proof that such notice has been duly published in the *Québec Official Gazette*;

(iii) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year; or, in the case of a newly formed cooperative association, a *pro forma* balance sheet and an operations estimate.

10. Official forms: The form mentioned in this Regulation constitute appendices hereto and are indentified by the letters CF followed by a number or followed by a number and a letter. These forms are official and their use is obligatory in the application of the Act.

11. Demande de prêt:

1) Une personne physique qui sollicite un prêt visé à l'article 13 de la Loi doit présenter une demande de prêt conforme à la formule CF-1; la formule CF-1A doit être utilisée dans le cas d'une personne morale.

2) La demande de prêt prévue au paragraphe 1 doit être soumise au prêteur avant d'effectuer toutes dépenses reliées à l'une des fins mentionnées à l'article 14 de la Loi.

3) Pour les fins de l'article 17 de la Loi, la demande de prêt visée au paragraphe 1 doit être accompagnée d'une déclaration faite sur la formule CF-2 ou CF-2A, selon le cas.

4) Sous réserve du paragraphe 2, toute demande de prêt doit être examinée et vérifiée par le prêteur et, si le prêt est consenti, le prêteur doit attester qu'au meilleur de sa connaissance les conditions et les fins du prêt sont de nature à justifier la garantie du gouvernement en faveur du prêteur et le remboursement d'intérêt visé à l'article 16 de la Loi; en particulier il doit s'assurer que quiconque demande un prêt répond aux exigences de la Loi.

Lorsqu'une demande de prêt est présentée pour la première fois par une personne morale, cette demande ainsi que tous les documents qui doivent l'accompagner suivant les dispositions de l'article 9 doivent être expédiés par le prêteur à l'Office pour examen et vérification. L'Office doit s'assurer si la personne qui demande le prêt y est admissible et doit en informer le prêteur avant que celui-ci ne puisse consentir le prêt. Lors de toute demande de prêt subséquente présentée par cette personne, le prêteur examine et vérifie cette demande et doit s'assurer que ladite personne répond aux exigences de la Loi.

12. Pièces justificatives: L'emprunteur doit fournir au prêteur des reçus, factures ou chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement complet des dépenses encourues par l'emprunteur pour l'achat de biens et la prestation de services reliés aux fins prévues à l'article 14 de la Loi.

13. Billet ou reconnaissance de dette: Pour les fins de l'article 18 de la Loi, le billet doit être conforme à la formule CF-3 ou CF-3A, selon le cas, et la reconnaissance de dette doit être conforme à la formule CF-4 ou CF-4A, selon le cas.

14. Garantie des prêts: (Réf. article 20 de la Loi): lorsqu'un prêt consenti par une banque ou une caisse pour l'une des fins prévues aux paragraphes 1°, 4°, 5°, et 6° du premier alinéa de l'article 14 de la Loi excède le montant de $3,000, l'emprunteur doit, pour la partie excédant $3,000, fournir

11. Application for a loan:

(1) A physical person who applies for a loan referred to in section 13 of the Act must do so using form CF-1; form CF-1A must be used in the case of a moral person.

(2) The application for a loan referred to in subsection 1 must be submitted to the lender before any expenses connected with the purposes mentioned in section 14 of the Act are incurred.

(3) For the purposes of section 17 of the Act, the application for a loan contemplated in subsection 1 must be accompanied by a declaration made on form CF-2 or CF-2A, as the case may be.

(4) Subject to subsection 2, every application for a loan must be scrutinized and checked by the lender and, if the loan is granted, the lender shall certify that, to the best of his knowledge, the conditions and purposes of the loan are such as to justify the guarantee of the governement in favour of the lender and the repayment of interest contemplated in section 16 of the Act; he must make particulary sure that the person who applies for a loan satisfies the requirements of the Act.

When an application for a loan is submitted for the first time by a moral person, such application and all documents which must accompany it in conformity with the provisions of section 9 must be sent by the lender to the Bureau for examination and verification. The Bureau must make sure that such person who applies for a loan is eligible for one and it must notify the lender of his eligibility before the latter can grant the loan. Any subsequent application for a loan by the same person shall be examined and verified by the lender, who must ensure that the said person satisfies the requirements of the Act.

12. Vouchers: The borrower must furnish the lender with receipts, invoices or cashed cheques or other vouchers attesting to the complete payment of the expenses incurred by the borrower for the purchase of property and the furnishing of services connected with the purposes provided for in section 14 of the Act.

13. Note or acknowledgement of debt: For the purposes of section 18 of the Act, the note must be in conformity with form CF-3 or CF-3A, as the case may be, and the acknowledgement of debt must be in conformity with form CF-4 or CF-4A, as the case may be.

14. Loan guarantees: (Ref. section 20, paragraph 2, of the Act): When a loan granted by a bank or credit union for one of the purposes provided for in subsections 1, 4, 5 and 6 of the first paragraph of section 14 of the Act exceeds $3,000, the borrower must, for the amount exceeding

des garanties mobilières, immobilères ou sous forme de cautionnement d'un tiers. Si ce montant n'excède pas $3,000, il est quand même loisible au prêteur d'exiger des garanties.

Pour déterminer ce montant de $3,000, tout solde d'un emprunt antérieur ou de partie d'un emprunt antérieur contracté pour l'une ou plusieurs des fins visées au premier alinéa est réputé inclus dans tout nouvel emprunt et doit être pris en considération.

15. Taux d'intérêt: Le taux d'intérêt payable à une banque ou une caisse sur un emprunt ne peut excéder, au moment où cet emprunt est contracté et, lorsque les parties en conviennent ainsi, en tout temps de sa durée par la suite, le taux de base majoré de un pour cent (1%) l'an.

Pour les fins du présent article, le « taux de base » signifie: le taux de base, également appelé « taux préférentiel », qui est appliqué par la majorité des banques à charte faisant affaires dans la province de Québec. Lorsque le taux de base de l'une d'elles, en vigueur à son siège social, est différent du taux de base tel que défini au présent alinéa, c'est le taux de base de cette banque qui s'applique pour elle.

Dans les 15 jours suivant tout changement du taux de base tel que défini au deuxième alinéa, l'Office en avise chaque banque, à son siège social ou à sa principale place d'affaires dans la province de Québec, et il en avise aussi chaque Fédération de caisses. Cet avis fait état de la modification du taux de base et de la date d'entrée en vigueur de cette modification.

Dans le cas d'un prêt assorti d'une assurance sur la vie de l'emprunteur, le prêteur peut, nonobstant les dispositions du premier alinéa, exiger un supplément d'intérêt n'excédant pas 1% l'an sur le principal impayé de ce prêt, pourvu que le prêteur paie la prime de telle assurance.

Nuls honoraires, frais de service, d'administration, de commission ou de rétribution de quelque sorte autres que l'intérêt simple ne sont payables au prêteur relativement à un prêt tant que l'emprunteur n'est pas en défaut. Tout procédé visant à augmenter indirectement le taux d'intérêt est interdit. Le prêteur qui enfreint les dispositions du présent article perd la garantie du gouvernement à l'égard du prêt concerné.

16. Expédition des demandes et des rapports:

1) Le prêteur doit expédier à l'Office un exemplaire de chaque demande de prêt, incluant la demande de remboursement d'intérêt (formule CF-1 ou CF-1A) au plus tard dans le cours du deuxième mois suivant celui où le déboursement final du prêt a été effectué. À défaut de ce faire, le prêteur perd la garantie du gouvernement visée à l'article 29 de la Loi, à l'égard de ce prêt, à moins qu'il ne démontre à l'Office que, pour des raisons sérieuses, il fut dans l'impossibilité de produire ladite demande.

$3,000, provide movable or immovable securities or security in the form of a suretyship by a third party. Even if such loan does not exceed $3,000, the lender is still entitled to require security.

In determining the said amount of $3,000, any outstanding balance of a former loan or of a portion of a former loan contracted for one or more of the purposes contemplated in the first paragraph shall be considered as included in the new loan and shall be taken into account.

15. Rate of interest: The rate of interest payable to a bank or a credit union on a loan may not exceed, at the time such loan is contracted, nor, if the parties so agree, at any time thereafter during the term of the loan, the prime rate plus one per cent (1%) per annum.

For the purposes of this section, "prime rate" means the prime rate, also called the "preferred rate", applied by the majority of chartered banks doint business in the Province of Québec. If the prime rate at the head office of one of them differs from the prime rate as defined in this paragraph, the said bank's prime rate is the one which shall apply to that bank.

Within the 15 days following any change in the prime rate as defined in the second paragraph, the Bureau shall notify each bank thereof at its head office or principal place of business in the Province of Québec and it shall also notify each Federation of credit unions. Such notification shall state the change in the prime rate and the date of its coming into effect.

In the case of a loan accompanied by insurance on the borrower's life, the lender may, notwithstanding the provisions of the first paragraph, charge additional interest not exceeding 1% per annum on the unpaid principal of such loan, provided that the lender pays the premium of the said insurance.

No fees, service or administration charges, commission or remuneration of any kind other than simple interest shall be payable to the lender for a loan as long as the borrower is not in default. Any procedure intended to indirectly increase the interest rate in prohibited. The lender who thereby violates the provisions of this section shall suffer the loss of the Government guarantee in respect of the loan.

16. Forwarding of application and reports:

(1) The lender must forward to the Bureau a copy of each loan application form, including an application for repayment of interest (form CF-1 or CF-1A), at the latest during the second month following that in which final disbursement of the loan was made. If the lender fails to do this, he loses the Government guarantee referred to in section 29 of the Act, with respect to this loan, unless he proves to the Bureau that, for serious reasons, he was unable to produce such application.

2) L'Office fait parvenir à chaque prêteur, deux fois par année, un état de chaque prêt consenti par ce prêteur indiquant entre autres la portion d'intérêt susceptible d'être remboursée à l'emprunteur. Cet état devra être vérifié, complété, corrigé s'il y a lieu, daté et signé par le prêteur et réexpédié à l'Office dans les 30 jours suivant sa réception.

3) Lorsqu'un prêt est remboursé en entier, le prêteur doit en informer immédiatement l'Office suivant la formule CF-7.

17. Conditions accessoires d'un prêt: L'emprunteur doit, sauf lorsque le montant du prêt consenti pour les fins prévues aux paragraphes 1°, 4°, 5° et 6° du premier alinéa de l'article 14 de la Loi est de $3,000 ou moins calculé suivant les dispositions de l'article 14 de règlement, assurer et maintenir assurés contre l'incendie, le vent et la foudre, au bénéfice du prêteur, pendant la durée du prêt, les biens mobiliers constituant les garanties mobilières visées à l'article 14 du règlement et à l'article 20 de la Loi ainsi que les bâtisses constituant des garanries immobilières visées à l'article 14 du règlement si de telles bâtisses sont assurables. Sous réserve d'une déduction de $3,000 à l'égard du prêt ou de l'ensemble des prêts obtenus par un emprunteur pour les fins prévues aux susdits paragraphes du premier alinéa de l'article 14 de la Loi, les biens mobiliers doivent être assurés pour un montant égal au solde dû sur ce ou ces prêts ou à la pleine valeur assurable desdits biens, et les bâtisses pour un montant déterminé par le prêteur eu égard à la valeur de la garantie immobilière constituée par le fonds de terre sur lequel elles sont situées, et les pertes doivent être stipulées payables au prêteur en cas de sinistre, selon le rang que le prêteur accepte pour la protection suffisante de ses garanties.

18. Rapports à l'Office: Lorsqu'un prêteur découvre qu'un emprunt a été contracté à la suite d'une fausse déclaration faite sciemment par l'emprunteur ou par une autre personne, ou qu'un emprunteur a affecté tout ou partie du produit d'un prêt à des fins autres que celles pour lesquelles il a été obtenu, a cessé de remplir les conditions requises pour bénéficier des dispositions de la deuxième sous-section de la Section II de la Loi ou s'est départi des biens constituant la garantie, le prêteur doit, en plus des autres obligations prévues dans la Loi et au règlement, en faire rapport immédiatement à l'Office.

19. Revision des termes du prêt:

1) Lorsqu'un emprunteur se déclare incapable de remplir ses obligations à échéance, le prêteur peut lui accorder un délai supplémentaire pour faciliter le remboursement de l'emprunt contracté. Dans ce cas, le délai accordé ne doit

(2) The Bureau sends to each lender twice a year a statement of each loan granted by such lender showing, among other things, the portion of interest that may be repaid to the borrower. This statement shall be verified, completed, corrected if necessary, dated and signed by the lender and returned to the Bureau within 30 days of its reception.

(3) When a loan has been repaid in full, the lender must immediately inform the Bureau thereof on form CF-7.

17. Accessory conditions of a loan: Unless the amount of the loan granted for the purposes referred to in subsections 1, 4, 5 and 6 of the first paragraph of section 14 of the Act is $3,000 or less, calculated in conformity with the provisions of section 14 of the Regulation, the borrower must insure and keep insured against fire, wind and lightning, to the benefit of the lender, for the duration of the loan, the movables constituting the movable security referred to in section 14 of the Regulation and in section 20 of the Act and the buildings constituting the immovable security referred to in section 14 of the Regulation if such buildings are insurable. Subject to a deduction of $3,000, as regards the loan or totality of loans obtained by a borrower for the purposes referred in the said subsections of the first paragraph of section 14 of the Act, the movables must be insured for an amount equal to the balance owing on this or these loans or for the full insurable value of the said property, and the buildings must be insured for an amount determined by the lender taking into consideration the value of the immovable security represented by the land on which they are situated, and compensation for loss must be stipulated payable to the lender in case of disaster, according to the ranking the lender agrees to for adequate protection of his security.

18. Reports to the Bureau: When a lender discovers that a loan has been contracted following a false declaration made knowingly by a borrower or another person, or that a borrower has used all or part of proceeds of a loan for purposes other than those for which it was obtained, has ceased to meet the conditions required to benefit from the provisions of the second subdivision of Division II of the Act or has alienated the property constituting the guarantee, the lender must, in addition to the other obligations provided for in the Act and the Regulation, immediately report the fact to the Bureau.

19. Revision of loan terms:

(1) When a borrower declares that he cannot meet his obligations at maturity, the lender may extend the time limit in order to facilitate repayment of the contracted loan. In such case, the time limit granted shall not prolong

pas prolonger la durée du prêt au-delà du terme fixé par l'article 19 de la Loi, le prêt doit toujours être remboursable par versements égaux et consécutifs qui peuvent être, selon que convenu entre l'emprunteur et le prêteur, mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels, et le prêteur doit en aviser l'Office par lettre ordinaire dans un délai d'un mois.

2) Lorsqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 19 de la Loi, un emprunteur n'a pas acquitté en entier ses obligations et que le prêteur lui accorde un terme pour l'acquittement du solde du prêt, l'emprunteur n'a plus le droit au remboursement d'intérêt, mais le prêteur continue de bénéficier de la garantie et doit en aviser l'Office par lettre ordinaire dans un délai d'un mois de la date où il a ainsi accordé un nouveau terme à l'emprunteur.

20. Procédure en cas de défaut: À moins que le prêteur n'accorde à l'emprunteur un délai supplémentaire pour le remboursement du solde d'un prêt conformément à l'article 19, le prêteur, lorsqu'un emprunteur est en défaut à l'égard d'un versement et que le solde du prêt devient exigible, doit prendre les moyens nécessaires pour:

a) soit effectuer le recouvrement du prêt;

b) soit obtenir toute garantie supplémentaire;

c) soit réaliser sa garantie; ou

d) soit en venir à un compromis avec un tiers ou lui faire quelque concession;

le tout sans préjudice au droit du prêteur à la garantie prévue à l'article 29 de la Loi.

21. Conditions de réclamation: Une réclamation pour perte subie par un prêteur en conséquence d'un prêt garanti en vertu de la Loi peut être présentée à l'Office pourvu:

a) que le prêteur ait réalisé sa garantie, à moins que lui-même et l'Office constatent que celle-ci n'est pas avantageusement réalisable; et

b) que le prêteur ait pris tous autres moyens légaux de recouvrement.

22. Formule de réclamation: Toute réclamation présentée par un prêteur en vertu de l'article 21 doit être expédiée ou remise à l'Office au moyen de la formule CF-5.

23. Contenu de la réclamation: La réclamation du prêteur relative à la perte subie doit comprendre:

a) le montant impayé du prêt:

the term of the loan beyond the term fixed by section 19 of the Act, the loan must always be repayable in equal and consecutive instalments which may be, according to the agreement concluded between the borrower and the lender, monthly, quarterly, semi-annual or annual, and the lender must inform the Bureau of the said extension by ordinary mail transmitted no later than one month therefrom.

(2) If, upon the expiry of the term prescribed in section 19 of the Act, a borrower has not entirely discharged his obligations and the lender grants him an extension for repayment of the balance of the loan, the borrower is no longer entitled to the repayment of interest, but the lender will continue to benefit by the guarantee and must inform the Bureau of the said extension by ordinary mail transmitted no later than one month from the date on which he granted it to the borrower.

20. Procedure in case of default: Unless the lender grants the borrower an extension of time to repay the balance of a loan in conformity with section 19, the lender must, if the borrower is in default with respect to an instalment and the balance of the loan becomes payable, take the necessary steps:

(a) to ensure recovery of the loan;

(b) or obtain any additional security;

(c) or realize his security; or

(d) come to an arrangement with or make a concession to a third party.

The whole without prejudice to the lender's entitlement to the guarantee provided for in section 29 of the Act.

21. Conditions of claims: A claim for loss suffered by a lender pursuant to a loan guaranteed under the Act may be submitted to the Bureau provided that:

(a) the lender has realized his security, unless he and the Bureau find that such realization could not be profitable; and

(b) the lender has used all other legal means of recovery.

22. Claim form: Any claim submitted by a lender under section 21 must be sent or delivered to the Bureau on form CF-5.

23. Itemized claim: The claim of the lender for the loss sustained must include:

(a) the unpaid balance of the loan;

b) l'intérêt couru mais non perçu jusqu'à la date où le paiement de la réclamation est approuvé;

c) tous frais taxés ou taxables non recouvrés ainsi que tous déboursés non recouvrés relatifs ou accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt; et

d) les honoraires, dépens et déboursés judiciaires, taxables ou non, que le prêteur a réellement effectués et dont il n'a pas été remboursé, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance ou en protégeant les droits du gouvernement, mais seulement dans la mesure du montant que permettent les tarifs établis.

24. Approbation et paiement d'une réclamation:

1) L'Office doit dans les 60 jours qui suivent la réception d'une réclamation en approuver le paiement, pourvu que le prêt et la réclamation aient été effectués en conformité de la Loi et du règlement, et le paiement doit être fait sans tarder.

2) Lors du paiement d'une perte relative à un prêt garanti par la Loi, le prêteur doit émettre un reçu selon la formule CF-6 et l'expédier à l'Office avec le billet ou la reconnaissance de dette signé par l'emprunteur, ce billet devant être endossé par le prêteur au gouvernement, sans recours, et la reconnaissance de dette devant être remise au gouvernement. Le prêteur devra alors transporter au gouvernement, aux frais de ce dernier, toute garantie détenue pour le paiement du prêt.

25. Cas où un plan de gestion n'est pas requis: Lorsque le montant d'un prêt visé à l'article 13 de la Loi n'excède pas $8,000, il n'est pas nécessaire que la forêt à l'égard de laquelle ce prêt est consenti ou qui sert à le garantir soit soumise à un plan de gestion.

Pour déterminer le montant de $8,000 mentionné au premier alinéa, le solde dû en principal sur tout prêt antérieurement consenti à un emprunteur pour les fins de l'article 14 de la Loi par une banque ou une caisse est réputé inclus dans tout nouvel emprunt et doit être pris en considération.

26. Le présent règlement sera publié dans la *Gazette officielle du Québec* et il entrera en vigueur le 22 janvier 1976, après cette publication.

(b) the interest accrued but unpaid up to the date when the payment of the claim is approved;

(c) any unpaid taxed or taxable costs and any disbursements for or incidental to legal or other proceedings in connection with the loan; and

(d) the legal fees, costs and disbursements, taxable or not, that the lender has actually incurred and for which he has not been reimbursed, whether there has been litigation or not, in recovering or endeavouring to recover unpaid loan or in protecting the rights of the Government, but only to the extent of the amount allowed by the established tariffs.

24. Approval and payment of a claim:

(1) Within 60 days after receipt of a claim, the Bureau shall approve payment thereof, provided that the loan and the claim were made in conformity with the Act and Regulation, and payment shall be made without delay.

(2) At the time of payment of a loss resulting from a loan guaranteed by the Act, the lender shall issue a receipt in accordance with form CF-6 and send it to the Bureau with the note or acknowledgement of debt signed by the borrower, the said note being endorsed by the lender to the government, without recourse, and the said acknowledgement of debt being delivered to the government. The lender must, in that case, transfer to the government, at the expense of the latter, any security held for the loan.

25. Case where a management plan is not required: If the amount of a loan referred to in section 13 of the Act does not exceed $8,000, it is not necessary that the forest with respect to which the loan has been granted or which is used to guarantee it be submitted to a management plan.

To determine the amount of $8,000 mentioned in the first paragraph, the balance owing on the principal of any loan previously granted to a borrower for the purposes of section 14 of the Act by a bank or credit union shall be considered to be included in any new loan and must be taken into account.

26. This Regulation shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force on 22 January 1976, following that publication.

A remplir en duplicata

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DEMANDE DE PRET

en vertu de la

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

à une banque ou à une caisse

CETTE FORMULE DOIT ÊTRE REMPLIE ET SIGNÉE LORSQUE L'EMPRUNTEUR EST UNE PERSONNE PHYSIQUE (INDIVIDU)

CF-1

N° compte .....

Espace réservé à l'Office du crédit agricole du Québec N° de dossier: | | | | | | |

Demande N° | | | | |

PRÊTEUR: NUMÉRO (Réservé) | | | | | | | |

(Nom) .....

(Adresse) .....

(Comté) ..... (Code postal) | | | | | |

(Téléphone) ..... (N° transit) | | |

(1) EMPRUNTEUR: Date de naissance: jr | | ms | | an | | |

(N° assurance sociale) | | | | | | | | | |

(N° producteur agricole) S'IL Y A LIEU | | | | | | |

(Nom) .....

(Prénom) .....

(Adresse postale: R R, rang, paroisse) .....

(Comté et code postal) ..... (N° de téléphone) .....

L'EMPRUNTEUR EST: (Cocher)

PROPRIÉTAIRE FORESTIER ☐

DÉTENTEUR D'UN PERMIS ☐

GESTIONNAIRE ☐ (Réservé) ☐

SI L'EMPRUNTEUR A DÉJÀ UN DOSSIER AU SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES, INDIQUER SON NUMÉRO: .....

(2) Prêt demandé:

Montant $ | | | | | | | | (cents) remboursable en | | |

VERSEMENTS MENSUELS (1), TRIMESTRIELS (2),

SEMI-ANNUELS (3) OU ANNUELS (4),

ÉGAUX ET CONSÉCUTIFS DE $ | | | | | | | | (cents)

DONT LE PREMIER DEVIENDRA ÉCHU LE

..... 19....

(Réservé) | | jr | | ms | | an | FORMANT UNE PÉRIODE DE

..... ANS ET ..... MOIS | | (Réservé) (MOIS);

AVEC EN PLUS L'INTÉRÊT AU TAUX FLUCTUANT ☐ OU FIXE ☐ À .....% L'AN ET PAYABLE EN MÊME TEMPS QUE LES VERSEMENTS DE PRINCIPAL, PLUS (S'IL Y A LIEU) .....% POUR L'ASSURANCE DONT LA PRIME EST PAYÉE PAR LE PRÊTEUR.

(Réservé) | | Garantie | RÉSERVÉ | | | | | | | | INTÉRÊT

(3) L'EMPRUNTEUR A-T-IL FOURNI AU PRÊTEUR LA FORMULE CF-2? OUI ☐ NON ☐ (PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 11 DU RÈGLEMENT)

RÉSERVÉ

Code géo.	OCA	Occ. princ.	Gestion
Sup. totale	Sup. boisée	Revenu brut	

(4) FINS DU PRET (ARTICLE 14 DE LA LOI ET PARAGRAPHES d À i DE L'ARTICLE 1 DU RÈGLEMENT):

NOTE: INDIQUER DANS LA PREMIÈRE COLONNE LA FIN PRÉCISE DU PRÊT PRÉVUE À L'ARTICLE 14 DE LA LOI OU DÉFINIE AUX PARAGRAPHES d À i DE L'ARTICLE 1 DU RÈGLEMENT ET, DANS LA DEUXIÈME COLONNE, LE MONTANT DU PRÊT DEMANDÉ POUR CETTE FIN.

Fins (préciser)	Montant	Réservé
.....	$.....			
.....	.....			
.....	.....			
.....	.....			
.....	.....			
.....	.....			
.....	.....			
TOTAL:	$.....	

– 2 –

(5) DOCUMENT CONSTATANT CHAQUE PRÊT (ARTICLE 18 DE LA LOI):

- BILLET ☐
- RECONNAISSANCE DE DETTE ☐
- ACTE DE PRÊT ☐

(6) GENRE DE GARANTIE (ARTICLES 20 DE LA LOI ET 14 DU RÈGLEMENT):

- Cession ☐
- Nantissement ☐
- Autre garantie mobilière ☐
- Hypothèque ☐
- Cautionnement d'un tiers ☐

(7) **DÉTAILS QUANT AUX GARANTIES:** (Indiquer la nature et une description sommaire des garanties et leur valeur)

.....

(8) DETAILS QUANT A LA FORET EXPLOITEE ET AUX TITRES DE L'EMPRUNTEUR: (COCHER ✓ DANS LA COLONNE APPROPRIÉE: P POUR PROPRIÉTAIRE, DP POUR DÉTENTEUR D'UN PERMIS, G POUR GESTIONNAIRE)

A)

P	DP	G	NUMÉRO DES LOTS	RANG	MUNICIPALITÉ ☐ CANTON ☐ SEIGNEURIE ☐	SUPERFICIE (ACRES) TOTALE	SUPERFICIE (ACRES) BOISÉE
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

B) SI L'EMPRUNTEUR EST DÉBITEUR DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC EN VERTU DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER, INDIQUER LE NO DU DOSSIER: .....

C) SI L'EMPRUNTEUR EST DÉBITEUR DUDIT OFFICE EN VERTU DE LA LOI DU CRÉDIT AGRICOLE, INDIQUER LE NO DU DOSSIER: .....

D) ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE, LE VENT ET LA FOUDRE: SUR BÂTISSES: $ .....;
SUR MACHINERIE: $ .....

(9) RELEVÉ DES PRÊTS FORESTIERS ANTÉRIEURS CONSENTIS PAR UNE BANQUE OU PAR UNE CAISSE (Y INCLUS LES DEMANDES DE PRÊTS EN COURS) ET OBTENUS PAR L'EMPRUNTEUR OU DUS PAR CE DERNIER EN VERTU D'UNE SUCCESSION:

Date du déboursement	Nom du prêteur	Prêt consenti	Montant dû actuellement
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

(10) SI UNE DEMANDE DE PRÊT FORESTIER DÉJÀ FAITE PAR L'EMPRUNTEUR LUI A ÉTÉ REFUSÉE, INDIQUER PAR QUI ET SI POSSIBLE LES RAISONS D'UN TEL REFUS: .....
.....

(11) L'EMPRUNTEUR EST CÉLIBATAIRE ☐ VEUF(VE) ☐ SÉPARÉ(E) ☐ DIVORCÉ(E) ☐ OU MARIÉ(E) AVEC .....
..... SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ ☐ DE LA SÉPARATION DE BIENS ☐ OU DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUETS ☐
NOMBRE DE PERSONNES À CHARGE: .....

(12) SI L'EMPRUNTEUR, EN PLUS D'EXPLOITER LA FORÊT DÉCRITE À LA SECTION 8(A), A UNE AUTRE OCCUPATION, DONNER LE NOM DE L'EMPLOYEUR: .....; LA NATURE ET LE GENRE D'OCCUPATION: .....
.....; INDIQUER LE REVENU ANNUEL BRUT QU'IL EN PERÇOIT: $.....

(13) INVENTAIRE DES BIENS MOBILIERS DE TOUTES CATÉGORIES APPARTENANT À L'EMPRUNTEUR:

DESCRIPTION	VALEUR ACTUELLE
MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS:	
SCIE	$.....
DÉBUSQUEUSE	.....
TRACTEUR	.....
CHARGEUSE	.....
PULVÉRISATEUR	.....
CAMION	.....
AUTRES ÉQUIPEMENTS FORESTIERS	.....
OUTILLAGE DE SUCRERIE	.....
AUTRES BIENS MOBILIERS:	
MACHINES ET OUTILLAGE AGRICOLES	.....
ANIMAUX	.....
RÉCOLTES ET BOIS COUPÉ À VENDRE	.....
AUTRES ÉQUIPEMENTS (PRÉCISER)	.....
	.....
	.....
	.....
TOTAL:	$.....

(14) DETTES DE L'EMPRUNTEUR:

A) HYPOTHÈQUES, RENTES OU PRIVILÈGES, TAXES ET AUTRES CHARGES GREVANT LES IMMEUBLES APPARTENANT À L'EMPRUNTEUR:

NOM DU CRÉANCIER	MONTANT
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
TOTAL:	$.....

B) AUTRES DETTES QUE CELLES AFFECTANT LES IMMEUBLES:

CATÉGORIE DE DETTES	MONTANT
BANQUES ET CAISSES (SUR MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS)	$.....
NANTISSEMENT À L'OFFICE (SUR MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS)	.....
COMPAGNIES DE FINANCE (SUR MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS)	.....
BANQUES ET CAISSES (SUR OUTILLAGE AGRICOLE)	.....
BANQUES ET CAISSES (SUR ANIMAUX)	.....
BANQUES ET CAISSES (PRÊTS PERSONNELS)	.....
COMPAGNIES DE FINANCE (PRÊTS PERSONNELS)	.....
DIVERSES	.....
	.....
TOTAL:	$.....

TOTAL (A + B): $.....

(15) AVOIR NET DE L'EMPRUNTEUR:

RÉSUMÉ DES VALEURS:	
IMMEUBLE DÉCRIT À LA SECTION 8(A) DONT LE REQUÉRANT EST PROPRIÉTAIRE, INCLUANT LES BÂTISSES	$.....
BIENS MOBILIERS ÉNUMÉRÉS À LA SECTION 13	.....
ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	.....
ARGENT EN MAINS ET EN BANQUE	.....
AUTRES BIENS Y COMPRIS TOUS AUTRES IMMEUBLES NON DÉCRITS À LA SECTION 8(A) (SPÉCIFIER)	
.....	
.....	.....
AVOIR TOTAL:	.....
MOINS DETTES TOTALES ÉNUMÉRÉES À LA SECTION 14	.....
AVOIR NET:	$.....

(16) REVENUS POUR L'ANNÉE 19.....

REVENUS DE TOUTES SOURCES:	
VENTE DE PRODUITS FORESTIERS	$.....
VENTE DE PRODUITS AGRICOLES	.....
SALAIRES ET/OU COMMISSIONS	.....
HONORAIRES PROFESSIONNELS	.....
REVENUS DE PLACEMENTS	.....
AUTRES REVENUS (PRÉCISER)	
.....	
.....	
.....	.....
TOTAL:	$.....

(17) SI À LA SECTION 1 L'EMPRUNTEUR DÉCLARE QU'IL EST DÉTENTEUR D'UN PERMIS, FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS:

NUMÉRO DE CHAQUE LOT Y DÉCRIT	NO DU PERMIS, S'IL Y A LIEU	DATE D'ÉMISSION	DURÉE TOTALE DU PERMIS	DATE DE SON EXPIRATION	NOMBRE DE MOIS À COURIR AVANT SON EXPIRATION
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(18) DECLARATION ET ENGAGEMENT DE L'EMPRUNTEUR:

JE DEMANDE PAR LES PRÉSENTES UN PRÊT EN VERTU DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER (P.L.11, 1975) ET JE DÉCLARE ÊTRE UN EMPRUNTEUR AU SENS DE LADITE LOI, SAVOIR QUE JE SUIS UN PROPRIÉTAIRE FORESTIER, UN DÉTENTEUR D'UN PERMIS OU UN GESTIONNAIRE, SELON LE CAS, ET QUE JE NE M'ADONNE PAS À LA TRANSFORMATION DU BOIS SAUF DANS LES LIMITES DÉTERMINÉES AU PARAGRAPHE B DE L'ARTICLE 1 DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER. JE DÉCLARE EN OUTRE QUE JE N'AI PAS DE DETTES AUTRES QUE CELLES INDIQUÉES DANS MA DEMANDE D'EMPRUNT ET QUE LA MACHINERIE ET L'OUTILLAGE FORESTIERS OU LES AUTRES BIENS DONNÉS EN GARANTIE OU QUI SERONT DONNÉS EN GARANTIE AU PRÊTEUR SONT LIBRES DE TOUT PRIVILÈGE, CESSION, HYPOTHÈQUE OU NANTISSEMENT ANTÉRIEUR, SAUF LES SUIVANTS (S'IL N'EN EXISTE PAS, INDIQUER "AUCUN"):

.....

.....

.....

JE DÉCLARE EN OUTRE QUE LES ACHATS ET LES TRAVAUX QUI SONT DÉCRITS DANS LA PRÉSENTE DEMANDE ET DONT LE COÛT DOIT ÊTRE DÉFRAYÉ AVEC LE PRODUIT DU PRÊT SONT DIRECTEMENT RELIÉS À LA FORÊT QUE J'EXPLOITE.

SI LE PRÊT SOLLICITÉ M'EST CONSENTI:

A) JE M'ENGAGE À EMPLOYER LE PRODUIT DU PRÊT EXCLUSIVEMENT AUX FINS INDIQUÉES DANS LA PRÉSENTE DEMANDE ET À RESPECTER LES DISPOSITIONS RELATIVES À MON EXPLOITATION MENTIONNÉES DANS LE PLAN DE GESTION, S'IL Y A LIEU;

B) JE M'ENGAGE À NE FAIRE AUCUNE COUPE DE BOIS DANS TOUTE FORÊT QUI DOIT ÊTRE ASSUJETTIE À UN PLAN DE GESTION EN VERTU DE LA LOI NI À Y FAIRE AUCUNE AUTRE INTERVENTION JUSQU'À L'ÉTABLISSEMENT D'UN TEL PLAN DE GESTION;

C) JE M'ENGAGE À REMETTRE AU PRÊTEUR TOUS REÇUS, FACTURES, CHÈQUES ENCAISSÉS OU AUTRES PIÈCES JUSTIFICATIVES, DÉMONTRANT QUE LES ACHATS ET LES TRAVAUX DÉCRITS DANS LA PRÉSENTE DEMANDE ONT ÉTÉ FAITS APRÈS LA DATE DU CONSENTEMENT DU PRÊT ET QU'ILS ONT ÉTÉ EFFECTIVEMENT PAYÉS;

D) JE M'ENGAGE À MAINTENIR MON STATUT DE PROPRIÉTAIRE FORESTIER, DE DÉTENTEUR D'UN PERMIS OU DE GESTIONNAIRE, SELON LE CAS, CONFORMÉMENT À LADITE LOI ET AU RÈGLEMENT S'Y RAPPORTANT JUSQU'AU REMBOURSEMENT COMPLET DU PRÊT; ADVENANT UN CHANGEMENT DE MON STATUT, J'EN AVERTIRAI IMMÉDIATEMENT LE PRÊTEUR ET L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC;

E) JE M'ENGAGE À FOURNIR AU PRÊTEUR LES GARANTIES PRÉVUES AUX PRÉSENTES QUI N'AURAIENT PU ÊTRE DONNÉES AU MOMENT DU PRÊT ET, À CETTE FIN, JE NOMME PAR LES PRÉSENTES COMME MON MANDATAIRE LA PERSONNE QUI FAIT ACTUELLEMENT FONCTION DE GÉRANT OU DE DIRECTEUR DE LA SUCCURSALE SUSMENTIONNÉE DE LA BANQUE OU DE LA CAISSE POUR DONNER À LA BANQUE OU À LA CAISSE, SELON LE CAS, EN MON NOM TELLES GARANTIES ET POUR SIGNER OU ENDOSSER ET REMETTRE TOUS ACTES OU DOCUMENTS S'Y RATTACHANT;

F) JE CONVIENS QUE LA CRÉANCE DU PRÊTEUR RÉSULTANT DE CE PRÊT SOIT ET DEMEURE INDIVISIBLE POUR TOUTE LA DURÉE DU PRÊT ET QU'ELLE PUISSE ÊTRE RÉCLAMÉE EN TOTALITÉ DE CHACUN DE MES HÉRITIERS OU DE MES AYANTS DROIT, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 1123 DU CODE CIVIL;

G) JE M'ENGAGE À NE PAS GREVER, ALIÉNER OU DIMINUER DE QUELQUE FAÇON, SANS L'ASSENTIMENT ÉCRIT DU PRÊTEUR, LA MACHINERIE ET L'OUTILLAGE FORESTIERS OU LES AUTRES BIENS DONNÉS EN GARANTIE DU PRÊT TANT QUE JE SERAI ENDETTÉ ENVERS LE PRÊTEUR EN VERTU DU PRÉSENT PRÊT;

H) JE M'ENGAGE À PRENDRE, MAINTENIR, RENOUVELER, S'IL Y A LIEU, ET TRANSPORTER AU BÉNÉFICE DU PRÊTEUR, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 17 DU RÈGLEMENT, LES ASSURANCES REQUISES SUR LES BIENS FAISANT L'OBJET D'UNE CESSION, D'UNE HYPOTHÈQUE OU D'UN NANTISSEMENT CONSENTI OU QUI SERA CONSENTI AU PRÊTEUR, LE CAS ÉCHÉANT, À LA GARANTIE DU PRÉSENT PRÊT, SANS QUOI LE PRÊTEUR POURRA FAIRE ASSURER CES BIENS, À SA SATISFACTION ET À MES FRAIS;

I) J'AUTORISE LE PRÊTEUR, SI UNE GARANTIE HYPOTHÉCAIRE OU PAR NANTISSEMENT EST EXIGÉE, À FAIRE LES RECHERCHES REQUISES, L'INSCRIPTION OU L'ENREGISTREMENT APPROPRIÉ ET À VÉRIFIER À SA SATISFACTION LA VALEUR DES TITRES ET L'ÉTAT HYPOTHÉCAIRE DE LA GARANTIE IMMOBILIÈRE AINSI QUE LES CHARGES GREVANT LA GARANTIE MOBILIÈRE, ET JE M'ENGAGE À LUI EN REMBOURSER LES FRAIS;

J) J'AUTORISE LE PRÊTEUR, EN CAS DE DÉFAUT DE REMBOURSEMENT DE CE PRÊT, À VENDRE OU À FAIRE VENDRE PUBLIQUEMENT OU PRIVÉMENT TOUTE GARANTIE DONNÉE ET TOUS BIENS SUR LESQUELS ELLE PORTE, LE PRODUIT DE CHAQUE VENTE MOINS LES FRAIS QUI EN RÉSULTENT DEVANT ÊTRE AFFECTÉ À MA DETTE SANS QUE MA RESPONSABILITÉ POUR LE SOLDE EN SOIT DIMINUÉE;

K) J'AUTORISE LE PRÊTEUR À FOURNIR À TOUT FONCTIONNAIRE DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC OU DU MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS DU QUÉBEC TOUS LES RENSEIGNEMENTS REQUIS CONCERNANT LE PRÊT DEMANDÉ PAR LES PRÉSENTES OU MES AUTRES AFFAIRES AVEC LE PRÊTEUR.

(19) DEMANDE DE REMBOURSEMENT D'INTERET (5%) A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

JE DÉSIRE PROFITER DES AVANTAGES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER ET JE M'ENGAGE À EN RESPECTER TOUTES LES CONDITIONS DE MÊME QUE LE RÈGLEMENT S'Y RAPPORTANT.

JE M'ENGAGE À FOURNIR TOUS RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS ET À SIGNER, AUX FINS CI-DESSUS, TOUS AUTRES DOCUMENTS REQUIS PAR LE PRÊTEUR OU PAR LEDIT OFFICE. J'AUTORISE AUSSI L'OFFICE AINSI QUE MON PRÊTEUR À EFFECTUER TOUTE ENQUÊTE Y COMPRIS LA VISITE DE MON EXPLOITATION POUR TOUTES FINS QUE DE DROIT EN RAPPORT AVEC LE PRÊT QUI FAIT L'OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE.

SIGNÉ CE ..... JOUR DE ..... 19 ....

.....
(SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR)

---

(20) DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

JE DÉCLARE QUE LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA PRÉSENTE DEMANDE DE PRÊT SONT, AU MEILLEUR DE MA CONNAISSANCE, EXACTS ET VÉRIDIQUES EN TOUT POINT.

.....
(LIEU)

.....
(DATE DE LA DEMANDE DE PRÊT)

....
(TÉMOIN À LA SIGNATURE) (SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR)

---

(21) CERTIFICAT D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRETEUR

JE CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE J'AI EXAMINÉ ET VÉRIFIÉ LA DEMANDE CI-DESSUS AVEC LE SOIN QUE MON EMPLOYEUR EXIGE DE MOI DANS LA CONDUITE DE SES OPÉRATIONS ORDINAIRES ET, À MA CONNAISSANCE, LES CONDITIONS ET FINS DU PRÊT CONSENTI CONFORMÉMENT À LA DEMANDE SONT DE NATURE À EN JUSTIFIER LA GARANTIE AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER ET DU RÈGLEMENT S'Y RAPPORTANT.

LE PRÊT DE CET EMPRUNTEUR AU MONTANT DE $.....

A ÉTÉ DÉBOURSÉ LE ..... 19 ...

(SI LE DÉBOURSEMENT DU PRÊT S'EST FAIT PAR TRANCHES, S.V.P. NOUS EN FOURNIR LES DATES ET LES MONTANTS SUR UNE FEUILLE AJOUTÉE).

..... 19 ....
(DATE) (SIGNATURE D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR)

ESPACE RESERVE A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

VÉRIFICATION	CODAGE	RECOMMANDATION
.....	.....	.....
(VÉRIFICATEUR)	(CODEUR)	(SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES)
..... 19...	..... 19...	..... 19...
(DATE)	(DATE)	(DATE)

A remplir en duplicata

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DEMANDE DE PRET
en vertu de la
LOI SUR LE CREDIT FORESTIER
à une banque ou à une caisse

CF-1A

CETTE FORMULE DOIT ÊTRE REMPLIE ET SIGNÉE PAR LES FONDÉS DE POUVOIR D'UNE ASSOCIATION

N° compte .....

Espace réservé à l'Office du crédit agricole du Québec N° de dossier: Demande N°

PRÊTEUR: NUMÉRO: Réservé

(Nom)

(Adresse)

(Comté) (Code postal)

(Téléphone) (N° transit)

(1) EMPRUNTEUR:

(N° assurance sociale) (d'un fondé de pouvoir) (N° producteur agricole) S'IL Y A LIEU

(Nom ou raison sociale, selon le cas)

(Adresse postale du siège social)

(Comté) (Code postal)

(N° de téléphone)

L'EMPRUNTEUR EST: (CHOISIR A ET B) (Cocher)

A -UNE CORPORATION
-UNE ASSOCIATION COOPÉRATIVE
-UNE SOCIÉTÉ

B -PROPRIÉTAIRE D'UNE FORÊT PRIVÉE
-DÉTENTEUR D'UN PERMIS
-GESTIONNAIRE

Réservé

DATE DE FORMATION: jr ms an

SI L'EMPRUNTEUR A DÉJÀ UN DOSSIER AU SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES, INDIQUER SON NUMÉRO: .....

(2) Prêt demandé:

Montant $ remboursable en

VERSEMENTS MENSUELS (1), TRIMESTRIELS (2),

SEMI-ANNUELS (3) OU ANNUELS (4),

ÉGAUX ET CONSÉCUTIFS DE $

DONT LE PREMIER DEVIENDRA ÉCHU LE

.....19....

Réservé

jr ms an FORMANT UNE PÉRIODE DE Réservé ..... MOIS (MOIS);

AVEC EN PLUS L'INTÉRÊT AU TAUX FLUCTUANT ☐ OU FIXE ☐ À .....% L'AN ET PAYABLE EN MÊME TEMPS QUE LES VERSEMENTS DE PRINCIPAL, PLUS (S'IL Y A LIEU) .....% POUR L'ASSURANCE DONT LA PRIME EST PAYÉE PAR LE PRÊTEUR.

Réservé Garantie RÉSERVÉ INTÉRÊT

(3) L'EMPRUNTEUR A-T-IL FOURNI AU PRÊTEUR LA FORMULE CF-2A? OUI ☐ NON ☐ (PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 61 DU RÈGLEMENT)

RÉSERVÉ

Code géo. OCA Occ. princ. Gestion

Sup. totale Sup. boisée Revenu brut

(4) FINS DU PRET (ARTICLE 14 DE LA LOI ET PARAGRAPHES D À I DE L'ARTICLE 1 DU RÈGLEMENT):

NOTE: INDIQUER DANS LA PREMIÈRE COLONNE LA FIN PRÉCISE DU PRÊT PRÉVUE À L'ARTICLE 14 DE LA LOI OU DÉFINIE AUX PARAGRAPHES D À I DE L'ARTICLE 1 DU RÈGLEMENT ET, DANS LA DEUXIÈME COLONNE, LE MONTANT DU PRÊT DEMANDÉ POUR CETTE FIN.

Fins (préciser)	Montant	Réservé
.....	$.....	
.....	.....	
.....	.....	
.....	.....	
.....	.....	
.....	.....	
.....	.....	
TOTAL:	$.....	

(5) DOCUMENT CONSTATANT CHAQUE PRÊT (ARTICLE 18 DE LA LOI):

BILLET ☐

RECONNAISSANCE DE DETTE ☐

ACTE DE PRÊT ☐

(6) GENRE DE GARANTIE (ARTICLES 20 DE LA LOI ET 14 DU RÈGLEMENT):

Cession ☐
Nantissement ☐
Autre garantie mobilière ☐
Hypothèque ☐
Cautionnement d'un tiers ☐

(7) **DÉTAILS QUANT AUX GARANTIES**: (Indiquer la nature et une description sommaire des garanties et leur valeur)

.....

(8) DÉTAILS QUANT À LA FORÊT EXPLOITÉE ET AUX TITRES DE L'EMPRUNTEUR: (COCHER ✓ DANS LA COLONNE APPROPRIÉE: P POUR PROPRIÉTAIRE, DP POUR DÉTENTEUR D'UN PERMIS, G POUR GESTIONNAIRE)

A)

P	DP	G	NUMÉRO DES LOTS	RANG	MUNICIPALITÉ ☐ CANTON ☐ SEIGNEURIE ☐	SUPERFICIE (ACRES) TOTALE	BOISÉE
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

B) SI L'EMPRUNTEUR EST DÉBITEUR DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC EN VERTU DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER, INDIQUER LE NO DU DOSSIER: .....

C) SI L'EMPRUNTEUR EST DÉBITEUR DUDIT OFFICE EN VERTU DE LA LOI DU CRÉDIT AGRICOLE, INDIQUER LE NO DU DOSSIER: .....

D) ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE, LE VENT ET LA FOUDRE: SUR BÂTISSES: $ .....;

SUR MACHINERIE: $ .....

(9) RELEVÉ DES PRÊTS FORESTIERS ANTÉRIEURS CONSENTIS PAR UNE BANQUE OU PAR UNE CAISSE (Y INCLUS LES DEMANDES DE PRÊTS EN COURS) ET OBTENUS PAR L'EMPRUNTEUR OU DUS PAR CE DERNIER EN VERTU D'UNE SUCCESSION:

Date du déboursement	Nom du prêteur	Prêt consenti	Montant dû actuellement
		$	$

(10) SI UNE DEMANDE DE PRÊT FORESTIER DÉJÀ FAITE PAR L'EMPRUNTEUR LUI A ÉTÉ REFUSÉE, INDIQUER PAR QUI ET SI POSSIBLE LES RAISONS D'UN TEL REFUS: .....

.....

(11) SI À LA SECTION I L'EMPRUNTEUR DÉCLARE QU'IL EST DÉTENTEUR D'UN PERMIS, FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS:

NUMÉRO DE CHAQUE LOT Y DÉCRIT	NO DU PERMIS, S'IL Y A LIEU	DATE D'ÉMISSION	DURÉE TOTALE DU PERMIS	DATE DE SON EXPIRATION	NOMBRE DE MOIS À COURIR AVANT SON EXPIRATION
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(12) INVENTAIRE DES BIENS MOBILIERS DE TOUTES CATÉGORIES APPARTENANT A L'EMPRUNTEUR:

DESCRIPTION	VALEUR ACTUELLE
MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS:	
SCIE	$.....
DÉBUSQUEUSE	.....
TRACTEUR	.....
CHARGEUSE	.....
PULVÉRISATEUR	.....
CAMION	.....
AUTRES ÉQUIPEMENTS FORESTIERS	.....
OUTILLAGE DE SUCRERIE	.....
AUTRES BIENS MOBILIERS:	
MACHINES ET OUTILLAGE AGRICOLES	.....
ANIMAUX	.....
RÉCOLTES ET BOIS COUPÉ À VENDRE	.....
AUTRES ÉQUIPEMENTS (PRÉCISER)	.....
	.....
	.....
	.....
TOTAL:	$.....

(13) DETTES DE L'EMPRUNTEUR:

A) HYPOTHÈQUES, RENTES OU PRIVILÈGES, TAXES ET AUTRES CHARGES GREVANT LES IMMEUBLES APPARTENANT À L'EMPRUNTEUR:

NOM DU CRÉANCIER	MONTANT
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
TOTAL:	$.....

B) AUTRES DETTES QUE CELLES AFFECTANT LES IMMEUBLES:

CATÉGORIE DE DETTES	MONTANT
BANQUES ET CAISSES (SUR MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS)	$.....
NANTISSEMENT À L'OFFICE (SUR MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS)	.....
COMPAGNIES DE FINANCE (SUR MACHINERIE ET OUTILLAGE FORESTIERS)	.....
BANQUES ET CAISSES (SUR OUTILLAGE AGRICOLE)	.....
BANQUES ET CAISSES (SUR ANIMAUX)	.....
BANQUES ET CAISSES (PRÊTS PERSONNELS)	.....
COMPAGNIES DE FINANCE (PRÊTS PERSONNELS)	.....
DIVERSES	.....
	.....
TOTAL:	$.....

TOTAL (A + B): $.....

(14) AVOIR NET DE L'EMPRUNTEUR

RÉSUMÉ DES VALEURS:	
IMMEUBLE DÉCRIT À LA SECTION 8(A) DONT LE REQUÉRANT EST PROPRIÉTAIRE, INCLUANT LES BÂTISSES	$.....
BIENS MOBILIERS ÉNUMÉRÉS À LA SECTION 12	.....
ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	.....
ARGENT EN MAINS ET EN BANQUE	.....
AUTRES BIENS Y COMPRIS TOUS AUTRES IMMEUBLES NON DÉCRITS À LA SECTION 8(A) (SPÉCIFIER)	
.....	
.....	.....
AVOIR TOTAL:	.....
MOINS DETTES TOTALES ÉNUMÉRÉES À LA SECTION 13	.....
AVOIR NET:	$.....

(15) REVENUS POUR L'ANNÉE 19.....

REVENUS DE TOUTES SOURCES:	
VENTE DE PRODUITS FORESTIERS	$.....
VENTE DE PRODUITS AGRICOLES	.....
REVENUS DE PLACEMENTS	.....
AUTRES REVENUS (PRÉCISER)	
.....	
.....	
.....	.....
TOTAL:	$.....

(16) DÉTAILS QUANT À TOUS LES ACTIONNAIRES, SOCIÉTAIRES OU MEMBRES, SELON LE CAS, DE L'ASSOCIATION: (SI ESPACE INSUFFISANT, AJOUTER UNE LISTE EN ANNEXE).

A) DANS LE CAS D'UNE CORPORATION:

NOM ET ADRESSE DE TOUS LES ACTIONNAIRES	A-T-IL DES INTÉRÊTS DANS UNE USINE DE TRANSFORMATION DU BOIS?		NOM OU RAISON SOCIALE ET ADRESSE D'AFFAIRES DE LA PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE EXPLOITANT CETTE USINE.
	OUI	NON	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

B) DANS LE CAS D'UNE SOCIETE:

NOM ET ADRESSE DE TOUS LES SOCIÉTAIRES	A-T-IL DES INTÉRÊTS DANS UNE USINE DE TRANSFORMATION DU BOIS?		NOM OU RAISON SOCIALE ET ADRESSE D'AFFAIRES DE LA PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE EXPLOITANT CETTE USINE.
	OUI	NON	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

C) DANS LE CAS D'UNE ASSOCIATION COOPERATIVE:

NOM ET ADRESSE DE TOUS LES MEMBRES	A-T-IL DES INTÉRÊTS DANS UNE USINE DE TRANSFORMATION DU BOIS?		NOM OU RAISON SOCIALE ET ADRESSE D'AFFAIRES DE LA PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE EXPLOITANT CETTE USINE.
	OUI	NON	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

(17) DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L'EMPRUNTEUR:

L'EMPRUNTEUR AGISSANT AUX PRÉSENTES ET DÛMENT REPRÉSENTÉ PAR SON/SES FONDÉ (S) DE POUVOIR DEMANDE PAR LA PRÉSENTE UN PRÊT EN VERTU DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER (P.L.II, 1975) ET DÉCLARE ÊTRE UNE ASSOCIATION AU SENS DE LADITE LOI. IL DÉCLARE EN OUTRE QU'IL N'A PAS DE DETTES AUTRES QUE CELLES INDIQUÉES DANS SA DEMANDE D'EMPRUNT ET QUE LA MACHINERIE ET L'OUTILLAGE FORESTIERS OU LES AUTRES BIENS DONNÉS EN GARANTIE OU QUI SERONT DONNÉS EN GARANTIE AU PRÊTEUR SONT LIBRES DE TOUT PRIVILÈGE, CESSION, HYPOTHÈQUE OU NANTISSEMENT ANTÉRIEUR, SAUF LES SUIVANTS (S'IL N'EN EXISTE PAS, INDIQUER "AUCUN"):

.....

.....

.....

L'EMPRUNTEUR DÉCLARE EN OUTRE QUE LES ACHATS ET LES TRAVAUX QUI SONT DÉCRITS DANS LA PRÉSENTE DEMANDE ET DONT LE COÛT DOIT ÊTRE DÉFRAYÉ AVEC LE PRODUIT DU PRÊT SONT DIRECTEMENT RELIÉS À LA FORÊT QU'IL EXPLOITE.

SI LE PRÊT SOLLICITÉ LUI EST CONSENTI, L'EMPRUNTEUR:

A) S'ENGAGE À EMPLOYER LE PRODUIT DU PRÊT EXCLUSIVEMENT AUX FINS INDIQUÉES DANS LA PRÉSENTE DEMANDE ET À RESPECTER LES DISPOSITIONS RELATIVES À SON EXPLOITATION MENTIONNÉES DANS LE PLAN DE GESTION, S'IL Y A LIEU;

B) S'ENGAGE À NE FAIRE AUCUNE COUPE DE BOIS DANS TOUTE FORÊT QUI DOIT ÊTRE ASSUJETTIE À UN PLAN DE GESTION EN VERTU DE LA LOI NI À Y FAIRE AUCUNE AUTRE INTERVENTION JUSQU'À L'ÉTABLISSEMENT D'UN TEL PLAN DE GESTION;

C) S'ENGAGE À REMETTRE AU PRÊTEUR TOUS REÇUS, FACTURES, CHÈQUES ENCAISSÉS OU AUTRES PIÈCES JUSTIFICATIVES, DÉMONTRANT QUE LES ACHATS ET LES TRAVAUX DÉCRITS DANS LA PRÉSENTE DEMANDE ONT ÉTÉ FAITS APRÈS LA DATE DU CONSENTEMENT DU PRÊT ET QU'ILS ONT ÉTÉ EFFECTIVEMENT PAYÉS.

D) S'ENGAGE À MAINTENIR SON STATUT DE CORPORATION, DE SOCIÉTÉ OU D'ASSOCIATION COOPÉRATIVE, SELON LE CAS, ET À DEMEURER UNE ASSOCIATION AU SENS DE LADITE LOI JUSQU'AU REMBOURSEMENT COMPLET DU PRÊT; ADVENANT UN CHANGEMENT DE SON STATUT, IL EN AVERTIRA IMMÉDIATEMENT LE PRÊTEUR ET L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC;

E) S'ENGAGE À FOURNIR AU PRÊTEUR LES GARANTIES PRÉVUES AUX PRÉSENTES QUI N'AURAIENT PU ÊTRE DONNÉES AU MOMENT DU PRÊT ET, À CETTE FIN, NOMME PAR LES PRÉSENTES COMME SON MANDATAIRE LA PERSONNE QUI FAIT ACTUELLEMENT FONCTION DE GÉRANT OU DE DIRECTEUR DE LA SUCCURSALE SUSMENTIONNÉE DE LA BANQUE OU DE CAISSE, POUR DONNER À LA BANQUE OU À LA CAISSE, SELON LE CAS, AU NOM DE L'EMPRUNTEUR TELLES GARANTIES ET POUR SIGNER OU ENDOSSER ET REMETTRE TOUS ACTES OU DOCUMENTS S'Y RATTACHANT;

F) S'ENGAGE À NE PAS GREVER, ALIÉNER OU DIMINUER DE QUELQUE FAÇON, SANS L'ASSENTIMENT ÉCRIT DU PRÊTEUR, LA MACHINERIE ET L'OUTILLAGE FORESTIERS OU LES AUTRES BIENS DONNÉS EN GARANTIE DU PRÊT TANT QU'IL SERA ENDETTÉ ENVERS LE PRÊTEUR EN VERTU DU PRÉSENT PRÊT;

G) S'ENGAGE À PRENDRE, MAINTENIR, RENOUVELER, S'IL Y A LIEU, ET TRANSPORTER AU BÉNÉFICE DU PRÊTEUR, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 17 DU RÈGLEMENT, LES ASSURANCES REQUISES SUR LES BIENS FAISANT L'OBJET D'UNE CESSION, D'UNE HYPOTHÈQUE OU D'UN NANTISSEMENT CONSENTI OU QUI SERA CONSENTI AU PRÊTEUR, LE CAS ÉCHÉANT, À LA GARANTIE DU PRÉSENT PRÊT, SANS QUOI LE PRÊTEUR POURRA FAIRE ASSURER CES BIENS, À SA SATISFACTION ET AUX FRAIS DE L'EMPRUNTEUR;

H) AUTORISE LE PRÊTEUR, SI UNE GARANTIE HYPOTHÉCAIRE OU PAR NANTISSEMENT EST EXIGÉE, À FAIRE LES RECHERCHES REQUISES, L'INSCRIPTION OU L'ENREGISTREMENT APPROPRIÉ ET À VÉRIFIER À SA SATISFACTION LA VALEUR DES TITRES ET L'ÉTAT HYPOTHÉCAIRE DE LA GARANTIE IMMOBILIÈRE AINSI QUE LES CHARGES GREVANT LA GARANTIE MOBILIÈRE, ET JE M'ENGAGE À LUI EN REMBOURSER LES FRAIS;

I) AUTORISE LE PRÊTEUR AU CAS DE DÉFAUT DE REMBOURSEMENT DE CE PRÊT, À VENDRE OU À FAIRE VENDRE PUBLIQUEMENT OU PRIVÉMENT TOUTE GARANTIE DONNÉE ET TOUS BIENS SUR LESQUELS ELLE PORTE, LE PRODUIT DE CHAQUE VENTE MOINS LES FRAIS QUI EN RÉSULTENT DEVANT ÊTRE AFFECTÉ À SA DETTE SANS QUE SA RESPONSABILITÉ POUR LE SOLDE EN SOIT DIMINUÉE;

J) AUTORISE LE PRÊTEUR À FOURNIR À TOUT FONCTIONNAIRE DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC OU DU MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS TOUS LES RENSEIGNEMENTS REQUIS CONCERNANT LE PRÊT DEMANDÉ PAR LES PRÉSENTES OU SES AUTRES AFFAIRES AVEC LE PRÊTEUR.

(18) DEMANDE DE REMBOURSEMENT D'INTERET (5%) A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

L'EMPRUNTEUR DÉSIRE PROFITER DES AVANTAGES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER ET S'ENGAGE À EN RESPECTER TOUTES LES CONDITIONS ET LE RÈGLEMENT S'Y RAPPORTANT.

IL S'ENGAGE ÉGALEMENT À FOURNIR TOUS RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS ET À SIGNER, AUX FINS CI-DESSUS, TOUS AUTRES DOCUMENTS REQUIS PAR LE PRÊTEUR OU PAR L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC. IL AUTORISE L'OFFICE AINSI QUE LE PRÊTEUR À EFFECTUER TOUTE ENQUÊTE Y COMPRIS LA VISITE DE SON EXPLOITATION POUR TOUTES FINS QUE DE DROIT EN RAPPORT AVEC LE PRÊT QUI FAIT L'OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE.

SIGNÉ CE ..... JOUR DE ..... 19 ....

.....
(NOM DE L'EMPRUNTEUR)

PAR: ..... PAR: .....
(SIGNATURE DU FONDÉ DE POUVOIR OU DU SOCIÉTAIRE) (SIGNATURE DU FONDÉ DE POUVOIR OU DU SOCIÉTAIRE)

.....
(SIGNATURE DES AUTRES SOCIÉTAIRES)

---

(19) DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

JE / NOUS .....
(NOM(S) DU / DES FONDÉ(S) DE POUVOIR OU DES SOCIÉTAIRES)

DOMICILIÉ(S) À .....
(ADRESSE(S) DU DOMICILE)

.....
(ADRESSE(S) DU DOMICILE)

DÉCLARE / DÉCLARONS CE QUI SUIT:

QUE JE SUIS / NOUS SOMMES .....
(TITRE ET FONCTION)

DE L'EMPRUNTEUR ET QUE JE SUIS / NOUS SOMMES AU COURANT DES AFFAIRES DUDIT EMPRUNTEUR.

QUE J'AI / NOUS AVONS PRIS CONNAISSANCE DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE PRÊT DE L'EMPRUNTEUR.

QUE LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LADITE DEMANDE DE PRÊT SONT AU MEILLEUR DE MA / NOTRE CONNAISSANCE EXACTS ET VÉRIDIQUES EN TOUT POINT.

.....
(SIGNATURE DU FONDÉ DE POUVOIR OU DU SOCIÉTAIRE)

....
(LIEU) (SIGNATURE DU FONDÉ DE POUVOIR OU DU SOCIÉTAIRE)

....
(DATE DE LA DEMANDE DE PRÊT) (SIGNATURE DES AUTRES SOCIÉTAIRES S'IL Y A LIEU)

....
(TÉMOIN À LA SIGNATURE) (SIGNATURE DES AUTRES SOCIÉTAIRES S'IL Y A LIEU)

- 7 -

(20) CERTIFICAT D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRETEUR

JE CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE J'AI EXAMINÉ ET VÉRIFIÉ LA DEMANDE CI-DESSUS AVEC LE SOIN QUE MON EMPLOYEUR EXIGE DE MOI DANS LA CONDUITE DE SES OPÉRATIONS ORDINAIRES ET, À MA CONNAISSANCE, LES CONDITIONS ET FINS DU PRÊT CONSENTI CONFORMÉMENT À LA DEMANDE SONT DE NATURE À EN JUSTIFIER LA GARANTIE AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER ET DU RÈGLEMENT S'Y RAPPORTANT.

LE PRÊT DE CET EMPRUNTEUR AU MONTANT DE $ .....

A ÉTÉ DÉBOURSÉ LE ..... 19 ...

(SI LE DÉBOURSEMENT EST EFFECTUÉ PAR TRANCHES, S.V.P. NOUS EN FOURNIR LES DATES ET LES MONTANTS SUR UNE FEUILLE AJOUTÉE).

..... 19 ....
(DATE) (SIGNATURE D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR)

ESPACE RESERVE A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC

VÉRIFICATION	CODAGE	RECOMMANDATION
.....	.....	.....
(VÉRIFICATEUR)	(CODEUR)	(SERVICE DE L'AMÉLIORATION DES FERMES)
..... 19...	..... 19...	..... 19...
(DATE)	(DATE)	(DATE)

GOUVERNEMENT DU QUEBEC

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

CF-2

Cette formule doit être remplie par une personne physique préalablement à une demande de prêt forestier devant être faite à une Banque ou à une Caisse.

No de demande: .....

Nom au long de l'emprunteur: .....

Adresse résidentielle: .....

..... Téléphone: .....

Nom du prêteur éventuel: .....

Adresse: .....

(1) Montant du prêt demandé: .....$.....

(2) Relevé des prêts antérieurs (y inclus les demandes de prêts en cours) obtenus par l'emprunteur d'une banque ou d'une caisse pour les fins de l'article 14 de la Loi et non totalement remboursés:

Nom du ou des prêteurs	Montant initial du prêt	Solde actuel ou montant demandé
.....	$.....	$.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
	Total:	$.....

Grand total (1 + 2): $.....

(3) Fins du prêt: (Article 14 de la Loi et paragraphes d à i de l'article 1 du règlement):

Fins (préciser)	S'il s'agit de machinerie			Montant du prêt pour chaque fin
	Modèle	Capacité	Durée moyenne (ans)	
.....	.....	.....	.....	$.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....

(4) Description sommaire de la forêt à l'égard de laquelle le prêt est demandé:

Numéro des lots	Rang	Canton ou seigneurie	Cadastre (selon le cas)	Municipalité	Superficie boisée (acres/arp.)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(5) L'emprunteur est détenteur d'un permis: oui ☐ non ☐ ou gestionnaire: oui ☐ non ☐

(6) Si l'emprunteur est débiteur de l'Office du crédit agricole du Québec en vertu de la Loi sur le crédit forestier, indiquer le montant du prêt: $..... et le numéro de dossier: .....

(Voir verso)

(7) L'emprunteur, soit par lui-même, soit par le moyen d'une corporation, association coopérative ou société dont il a le contrôle ou dans laquelle il détient des intérêts majoritaires, s'adonne-t-il à la transformation du bois dans une usine qu'il exploite ou qui est exploitée par cette corporation, association coopérative ou société? oui ☐ non ☐
Dans l'affirmative, indiquer la quantité de bois ainsi transformé au cours d'une même année: en unités de 100 pieds cubes de bois brut: ..... en pieds mesure planche de bois partiellement ouvré: .....

(Date) (Signature de l'emprunteur)

ESPACE RESERVE A L'INGENIEUR FORESTIER
OU AU TECHNICIEN FORESTIER

Me basant sur les informations obtenues, je déclare:

A) que l'emprunteur ne s'adonne pas à la transformation du bois autrement que dans les limites déterminées au paragraphe b de l'article 1 du règlement concernant la Loi sur le crédit forestier;

B) que les fins pour lesquelles le prêt au montant de: $..... est demandé sont appropriées au développement de la forêt à l'égard de laquelle il est destiné;

C) que, si le prêt demandé est consenti, ladite forêt devra obligatoirement, selon ladite Loi et le règlement y afférent, être soumise à un plan de gestion: oui ☐ non ☐;
(cocher à l'endroit approprié)

D) que, si l'emprunteur est détenteur d'un permis d'exploitation d'une érablière, le cas échéant, il a au moins deux années d'expérience dans une telle exploitation.

La présente déclaration ne constitue toutefois pas une recommandation de prêt, mais avant le consentement d'un tel prêt, il appartient au prêteur de procéder à l'examen de la situation financière de l'emprunteur et de sa capacité de remboursement.

(Date) (Signature)

Si la personne qui demande le prêt ne répond pas aux exigences de la Loi sur le crédit forestier et du règlement y afférent, ou si les fins pour lesquelles le prêt est demandé ne sont pas appropriées au développement de la forêt à l'égard de laquelle il est destiné, l'ingénieur forestier ou le technicien forestier doit le mentionner ou, selon le cas, en donner les raisons ci-dessous:

.....
.....
.....
.....
.....
.....

(Date) (Signature)

Distribution:

Original et une copie à l'emprunteur
Une copie à l'Office du crédit agricole du Québec

GOUVERNEMENT DU QUEBEC

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

CF-2A

Cette formule doit être remplie par les fondés de pouvoir d'une association préalablement à une demande de prêt forestier devant être faite à une Banque ou à une Caisse.

No de demande: .....

Nom ou raison sociale de l'emprunteur: .....

Adresse du siège social: .....

..... Téléphone: .....

Nom du prêteur éventuel: .....

Adresse: .....

(1) Montant du prêt demandé: .....$.....

(2) Relevé des prêts antérieurs (y inclus les demandes de prêts en cours) obtenus par l'emprunteur d'une banque ou d'une caisse pour les fins de l'article 14 de la Loi et non totalement remboursés:

Nom du ou des prêteurs	Montant initial du prêt	Solde actuel ou montant demandé
.....	$.....	$.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
	Total:	$.....

Grand total (1 + 2): $.....

(3) Fins du prêt: (Article 14 de la Loi et paragraphes d à i de l'article 1 du règlement):

Fins (préciser)	S'il s'agit de machinerie			Montant du prêt pour chaque fin
	Modèle	Capacité	Durée moyenne (ans)	
.....	.....	.....	.....	$.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....

(4) Description sommaire de la forêt à l'égard de laquelle le prêt est demandé:

Numéro des lots	Rang	Canton ou seigneurie	Cadastre (selon le cas)	Municipalité	Superficie boisée (acres/arp.)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(5) Si l'emprunteur est débiteur de l'Office du crédit agricole du Québec en vertu de la Loi sur le crédit forestier, indiquer le montant du prêt: $..... et le numéro du dossier: .....

(6) L'emprunteur est détenteur d'un permis: oui ☐ non ☐ ou gestionnaire: oui ☐ non ☐

(Voir verso)

(7) L'emprunteur, soit par lui-même ou par un ou plusieurs de ses actionnaires ou de ses membres, selon le cas, détient-il la propriété ou le contrôle majoritaire d'une usine de transformation du bois? oui ☐ non ☐
Dans l'affirmative, quel pourcentage de la production de la forêt décrite à la section (4) est utilisé par cette usine? .....% Nom ou raison sociale, selon le cas, de la personne physique ou morale exploitant cette usine: ..... Adresse postale de la place d'affaires: .....

_____
(Nom de l'association)

_____
(Date) Par: _____
(Signature du représentant)

ESPACE RESERVE A L'INGENIEUR FORESTIER
OU AU TECHNICIEN FORESTIER

Me basant sur les informations obtenues, je déclare:

A) que la majeure partie de la production de la forêt décrite à la section (4) n'est pas utilisée pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois dont la propriété ou le contrôle est détenu majoritairement par l'association qui sollicite le prêt ou par un ou plusieurs de ses actionnaires ou de ses membres, selon le cas;

B) que les fins pour lesquelles le prêt au montant de $..... est demandé sont appropriées au développement de la forêt à l'égard de laquelle il est destiné;

C) que, si le prêt demandé est consenti, ladite forêt devra obligatoirement, selon la Loi sur le crédit forestier et le règlement y afférent, être soumise à un plan de gestion: oui ☐ non ☐.
(cocher à l'endroit approprié)

La présente déclaration ne constitue toutefois pas une recommandation de prêt, mais avant le consentement d'un tel prêt, il appartient au prêteur de procéder à l'examen de la situation financière de l'emprunteur et de sa capacité de remboursement.

_____ _____
(Date) (Signature)

Si la personne qui demande le prêt ne répond pas aux exigences de la Loi sur le crédit forestier et du règlement y afférent, ou si les fins pour lesquelles le prêt est demandé ne sont pas appropriées au développement de la forêt à l'égard de laquelle il est destiné, l'ingénieur forestier ou le technicien forestier doit le mentionner ou, selon le cas, en donner les raisons ci-dessous:

.....
.....
.....
.....
.....
.....

_____ _____
(Date) (Signature)

_____
Distribution:

Original et une copie à l'emprunteur
Une copie à l'Office du crédit agricole du Québec

Gouvernement du Québec

CF-3

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

BILLET

$ . . . . . Demande no . . . . 19 . . .

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de . . . . . (nom de la banque) . . . . . à sa succursale de . . . . . la somme de . . . . . dollars (ci-après appelée le "principal"), par versements . . . . . (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de . . . . . dollars ($) chacun. Je promets de payer le premier de ces versements le . . . . . jour d . . . . . 19 . . . et les autres régulièrement par la suite jusqu'au . . . . . jour d . . . . . 19 . . ..

Je promets en outre de payer régulièrement, en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de * . . . . .% par an, courant à compter du . . . . . jour d . . . . . 19 . . . sur le principal impayé.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Banque.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base de la Banque, à son siège social, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Banque ne pourra exiger que son taux de base majoré de 1%, conformément à l'article 15 du règlement concernant la Loi sur le crédit forestier.

Gouvernement du Québec

CF-3A

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

BILLET

$ . . . . . Demande no . . . . 19 . . .

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de . . . . . (nom de la banque)

à sa succursale de . . . . . .

la somme de . . . . . dollars

(ci-après appelée le "principal"), par versements . . . . . (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de . . . . . dollars ($)

chacun. Je promets de payer le premier de ces versements le . . . . . jour d . . . . . .

. . . . . 19 . . . et les autres régulièrement par la suite jusqu'au . . . . . jour d . . . . . .

. . . . . 19 . . ..

Je promets en outre de payer régulièrement, en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de * . . . . .% par an, courant à compter du . . . . . .

jour d . . . . . 19 . . . sur le principal impayé, lequel taux devant être modifié lorsque et à chaque fois que changera le taux de base de la Banque, à son siège social, pour s'ajuster automatiquement à ce taux de base, majoré de 1% l'an.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Banque.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base de la Banque, à son siège social, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Banque ne pourra exiger que son taux de base majoré de 1%, conformément à l'article 15 du règlement concernant la Loi sur le crédit forestier.

Gouvernement du Québec

CF-4

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

RECONNAISSANCE DE DETTE

Date d'échéance [| |] jr ms an — No de la demande [ ] — Folio de l'emprunteur [ ] — No du prêt [ ]

$ .... 19....

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la CAISSE . . . . . .

. . . . . .

la somme de . . . . . dollars

(ci-après appelé le "principal") et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de . . . .

. . . . . par versements . . . . . égaux et consécutifs de . . . .
(ans ou mois) (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels)

. . . . . dollars($)

chacun, le premier de ces versements devenant dû le . . . . . 19 . . . .

Je m'engage en outre à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, l'intérêt au taux de * ..... % l'an, courant à compter du . . . . . ,

jour d . . . . . 19 . . . sur le principal impayé.

Je m'engage aussi à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, un supplément d'intérêt de ..... % l'an sur le principal impayé, en considération du fait que le prêt faisant (maximum: 1%)
l'objet de la présente reconnaissance de dette est assorti d'une assurance sur ma vie dont la prime est payée par la Caisse.

Je conviens que tout versement partiel sera d'abord imputé à l'intérêt couru.

Je conviens que si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Caisse. Dans un tel cas, ladite Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre manière.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base défini à l'article 15 du règlement concernant la Loi sur le crédit forestier, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Caisse ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, conformément au premier alinéa dudit article.

Gouvernement du Québec

CF-4A

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

RECONNAISSANCE DE DETTE

Date d'échéance [| | |] (jr ms an) No de la demande [ ] Folio de l'emprunteur [ ] No du prêt [ ]

$ .... 19 .....

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la CAISSE . . . . . .

. . . . . .

la somme de . . . . . dollars

(ci-après appelé le "principal") et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de . . . . .

. . . . . par versements . . . . . égaux et consécutifs de . . . .
(ans ou mois) (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels)

. . . . . dollars ($)

chacun, le premier de ces versements devenant dû le . . . . . 19 . . .

Je m'engage en outre à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, l'intérêt au taux de * .....% l'an, courant à compter du . . . . . jour d . . . . . 19 . . . sur le principal impayé, lequel taux devant être modifié lorsque et à chaque fois que le taux de base de la majorité des banques à charte faisant affaires dans la province de Québec changera, pour s'ajuster automatiquement à ce taux de base, majoré de 1% l'an.

Je m'engage aussi à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, un supplément d'intérêt de .....% (maximum: 1%) l'an sur le principal impayé, en considération du fait que le prêt faisant l'objet de la présente reconnaissance de dette est assorti d'une assurance sur ma vie dont la prime est payée par la Caisse.

Je conviens que tout versement partiel sera d'abord imputé à l'intérêt couru.

Je conviens que si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Caisse. Dans un tel cas, ladite Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre manière.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base défini à l'article 15 du règlement concernant la Loi sur le crédit forestier, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Caisse ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, conformément au premier alinéa dudit article.

GOUVERNEMENT DU QUEBEC

CF-5

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

RECLAMATION CONCERNANT UN PRET EN DEFAUT

NUMÉRO DU DOSSIER	POUR LE PRÊTEUR	
	NO DE TRANSIT	DEMANDE NUMÉRO

De.....(Nom du prêteur)..... .....(Nom de l'emprunteur).....

.....(Succursale)..... .....(Adresse).....

.....(Adresse)..... .....

L'Office du crédit agricole du Québec

En vertu de la garantie du gouvernement de la province de Québec sous le régime de la Loi sur le crédit forestier, le soussigné réclame par les présentes le montant de la perte subie par le prêteur susmentionné par suite d'un prêt garanti en vertu de ladite loi et consenti à l'emprunteur ci-dessus nommé.

(1) Le montant impayé du prêt ..... $

(2) Tous frais taxés ou taxables non perçus ainsi que tous déboursés relatifs aux accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt; et ..... $

(3) Les honoraires, dépens et déboursés judiciaires taxables ou non que le prêteur a réellement effectués, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance ..... $

(4) L'intérêt couru, mais non perçu sur $ ..... calculé au taux de ..... % l'an à compter du ..... jour d .....19... jusqu'à la date où le paiement de la présente réclamation sera approuvé.

LE SOUSSIGNE PRODUIT PAR LES PRESENTES LES PIECES SUIVANTES:

A) Etat indiquant les dates et les montants initiaux des billets ou des reconnaissances de dette en possession du soussigné à l'égard dudit prêt, et les dates et montants des versements du principal et de l'intérêt, respectivement, faits au soussigné par l'emprunteur;

B) Etat donnant les détails de toute garantie non réalisée ou des jugements non exécutés à l'égard dudit prêt;

C) Récépissés ou chèques encaissés suivant l'état ci-joint, actes de cession ou de nantissement et toutes autres pièces justificatives fournis par l'emprunteur.

De l'avis du prêteur, le solde dudit prêt n'est pas recouvrable de l'emprunteur.

.....(Nom du prêteur)

.....(Date).....19..... Par:.....(Signature d'un officier responsable du prêteur)

Adresser à:
L'Office du crédit agricole du Québec

CF-6

GOUVERNEMENT DU QUEBEC

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

RECONNAISSANCE DE REMBOURSEMENT D'UNE PERTE

NUMÉRO DU DOSSIER

POUR LE PRÊTEUR	
NO DE TRANSIT	DEMANDE NUMÉRO

.....19....

..... (Nom du prêteur) accuse réception par les présentes du paiement de la somme de ..... dollars (.....) effectué par l'Office du crédit agricole du Québec en conformité de la Loi sur le crédit forestier, à l'égard de la perte subie par ledit prêteur par suite d'un prêt garanti en vertu de ladite loi et consenti par ledit prêteur

à ..... (Nom de l'emprunteur)

de ..... (Adresse complète)

.....

et subroge ledit Office dans tous les droits, actions et réclamations que ledit prêteur peut avoir contre l'emprunteur précité, à raison de la créance dont le paiement est ici reconnu.

Le billet de l'emprunteur avec l'endossement, sans recours, en faveur du gouvernement de la province de Québec, la reconnaissance de dette ou, selon le cas, l'acte de prêt ou une copie certifiée dudit acte est ci-annexé.

.....
(Nom du prêteur)

Par .....
(Signature d'un officier responsable du prêteur)

.....
(Adresse ou succursale)

Adresser à:

L'Office du crédit agricole du Québec

RÉSERVÉ

When completed, this form is to be sent to: **CF-7**

The Quebec Farm Credit Bureau

LOI SUR LE CREDIT FORESTIER

FORESTRY CREDIT ACT

AVIS DE REMBOURSEMENT INTEGRAL
NOTIFICATION OF REPAYMENT IN FULL

_____
(Nom du prêteur - Name of lender)

_____
(Nom de l'emprunteur - Name of borrower)

_____
(Adresse postale complète - Complete postal address)

_____
(Adresse postale complète - Complete postal address)

Votre numéro de demande: _____
Your application number:

Son numéro de dossier: _____
His/its file number:

Solde du prêt remboursé: $ _____
Loan balance:

Date du remboursement: _____
Date of repayment:

No de transit: _____
Transit number:

_____
(Signature d'un officier responsable du prêteur)
(Signature of a responsible officer of the lender)

Date: _____

To be completed in duplicate

Government of Québec
APPLICATION FOR A LOAN
under the
FORESTRY CREDIT ACT
to a bank or credit union

CF-1

This is the form which is to be completed and signed if the borrower is a physical person (individual)

Account number: . . . .

This space reserved for the Québec Farm Credit Bureau — File number: | | | | | | | |

Application number: | | | | | |

LENDER: NUMBER: Reserved | | | | | | | |

(Name)

(Address)

(County) (Postal code)

(Telephone) (Transit No.)

(1) BORROWER: Date of birth | | Day | | Mth. | | Yr.

(Soc. Ins. No.) (Agr. Producer's No.) if applicable

(Name)

(Given names)

(Postal address: R.R., Range, Parish)

(County and Postal Code) (Telephone)

The borrower is a: (Check)

forest owner ☐

permit holder ☐

manager ☐ Reserved

If borrower already has a file at Farm Improvement Service, give number: .....

(2) Loan requested:

Amount $ | | | | | | repayable in | | |

equal and consecutive, monthly (1), quarterly (2), semi-annual (3), or annual (4),

instalments of $ | | | | | | |

the first of which will fall due on

..... 19 .....

Reserved | | Day | | Mth | | Yr making a repayment period of

..... years and .....months | | | (months);

Reserved

plus interest at a rate which varies ☐ or is fixed at ☐ .....% per annum, payable at the same time as the instalments in repayment of the principal,

and (if applicable) .....% for the insurance the premium of which is paid by the lender.

Reserved | | Security

Reserved | | | | | | Interest

(3) Has the borrower provided the lender with Form CF-2? Yes ☐ No ☐ (subsection 3 of section 11 of the Regulation)

Reserved

Geo. code	FCB	Princ. occ.	Manag.
Total area	Wooded area	Gross revenue	

(4) PURPOSES OF LOAN (section 14 of the Act and subparagraphs d to i of section 1 of the Regulation):

Note: State in the first column the exact purposes of the loan mentioned in section 14 of the Act or defined in subparagraphs d to i of section 1 of the Regulation and, in the second column, the amount of loan requested for each purpose.

Purposes (specify)	Amount	Reserved
.....	$					
.....	.....					
.....	.....					
.....	.....					
.....	.....					
.....	.....					
.....	.....					
TOTAL:	$	

(5) **DOCUMENT IN EVIDENCE OF EACH LOAN** (section 18 of the Act):

- Note ☐
- Acknowledgement of debt ☐
- Deed of loan ☐

(6) **KIND OF SECURITY** (sections 20 of the Act and 14 of the Regulation)

- Assignment ☐
- Pledge ☐
- Other movable security ☐
- Mortgage ☐
- Surety by third party ☐

(7) **DETAILS OF SECURITIES**: (State the nature and value of the securities and briefly describe them)

.....
.....
.....
.....

(8) DETAILS OF THE OPERATED FOREST AND THE TITLES OF THE BORROWER: (check ✓ in the appropriate column: O for owner, PH for permit holder, M for manager)

A)

O	PH	M	Lot numbers	Range	Municipality ☐ Township ☐ Seigneury ☐	Area (acres) total	Area (acres) wooded
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

B) If the borrower is indebted to the Québec Farm Credit Bureau under the Forestry Credit Act, give his file number: .....

C) If the borrower is indebted to the said Bureau under the Farm Credit Act, give his file number: .....

D) Amount of insurance against fire, wind and lightning: on buildings: $ .....;
on machinery: $ .....

(9) List of previous forestry loans (including current loan applications) granted by a bank or credit union and obtained by the borrower or inherited by the latter:

Date of disbursement	Name of lender	Loan granted	Balance still to be repaid
		$	$

(10) If the borrower has ever been refused a forestry loan, state by whom and, if possible, why: .....
.....
.....

(11) The borrower is single ☐ widowed ☐ separated ☐ divorced ☐ or married to .....
..... and they are common as to property ☐ separate as to property ☐ or under the regime of partnership of acquests ☐
Number of dependants: .....

(12) If, besides operating the forest described in section 8(A) the borrower has other employment, state the name of the employer: ....., the name and nature of such employment: .....
.....,
and the gross annual income he earns from it: $.....

- 3 -

(13) Inventory of movable property of all kinds belonging to the borrower:

Description	Present value
FOREST MACHINERY AND EQUIPMENT:	
Saw	$.....
Skidder	.....
Tractor	.....
Loader	.....
Sprayer	.....
Truck	.....
Other forest equipment	.....
Sugaring equipment	.....
OTHER MOVABLE PROPERTY:	
Farm machinery and equipment	.....
Livestock	.....
Crops and cut timber for sale	.....
Other equipment (specify)	.....
	.....
	.....
	.....
Total:	$.....

(14) BORROWER'S DEBTS:

A) Mortgages, annuities or liens, taxes and other charges encumbering the borrower's immovables:

Name of creditor	Amount
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
Total:	$.....

B) Debts other than those on immovables:

Classes of debts	Amount
Banks and credit unions (on forest machinery and equipment)	$.....
Pledge to the Bureau (on forest machinery and equipment)	.....
Finance companies (on forest machinery and equipment)	.....
Banks and credit unions (on farm equipment)	.....
Banks and credit unions (on livestock)	.....
Banks and credit unions (personal loans)	.....
Finance companies (personal loans)	.....
Miscellaneous debts	.....
Total:	$.....
Total (A + B):	$.....

(15) Borrower's net worth:

LIST OF ASSETS:	
Immovable described in section 8(A) owned by the applicant, including buildings	$.....
Movables listed in section 13	.....
Shares, bonds, and other securities	.....
Money in bank or on hand	.....
Other property including any other immovables not mentioned in section 8(A) (specify)	
.....	
.....	.....
Total assets:	.....
Less total debts listed in section 14	.....
Net worth:	$.....

(16) Revenue for 19.....

REVENUE FROM ALL SOURCES:	
Sale of forest products	$.....
Sale of farm products	.....
Wages or commissions	.....
Professional fees	.....
Income from investments	.....
Other income (specify)	
.....	
.....	
.....	.....
Total:	$.....

(17) If, in section 1, the borrower declared himself to be a permit holder, give the following information:

Number of each lot described on permit	Permit number, if applicable	Date of issue	Total duration of permit	Date of expiry	Number of months left till expiry
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(18) DECLARATION AND UNDERTAKING BY THE BORROWER:

I hereby request a loan under the Forestry Credit Act (Bill 11, 1975) and declare that I am a borrower within the meaning of the said Act, namely that I am a forest owner, a permit holder or a manager, and that I am not engaged in wood processing except within the limits set in subparagraph b of section 1 of the Regulation concerning the Forest Credit Act. I also declare that I have no debts other than those mentioned in my application for a loan and that the forest machinery and equipment or other property pledged or to be pledged as security to the lender are not encumbered by any previous lien, assignment or hypothec, except the following (if there are none, write "none"):

.....

.....

.....

I also declare that the purchases and works described in this application and which are to be paid for with the proceeds of the loan are directly connected with the forest I operate.

If the requested loan is granted:

A) I undertake to use the proceeds of the loan for the purposes stated in this application and to respect the provisions concerning my operation mentioned in the management plan, if applicable;

B) I undertake not to cut any wood in any forest which has to be subjected to a management plan under the Act nor to carry out any other operation in it until a management plan has been established;

C) I undertake to deliver to the lender all receipts, invoices, cashed cheques or other vouchers attesting that the purchases and works described in this application were made or done after the date when the loan was granted and have actually been paid for;

D) I undertake to maintain my status of forest owner, permit holder or manager, as the case may be, in conformity with the said Act and Regulation, until the loan has been fully repaid; in the event of a change in my status, I will immediately notify the lender and the Québec Farm Credit Bureau;

E) I undertake to furnish the lender the securities prescribed herein which could not be given when the loan was granted and, for such purpose, I hereby appoint as my authorized representative the person presently acting as manager or director of the above-mentioned branch of the bank or credit union to give such guarantees to the bank or credit union, as the case may be, in my name and to sign or endorse and hand over all deeds or documents attached thereto;

F) I agree that the lender's claim resulting from this loan is and remains indivisible for the entire duration of the loan and that it may be demanded in full from any one of my heirs or assigns in conformity with section 1123 of the Civil Code;

G) I undertake not to encumber, transfer or diminish in any way, without the lender's written consent, the forest machinery or equipment or other property given as security for the loan, as long as I am indebted to the lender in connection with this loan;

H) I undertake to take out, maintain, renew if necessary, and transfer to the lender's benefit, in conformity with section 17 of the Regulation, the required insurance on the property which is the object of an assignment, hypothec or pledge granted or to be granted to the lender as security for this loan, should it so happen, in default whereof the lender himself may have the said property insured to his satisfaction and at my expense;

I) If security by hypothec or pledge is required, I authorize the lender to have the necessary searches and appropriate entries or registrations made and to ascertain to his satisfaction the validity of the titles and hypothecary statement of the immovable security and the encumbrances on it and I agree to reimburse him for the costs thereby incurred;

J) In the event of default in repayment of this loan, I authorize the lender to publicly or privately sell or cause to be sold any given security and the property relative thereto, the proceeds of each sale, less the costs thereby entailed, to be applied to the reduction of my debt, without any decrease in my liability for the balance;

K) I authorize the lender to supply any employee of the Québec Farm Credit Bureau or of the Québec Department of Lands and Forests with any information requested in connection with the loan hereby applied for or with any of my other dealings with the lender.

(19) APPLICATION TO THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU FOR REPAYMENT OF 5% INTEREST

I wish to take advantage of the benefits of the Forestry Credit Act and bind myself to respect all the conditions and regulation thereof.

I undertake to supply all information requested and to sign, for the above purposes, any other documents required by the lender and the said Bureau. I also authorize the Bureau and the lender to make all necessary inquiries, including a visit to my operation, for all authorized purposes connected with the loan hereby applied for.

Signed this ..... day of ..... 19 ....

.....
(Signature of borrower)

(20) DECLARATION BY THE BORROWER

I declare that the information contained in this loan application is, to the best of my knowledge, true and exact in every respect.

.....
(Place)

.....
(Date of loan application)

....
(Witness to the signature) (Signature of borrower)

(21) CERTIFICATE OF A RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER

I hereby certify that I have examined and verified the above application with the care required of me by my employer in the conduct of my normal duties and, to the best of my knowledge, the conditions and purposes of the loan granted in accordance with the said application are such as to justify the guarantee within the meaning of the Forestry Credit Act and the regulation made under such Act.

The loan in the amount of $.....

was disbursed on ..... 19 ...

(If the loan was disbursed in instalments, please give the dates and amounts on a separate sheet).

..... 19 ....
(Date) (Signature of responsible officer of lender)

SPACE RESERVED FOR QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU

Verification	Code	Recommendation
.....	.....	.....
(Verifier)	(Coder)	(Farm Improvement Service)
..... 19...	..... 19...	..... 19...
(Date)	(Date)	(Date)

To be completed in duplicate

Government of Québec

APPLICATION FOR LOAN

under the

FORESTRY CREDIT ACT

to a bank or credit union

This form is to be completed and signed by authorized representatives of an association

CF-1A

Account number:

This space reserved for the Québec Farm Credit Bureau — File number: ____ Application number: ____

LENDER: NUMBER: (Reserved)

(Name)

(Address)

(County) (Postal code)

(Telephone) (Transit No.)

(1) BORROWER:

(Social insurance No. of authorized representative) (Agricultural Producer's No. if applicable)

(Name or firm name)

(Postal address of head office)

(County) (Postal code)

(Telephone)

The borrower is: (Answer A and B) (Check)

A- corporation
- cooperative association
- partnership

B- private forest owner
- permit holder
- manager

Reserved

Date of formation: Day Mth. Yr.

If a borrower already has a file at Farm Improvement Service give number.....

(2) Loan requested:

Amount $ ____ cents repayable in ____ equal and consecutive, monthly (1), quarterly (2), semi-annual (3), or annual (4), instalments of $ ____ cents the first of which will fall due on

..... 19 .....

Day Mth. Yr. making a repayment period of ..... years and ..... months (months);

plus interest at a rate which varies ☐ or is fixed at ☐ .....% per annum, payable at the same time as the instalments in repayment of the principal,

and (if applicable) .....% for the insurance the premium of which is paid by the lender.

Reserved — Security: ____ Interest: ____

(3) Has the borrower submitted Form CF-2A to the lender? Yes ☐ No ☐ (Subsection 3 of section 11 of the Regulation)

Reserved

Geo. code: ____ FCB: ____ Princ. occ.: ____ Manag.: ____

Total area: ____ Wooded area: ____ Gross revenue: ____

(4) PURPOSES OF LOAN (section 14 of the Act and subparagraph d to i of section 1 of the Regulation):

Note: State in the first column the exact purposes of the loan mentioned in section 14 of the Act or defined in subparagraphs d to i of section 1 of the Regulation and, in the second column, the amount of loan requested for each purpose.

Purposes (specify)	Amount	Reserved
	$	
TOTAL	$	

(5) Document in evidence of each loan (section 18 of the Act)

- Note ☐
- Acknowledgement of debt ☐
- Deed of loan ☐

(6) Kind of security (section 20 of the Act and 14 of the Regulation):

- Assignment ☐
- Pledge ☐
- Other movable security ☐
- Mortgage ☐
- Surety by third party ☐

(7) **DETAILS OF SECURITIES:** (State the nature and value of the securities and briefly describe them)

(8) DETAILS OF THE OPERATED FOREST AND THE TITLES OF THE BORROWER: (Check ✓ in the appropriate column: O for owner, PH for permit holder, M for manager)

A)

O	PH	M	Lot numbers	Range	Municipality ☐ Township ☐ Seigneury ☐	Area (acres) Total	Area (acres) Wooded
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

B) If the borrower is indebted to the Québec Farm Credit Bureau under the Forestry Credit Act, give his file number: .....

C) If the borrower is indebted to the said Bureau under the Farm Credit Act, give his file number: .....

D) Amount of insurance against fire, wind and lightning: on buildings: $ .....;

on machinery: $ .....

(9) List of previous forestry loans (including current loan applications) granted by a bank or credit union and obtained by the borrower or inherited by the latter:

Date of disbursement	Name of lender	Loans granted	Balance still to be repaid
		$	$

(10) If the borrower has ever been refused a forestry loan, state by whom and, if possible, why: .....

.....

.....

(11) If, in section 1, the borrower declared himself to be a permit holder, give the following information:

Number of each lot described on the permit	Permit number, if applicable	Date of issue	Date of expiry	Total duration of permit	Number of months left till expiry
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(12) INVENTORY OF MOVABLE PROPERTY OF ALL KINDS BELONGING TO THE BORROWER:

Description	Present value
FOREST MACHINERY AND EQUIPMENT:	
Saw	$.....
Skidder	.....
Tractor	.....
Loader	.....
Sprayer	.....
Truck	.....
Other forest equipment	.....
Sugaring equipment	.....
OTHER MOVABLE PROPERTY:	
Farm machinery and equipment	.....
Livestock	.....
Crops and cut timber for sale	.....
Other equipment (specify)	.....
	.....
	.....
	.....
Total:	$.....

(13) BORROWER'S DEBTS:

A) Mortgages, annuities or liens, taxes and other charges encumbering the borrower's immovables:

Name of creditor	Amount
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
Total:	$.....

B) Debts other than those on immovables:

Classes of debts	Amount
Banks and credit unions (on forest machinery and equipment)	$.....
Pledge to the Bureau (on forest machinery and equipment)	.....
Finance companies (on forest machinery and equipment)	.....
Banks and credit unions (on farm equipment)	.....
Banks and credit unions (on livestock)	.....
Banks and credit unions (personal loans)	.....
Finance companies (personal loans)	.....
Miscellaneous debts	.....
	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $.....

(14) Borrower's net worth

LIST OF ASSETS:	
Immovable described in section (8A) owned by the applicant, including buildings	$.....
Movables listed in section 12	.....
Shares, bonds, and other securities	.....
Money in bank or on hand	.....
Other property including any other immovables not listed in section 8(A) (specify)	
.....	
.....	.....
Total assets:	$.....
Less total debts listed in section 13	.....
Net worth:	$.....

(15) Revenue for 19.....

REVENUE FROM ALL SOURCES:	
Sale of forest products	$.....
Sale of farm products	.....
Income from investments	.....
Other income (specify).....	
.....	
.....	
.....	.....
Total:	$.....

- 4 -

(16) Details of all shareholders, partners or members of the association: (if more space is needed, attach a separate sheet).

A) IN THE CASE OF A CORPORATION:

Names and addresses of all shareholders	Has he interests in a wood processing plant?		Name or firm name and business address of the physical or moral person operating this plant.
	Yes	No	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

B) IN THE CASE OF A PARTNERSHIP:

Names and addresses of all partners	Has he interests in a wood processing plant?		Name or firm name and business address of the physical or moral person operating this plant.
	Yes	No	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

C) IN THE CASE OF A COOPERATIVE ASSOCIATION:

Names and addresses of all members	Has he interests in a wood processing plant?		Name or firm name and business address of the physical or moral person operating this plant.
	Yes	No	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

(17) DECLARATION AND UNDERTAKING BY THE BORROWER:

The borrower, acting through and duly represented herein by his authorized representative(s), hereby requests a loan under the Forestry Credit Act (Bill 11, 1975) and declares itself to be an association within the meaning of the said Act. It also declares that it has no debts other than those mentioned in its application for a loan and that the forest machinery and equipment or other property pledged or to be pledged as security to the lender are not encumbered by any previous lien, assignment or hypothec, except the following (if there are none, write "none"):

.....

.....

.....

The borrower also declares that the purchases and works described in this application and which are to be paid for with the proceeds of the loan are directly connected with the forest it operates.

If the requested loan is granted, the borrower:

A) Undertakes to use the proceeds of the loan for the purposes stated in this application and to respect the provisions concerning the operation which are mentioned in the management plan, if applicable;

B) Undertakes not to cut any wood in any forest which has to be subjected to a management plan under the Act nor to carry out any other operation in it until a management plan has been established;

C) Undertakes to deliver to the lender all receipts invoices, cashed cheques or other vouchers attesting that the purchases and works described in this application were made or done after the date when the loan was granted and have actually been paid for;

D) Undertakes to maintain its status of corporation, partnership or cooperative association and to remain an association in the sense of the said Act until the loan has been fully repaid; in the event of a change in its status, it will immediately notify the lender and the Québec Farm Credit Bureau;

E) Undertakes to furnish the lender the securities prescribed herein which could not be given when the loan was granted and, for such purpose, it hereby appoints as its authorized representative the person presently acting as manager or director of the above-mentioned branch of the bank or credit union to give such guarantees to the bank or credit union, as the case may be, in the name of the borrower and to sign or endorse and hand over all deeds or documents attached thereto;

F) Undertakes not to encumber, transfer of diminish in any way, without the lender's written consent, the forest machinery or equipment or other property given as security for the loan as long as it is indebted to the lender in connection with this loan;

G) Undertakes to take out, maintain, renew if necessary, and transfer to the lender's benefit, in conformity with section 17 of the Regulation, the required insurance on the property which is the object of an assignment, hypothec or pledge granted or to be granted to the lender as security for this loan, should it so happen, in default whereof the lender himself may have the said property insured to his satisfaction and at the borrower's expense;

H) If security by hypothec or pledge is required, authorizes the lender to have the necessary searches and appropriate entries or registrations made and to ascertain to his satisfaction the validity of the titles and hypothecary statement of the immovable security and the encumberances on it and agrees to reimburse him for the costs thereby incurred;

I) In the event of default in repayment of this loan, authorizes the lender to publicly or privately sell or cause to be sold any given security and the property relative thereto, the proceeds of each sale, less the costs thereby entailed, to be applied to the reduction of the debt without any decrease in its liability for the balance;

J) Authorizes the lender to supply any employee of the Québec Farm Credit Bureau or the Department of Lands and Forests with any information requested in connection with the loan hereby applied for or with any of its other dealings with the lender.

(18) APPLICATION TO THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU FOR REPAYMENT OF 5% INTEREST

The borrower wishes to take advantage of the benefits of the Forestry Credit Act and binds itself to respect all the conditions and regulation thereof.

The borrower also undertakes to supply all information requested and to sign, for the above purposes, all documents required by the lender or the Québec Farm Credit Bureau. It authorizes the Bureau and the lender to make all necessary inquiries, including a visit to its operation, for all authorized purposes connected with the loan hereby applied for.

Signed this ..... day of ..... 19 .....

.....
(Name of borrower)

Per: ..... Per: .....
(Signature of authorized representative or member) (Signature of authorized representative or member)

.....
(Signature of other members)

---

(19) DECLARATION BY THE BORROWER

I/we .....
(Name(s) of the authorized representative(s) or member(s))

domiciled at .....
(Residential address(es))

.....
(Residential address(es))

hereby declare as follows:

That I am/we are .....
(Title and function)

of the borrower and that I am/we are acquainted with the borrower's affairs;

That I am/we are aware of the borrower's present application for a loan;

That the information contained in the said application is, to the best of my/our knowledge, true and exact in every respect.

	..... (Signature of authorized representative or member)
..... (Place)	..... (Signature of authorized representative or member)
..... (Date of application loan)	..... (Signature of other members, if need be)
..... (Witness to the signature)	..... (Signature of other members, if need be)

---

(20) CERTIFICATE OF A RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER

I hereby certify that I have examined and verified the above application with the care required of me by my employer in the conduct of my normal duties and, to the best of my knowledge, the conditions and purposes of the loan granted in accordance with the said application are such as to justify the guarantee within the meaning of the Forestry Credit Act and the regulation made under such Act.

The loan in the amount of $..... was disbursed on .....

..... 19.....

(If the loan was disbursed in instalments, please give the dates and amounts on a separate sheet).

..... (Date) ..... 19.....	..... (Signature of responsible officer of lender)

SPACE RESERVED FOR THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Verification	Code	Recommandation
..... (Verifier)	..... (Coder)	..... (Farm Improvement Service)
.....19..... (Date)	.....19..... (Date)	.....19..... (Date)

GOVERNMENT OF QUEBEC

FORESTRY CREDIT ACT

CF-2

This form must be completed by a physical person before an application for a forestry loan is submitted to a Bank or Credit Union

Application No. .....

Borrower's name in full: .....

Residential address: .....

..... Telephone: .....

Prospective lender: .....

Address: .....

(1) Amount of requested loan: .....$.....

(2) List of previous loans (including loan applications under consideration) obtained by the borrower from a bank or credit union for the purposes of section 14 of the Act and not fully repaid:

Name of lender	Initial amount of loan	Amount still owing or amount applied for
.....	$.....	$.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
	Total:	$.....
	Grand total (1 + 2):	$.....

(3) Purposes of loan: (Section 14 of the Act and subparagraphs d to i of section 1 of the Regulation):

Purposes (specify)	In the case of machinery			Amount of loan for each purpose
	Model	Capacity	Average lifetime (years)	
.....	.....	.....	.....	$.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....

(4) Brief description of the forest for which the loan is requested:

Lot numbers	Range	Township or seigniory	Cadastral description (if applicable)	Municipality	Wooded area (acres or arpents)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(5) The borrower is a permit holder: yes ☐ no ☐ or manager: yes ☐ no ☐

(6) If the borrower is indebted to the Québec Farm Credit Bureau under the Forestry Credit Act, state the amount of the loan: $..... and the file number: .....

(Continued overleaf)

(7) Is the borrower, either personaly or through a corporation, cooperative association or partnership over which he has control or in which he has a majority interest, engaged in the processing of wood in a plant operated by such person or by such corporation, cooperative association or partnership? yes ☐ no ☐
If yes, state the quantity of wood so converted during a single year: in units of 100 cubic feet of lumber: ..... in board feet measure of partly converted wood: .....

(Date) (Signature of borrower)

THIS SPACE RESERVED FOR THE FOREST ENGINEER
OR TECHNICIAN

On the basis of the information obtained, I hereby declare:

A) that the borrower is not engaged in wood processing beyond the limits set in subparagraph b of section 1 of the Regulation concerning the Forestry Credit Act;

B) that the purposes for which the loan of $..... is requested are appropriate for the development of the forest respecting which it is intended;

C) that, if the requested loan is granted, the aforesaid forest must, in compliance with the said Act and Regulation, be subjected to a management plan: yes ☐ no ☐ ;
(check the appropriate box)

D) that, if the borrower is the holder of a permit to operate a sugar bush, should it so happen, he has at least two years' experience in such operation.

This declaration in no way constitutes a recommendation for a loan and it rests with the lender to examine the borrower's financial situation and ability to repay before granting him one.

(Date) (Signature)

If the applicant for a loan does not meet the requirements of the Forestry Credit Act and Regulation or if the purposes for which the loan is requested are not appropriate for the development of the forest respecting which it is intended, the forest engineer or technician must mention it or, as the case may be, give the reasons below:
.....
.....
.....
.....
.....
.....

(Date) (Signature)

Distribution:

The original and one copy to the borrower
One copy to the Québec Farm Credit Bureau

GOVERNMENT OF QUEBEC

FORESTRY CREDIT ACT

CF-2A

This form must be completed by anthorized representatives of an association before an application for a forestry loan is made to a Bank or Credit Union.

Application no: .....

Name or firm name of borrower: .....

Address of head office: .....

..... Telephone: .....

Name of prospective lender: .....

Address: .....

(1) Amount of requested loan: .....$.....

(2) List of previous loans (including loan applications under consideration) obtained by the borrower from a bank or credit union for the purposes of section 14 of the Act and not fully repaid:

Name of lender	Initial amount of loan	Amount still owing or amount applied for
.....	$.....	$.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
		$.....

Grand total (1 + 2): $.....

(3) Purposes of loan: (Section 14 of the Act and subparagraphs d to i of section 1 of Regulation):

Purposes (specify)	In the case of machinery			Amount of loan for each purpose
	Model	Capacity	Average lifetime (years)	
.....	.....	.....	.....	$.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....

(4) Brief description of the forest for which the loan is requested:

Lot numbers	Range	Township or seigniory	Cadastral description (if applicable)	Municipality	Wooded area (acres or arpents)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(5) If the borrower is indebted to the Québec Farm Credit Bureau under the Forestry Credit Act, state the amount of the loan: $..... and the file number: .....

(6) The borrower is a permit holder: Yes ☐ No ☐ or manager: Yes ☐ No ☐

(Continued overleaf)

(7) Does the borrower, either itself or through one or more of its shareholders or members, as the case may be, own or hold a majority interest in a wood processing plant? Yes ☐ No ☐
If yes, what percentage of the yield of the forest described in section (4) is used by the plant?
.....% Give the name or firm name, as the case may be, of the physical or moral person who operates this plant: .....
Postal address of the head office: .....

_____
(Name of association)

_____ Per: _____
(Date) (Signature of representative)

THIS SPACE RESERVED FOR THE FOREST
ENGINEER OR TECHNICIAN

On the basis of the information obtained, I hereby declare:

A) that the major part of the yield of the forest described in section (4) is not used to supply a wood processing plant of which majority ownership or control is held by the association requesting the loan or by one or more of its shareholders or members, as the case may be;

B) that the purposes for which the loan of $..... is requested are appropriate for the development of the forest respecting which it is intended;

C) that, if the requested loan is granted, the aforesaid forest must, in compliance with the Forestry Credit Act and Regulation, be subjected to a management plan: Yes ☐ No ☐
(check the appropriate box)

This declaration in no way constitutes a recommendation for a loan and it rests with the lender to examine the borrower's financial situation and ability to repay before granting him one.

_____ _____
(Date) (Signature)

If the applicant for a loan does not meet the requirements of the Forestry Credit Act or if the purposes for which the loan is requested are not appropriate for the development of the forest respecting which it is intended, the forest engineer or technician must mention it or, as the case may be, give the reasons below:

.....
.....
.....
.....
.....
.....

_____ _____
(Date) (Signature)

Distribution:

The original and one copy to the borrower
One copy to the Québec Farm Credit Bureau

Government of Québec

CF-3

FORESTRY CREDIT ACT

NOTE

$ . . . . . Application No . . . . 19 . . .

For value received, I promise to pay to the order of . . . . . (name of bank) . . . . . at its. . . . . branch, the sum of . . . . . dollars (hereinafter called the "principal"), in equal and consecutive . . . . . (monthly, quarterly, semi-annual, annual) instalments of. . . . . .dollars ($) each. I promise to pay the first of these instalments on the . . . . . day of . . . . . 19 . . . and the others regularly thereafter until the . . . . . day of . . . . . 19 . . ..

I also promise to pay regularly, at the same time as the instalments of principal hereinabove mentioned, whether before or after the due date, interest on the unrepaid principal at the rate of * . . . . .% per annum, the said interest to run from the . . . . . day of . . . . . 19 . . .

The partial payments shall be applied first against the accrued interest.

If any instalment of principal or accrued interest remains unpaid after the date on which it falls due, the whole of the principal and accrued interest shall forthwith become due and payable at the discretion of the bank.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the bank's prime rate at its head office plus 1%. If a higher rate is entered, the bank may not charge more than its prime rate plus 1%, as required by section 15 of the regulation concerning the Forestry Credit Act.

Government of Québec

CF-3A

FORESTRY CREDIT ACT

NOTE

$ . . . . . Application No . . . . 19 . . .

For value received, I promise to pay to the order of . . . . . (name of bank) . . . . . at its . . . . . branch, the sum of . . . . . dollars (hereinafter called the "principal"), in equal and consecutive . . . . . (monthly, quarterly, semi-annual, annual) instalments of . . . . . dollars ($) each. I promise to pay the first of these instalments on the . . . . . day of . . . . . 19 . . . and the others regularly thereafter until the . . . . . day of . . . . . 19 . . ..

I also promise to pay regularly, at the same time as the instalments of principal hereinabove mentioned, whether before or after the due date, interest on the unrepaid principal at the rate of * . . . . % per annum, the said interest to run from the . . . . . day of . . . . . 19 . . . and the rate thereof to be changed whenever and each time the bank's prime rate at its head office changes so that it will automatically be ajusted to the said prime rate plus 1% per annum.

The partial payments shall be applied first against the accrued interest.

If any instalment of principal or accrued interest remains unpaid after the date on which it falls due, the whole of the principal and accrued interest shall forthwith become due and payable at the discretion of the bank.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the bank's prime rate at its head office plus 1%. If a higher rate is entered, the bank may not charge more than its prime rate plus 1%, as required by section 15 of the regulation concerning the Forestry Credit Act.

Government of Québec

CF-4

FORESTRY CREDIT ACT

ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT

Date of maturity [ ] [ ] [ ] (day mth. yr.) Application number [ ] Folio of borrower [ ] Loan No. [ ]

$..... ..... 19 ....

I, The undersigned, acknowledge having borrowed and received from the CAISSE . . . . . .

. . . . . .

the sum of . . . . . dollars

(hereinafter called the "principal") and I hereby bind myself to repay that sum to it at its head office within a delay

of . . . . . in equal and consecutive . . . . . instalments of . . .

(years or months) (monthly, quarterly, semi-annual or annual)

. . . . . dollars ($)

each, the first of such instalments to fall due on the . . . . . 19 . . . .

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, interest on the unpaid principal at the rate of * . . . . . % per annum, the said interest to run from the . . . . . day of . . . . . 19 . . .

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, additional interest at the rate of . . . . . % per annum on the unrepaid (maximum: 1%)

principal in consideration of the fact that the loan covered by this acknowledgement of debt is accompanied by an insurance policy on my life the premium of which is paid by the Caisse.

I agree that any partial payment shall be applied first against the accrued interest.

I agree that if any instalment of the principal or accrued interest remains unpaid after the due date, the whole of the principal and accrued interest shall become immediately due and payable at the discretion of the Caisse. In such a case, the Caisse may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to me as capital, savings deposit interest or in any other way.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the prime rate as defined in section 15 of the regulation concerning the Forestry Credit Act, plus 1%. If a higher rate is entered, the Caisse may not charge more than the prime rate plus 1%, in conformity with the first paragraph of the said section.

Government of Québec

CF-4A

FORESTRY CREDIT ACT

ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT

Date of maturity [| | |] (day mth. yr.) Application number [ ] Folio of borrower [ ] Loan No. [ ]

$..... ..... 19 ....

I, undersigned, acknowledge having borrowed and received from the CAISSE . . . . . .

. . . . . .

the sum of . . . . . dollars (hereinafter called the "principal") and I hereby bind myself to repay that sum to it at its head office within a delay of . . . . . (years or months) in equal and consecutive . . . . . (monthly, quarterly, semi-annual or annual) instalments of . . . . . dollars ($) each, the first of such instalments to fall due on the . . . . . 19 . . .

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, interest on the unpaid principal at the rate of *. . . . . % per annum, the said interest to run from . . . . . day of . . . . . 19 . . . and the rate thereof to be changed when and each time the prime rate of the majority of chartered banks doing business in the Province of Québec changes so that it will automatically be adjusted to the said prime rate plus 1% per annum.

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, additional interest at the rate of . . . . . (maximum: 1%) % per annum on the unrepaid principal in consideration of the fact that the loan covered by this acknowledgement of debt is accompanied by an insurance policy on my life the premium of which is paid by the Caisse.

I agree that any partial payment shall be applied first against the accrued interest.

I agree that if any instalment of the principal or accrued interest remains unpaid after the due date, the whole of the principal and accrued interest shall become immediately due and payable at the discretion of the Caisse. In such a case, the Caisse may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to me as capital, savings deposit, interest or in any other way.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the prime rate as defined in section 15 of the regulation concerning the Forestry Credit Act, plus 1%. If a higher rate is entered, the Caisse may not charge more than the prime rate plus 1%, in conformity with the first paragraph of the said section.

GOVERNMENT OF QUEBEC

CF-5

FORESTRY CREDIT ACT

CLAIM ON DEFAULTED LOAN

File number	For the lender	
	Transit number	Application number

From .....
(Name of lender)

.....
(Name of borrower)

.....
(Branch)

.....
(Address)

.....
(Address)

.....

Quebec Farm Credit Bureau

Pursuant to the guarantee of the Government of Quebec under the Forestry Credit Act, the undersigned hereby claims reimbursement of the loss sustained by the above-mentioned lender as a result of a loan, guaranteed under the said Act, which was made to the above-named borrower, as follows:

(1) The unpaid principal of the loan ..... $

(2) The uncollected taxed or taxable costs and any disbursements for or incidental to legal or other proceedings in connection with the loan ..... $

(3) The legal fees, costs and disbursements, whether taxable or not, actually incurred by the lender, with or without litigation, in collecting or endeavouring to collect the outstanding loan ..... $

(4) The uncollected, accrued interest on $ ..... calculated at the rate of ..... % per annum from the ..... day of .....19.... up to the date when payment of this claim is approved.

THE UNDERSIGNED SUBMITS HEREWITH THE FOLLOWING:

A) Statement showing the dates and original amounts of the notes or acknowledgements of debt held by the lender in respect of the said loan, and the dates and amounts of the payments of principal and interest made to the lender by the borrower;

B) Statement showing particulars of any unrealized security or unenforced judgments in respect of said loan;

C) Receipts or cashed cheques, as per statement herewith, deeds of assignment or of pledge, and all supporting documents furnished by the borrower.

In the opinion of the lender, the balance of the aforesaid loan is not recoverable from the borrower.

.....
(Name of lender)

.....19....
(Date)

Per .....
(Responsible officer of the lender)

Please send completed form to:

The Quebec Farm Credit Bureau

CF-6

GOVERNMENT OF QUEBEC

FORESTRY CREDIT ACT

ACKNOWLEDGEMENT OF REIMBURSEMENT FOR LOSS

File number

For the lender	
Transit number	Application number

.....19....

..... hereby acknowledges receipt of
(Name of lender)

the sum of ..... dollars ($.....)

from the Quebec Farm Credit Bureau in accordance with the Forestry Credit Act, in respect of the loss sustained as a result of a loan, guaranteed under the said Act, which was made

to .....
(Name of borrower)

of .....
(Complete address)

.....

and the above-named lender recognizes that the said Bureau is subrogated in all rights, actions, recourses and claims that he may have against the said borrower by reason of the latter's indebtedness, payment of compensation for which is hereby acknowledged.

Herewith attached is the borrower's note duly endorsed, without recourse, to the Government of Quebec, the acknowledgement of debt or, as the case may be, the deed of loan or a certified copy thereof.

.....
(Name of lender)

Per .....
(Responsible officer of the lender)

.....
(Address or branch)

986-o

ERRATUM

Ordre des ingénieurs forestiers du Québec

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 3 décembre 1975, vol. 107, no 43, p. 5895. Projet de règlement. Code des professions:

À la première ligne de la version française du paragraphe *c* de l'article 1.02, remplacer les mots « arbitrage de comptes » par ce qui suit: « arbitrage des comptes ».

976-o

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Abréviations: A — Abrogé
N — Nouveau
M — Modifié

Règlements — Lois	Enregistrement No	Date	Page	Commentaires
Biens culturels, Loi sur les... – Chapelle de la Maison-Mère des Soeurs du Bon Pasteur de Québec – Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 76-8	12-01-76	679	
Biens culturels, Loi sur les... – Oeuvres d'art de l'Eglise Notre-Dame de la Présentatin, Shawinigan Sud – Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 76-9	12-01-76	681	
Biens culturels, Loi sur les... – Engineers Club of Montreal (Partie) – Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 76-7	12-01-76	677	
Chapelle de la Maison-Mère des Soeurs du Bon Pasteur de Québec – Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 76-8	12-01-76	679	
Code de l'électricité (Loi des électriciens et des installations électriques, S.R. 1964, c. 152)	Règ. 75-503	02-10-75	627	M
Code des professions – Ingénieurs forestiers – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (Projet) (1973, c. 43)			745	Erratum
Crédit forestier, Loi sur le – Règlement (1975, c. 33)	Règ. 76-13	16-01-76	689	N
Crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, Loi favorisant un... – Application de la Loi dans le cas des producteurs agricoles ayant subi des pertes de récoltes causées par la sécheresse en 1975 aux productions et dans la région désignée (1972, c. 39)	Règ. 75-691	30-12-75	665	N
Droits sur les successions, Loi des... – Entente entre les provinces de Québec et de la Colombie Britannique (S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-661	19-12-75	631	
Droits sur les successions, Loi des... – Entente entre les provinces de Québec et du Manitoba (S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-663	19-12-75	635	
Droits sur les successions, Loi des.. – Entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick (S R 1964, c. 70)	Règ 75-664	19-12-75	639	
Droits sur les successions, Loi des... – Entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Ecosse (S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-665	19-12-75	643	

INDEX — Suite

Règlements — Lois	Enregistrement No	Date	Page	Commentaires
Droits sur les successions, Loi des... – Entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario (S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-666	19-12-75	647	
Droits sur les successions, Loi des... – Entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan (S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-667	19-12-75	651	
Droits sur les successions – Loi des... – Entente entre les provinces de Québec et de Terre-Neuve (S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-668	19-12-75	655	
Eglise Notre-Dame de la Présentation, Shawinigan Sud – Oeuvres d'art – Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 76-9	19-01-76	681	
Electriciens et installations électriques, Loi des – Code de l'électricité (S.R. 1964, c. 152)	Règ. 75-503	02-10-75	627	
Engineers Club of Montreal (Partie) – Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 76-7	12-01-76	677	
Entente entre les provinces de Québec et de la Colombie-Britannique (Loi des droits sur les successions, S R. 1964, c. 70)	Règ. 75-661	19-12-75	631	
Entente entre les provinces de Québec et du Manitoba (Loi des droits sur les successions, S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-663	19-12-75	635	
Entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick (Loi des droits sur les successions, S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-664	19-12-75	639	
Entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Ecosse (Loi des droits sur les successions, S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-665	19-12-75	643	
Entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario (Loi des droits sur les successions, S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-666	19-12-75	647	
Entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan (Loi des droits sur les successions, S.R. 1964, c. 70)	Règ. 75-667	19-12-75	651	
Jeux olympiques 1976 – Mandat et contrats de la Régie... (Loi constituant la Régie des installations olympiques, 1975, c. 72)	Règ. 75-671		659	N
Ingénieurs forestiers – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (Projet) (Code des professions, 1973, c. 43)			745	Erratum
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la... – Producteurs de lait – Carnation – Quotas (1974, c. 36)	Règ. 76-10	12-01-76	685	M

INDEX — Fin

Règlements — Lois	Enregistrement No	Date	Page	Commentaires
Producteurs agricoles – Application de la Loi dans le cas des producteurs agricoles ayant subi des pertes de récoltes causées par la sécheresse en 1975 aux productions et dans la région désignée ..... (Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, 1972. c. 39)	Règ. 75-691	30-12-75	665	N
Producteurs de lait – Carnation – Quotas ..... (Loi sur la mise en marché des produits agricoles. 1974, c. 36)	Règ. 76-10	12-01-76	685	M
Régie des installations olympiques, Loi constituant la. . . – Mandat et contrats de la Régie ..... (1975, c. 72)	Règ. 75-671	22-12-75	659	N
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics – Assujetissement de certains organismes ou institutions ..... (1973, c. 12)	Règ. 76-5	09-01-76	669	M
Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip) – Règlement 1-A ..... (Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières, 1969, c. 36)	Règ. 76-4	09-01-76	667	M
Transports, Loi du ministère des. . . – Délégation de signature ..... (1972, c. 54)	Règ. 76-6	09-01-76	671	N

INDEX **Statutory Instruments (Regulations)**

Abbreviations: A — Abroged
N — New
M — Modified

Regulations — Statutes	Registration No	Date	Page	Comments
Agreement between the Provinces of Québec and British Columbia ... (Succession Duties Act, R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-661	19-12-75	631	
Agreement between the Provinces of Québec and Manitoba (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-663	19-12-75	635	
Agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick ... (Succession Duties Act, R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-664	19-12-75	639	
Agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland ... (Succession Duties Act, R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-668	19-12-75	655	
Agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia ... (Succession Duties Act, R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-665	19-12-75	643	
Agreement between the Provinces of Québec and Ontario (Succession Duties Act, R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-666	19-12-75	647	
Agreement between the Provinces of Québec and Saskatchewan ... (Succession Duties Act, R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-667	19-12-75	651	
Agricultural producers - Application of the Act in the case of agricultural producers in the designated area who suffered crop losses to designated productions from drought in 1975 ... (Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods, 1972, c. 39)	Reg. 75-691	30-12-75	665	N
Chapel of the Mother House of the Soeurs du Bon Pasteur de Québec - Cultural property ... (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 76-8	12-01-76	679	
Cultural Property Act - Chapel of the Mother House of the Soeurs du Bon Pasteur de Québec - Cultural property ... (1972, c. 19)	Reg. 76-8	12-01-76	679	
Cultural Property Act - Engineers Club of Montreal (Part) - Cultural property ... (1972, c. 19)	Reg. 76-7	12-01-76	677	
Cultural Property Act - Notre-Dame de la Présentation church, Shawinigan South - Works of art - Cultural property ... (1972, c. 19)	Reg. 76-9	12-01-76	681	

INDEX — Continued

Regulations — Statutes	Registration No	Registration Date	Page	Comments
Electrical Code ... (Electricians and Electrical Installations Act, R.S. 1964, c. 152)	Reg. 75-503	02-10-75	627	M
Electricians and Electrical Installations Act - Electrical Code ... (R.S. 1964, c. 503)	Reg. 75-503	02-10-75	627	M
Engineers Club of Montreal (Part) - Cultural property ... (Cuitural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 76-7	12-01-76	677	
Farm Products Marketing Act - Milk producers - Carnation - Quotas ... (1974, c. 36)	Reg. 76-10	12-01-76	685	M
Forestry Credit Act - Regulation ... (1975, c. 33)	Reg. 76-13	16-01-76	689	N
Government and Public Employees Retirement Plan - Certain bodies or institutions subject to the Plan ... (1973, c. 12)	Reg. 76-5	09-01-76	669	M
Milk producers - Carnation - Quotas ... (Farm Products Marketing Act, 1974, c. 36)	Reg. 76-10	12-01-76	685	M
Notre-Dame de la Présentation church, Shawinigan South - Works of art - Cultural property ... (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 76-9	12-01-76	681	
Olympic Games 1976 - Mandate and contracts of the Régie ... (Act to incorporate the Régie des installations olympiques, 1975, c. 72)	Reg. 75-671	22-12-75	659	N
Régie des installations olympiques, Act to incorporate the ... - Mandate and contracts of the Régie ... (1975, c. 72)	Reg. 75-671	22-12-75	659	N
Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip) - By-law 1-A ... (Charter of the Québec Petroleum Operations Company, 1969, c. 36)	Reg. 76-4	09-01-76	667	M
Special credit to agricultural producers during critical periods, Act to promote ... - Application of the Act in the case of agricultural producers in the designated area who suffered crop losses to designated productions from drought in 1975 ... (1972, c. 39)	Reg. 75-691	30-12-75	665	N
Succession Duties Act - Agreement between the Provinces of Québec and British Columbia ... (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-661	19-12-75	631	

INDEX — Concluded

Regulations — Statutes	Registration No	Date	Page	Comments
Succession Duties Act – Agreement between the Provinces of Québec and Manitoba (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-663	19-12-75	635	
Succession Duties Act – Agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-664	19-12-75	639	
Succession Duties Act – Agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-668	19-12-75	655	
Succession Duties Act – Agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-665	19-12-75	643	
Succession Duties Act – Agreement between the Provinces of Québec and Ontario (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-666	19-12-75	647	
Succession Duties Act – Agreement between the Provinces of Québec and Saskatchewan (R.S. 1964, c. 70)	Reg. 75-667	19-12-75	651	
Transport Department Act – Delegation of signature (1972, c. 54)	Reg. 76-6	09-01-76	671	N

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 75-503	4399-75	Travail et main-d'oeuvre	Code de l'électricité / *Electrical Code*–(Mod. / *Amend.*)	627
Règ. 75-661	5554-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et de la Colombie Britannique / *Agreement between the Provinces of Québec and British Columbia*	631
Règ. 75-663	5556-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et du Manitoba / *Agreement between the Provinces of Québec and Manitoba*	635
Règ. 75-664	5557-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick / *Agreement between the Provinces of Québec and New Brunswick*	639
Règ. 75-665	5558-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et de la Nouvelle-Ecosse / *Agreement between the Provinces of Québec and Nova Scotia*	643
Règ. 75-666	5559-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et de l'Ontario / *Agreement between the Provinces of Ontario*	647
Règ. 75-667	5560-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et de la Saskatchewan / *Agreement between the Provinces of Québec and of Saskatchewan*	651
Règ. 75-668	5561-75	Revenu	Successions – Entente entre les provinces de Québec et de Terre-Neuve / *Agreement between the Provinces of Québec and Newfoundland*	655
Règ. 75-671	5583-75	Conseil exécutif	Régie des installations olympiques – Mandat et contrats de la Régie / *Mandate and contracts of the Régie*	659
Règ. 75-691	5507-75	Agriculture	Application de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques *Application of the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods*	665
Règ. 76-4	28-76	Richesses naturelles	Société québécoise d'initiatives pétrolières – Règlement 1-A / *By-law I-A* – (Mod. / *Amend.*)	667
Règ. 76-5	29-76	Fonction publique	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics / *Government and Public Employees Retirement Plan* – Assujetissement de certains organismes ou institutions / *Certain bodies or institutions subject to the Plan* – (Mod. / *Amend.*)	669

TABLE DES MATIÈRES — Fin / **TABLE OF CONTENTS** — Concluded

Règ. 76-6	32-76	Transports	Délégation de signature / *Delegation of signature*	671
Règ. 76-7		Affaires culturelles	Engineers Club of Montreal (Partie / *Part*) – Bien culturel / *Cultural property*	677
Règ. 76-8		Affaires culturelles	Chapelle de la Maison-Mère des Soeurs du Bon Pasteur de Québec / *Chapel of the Mother House of the Soeurs du Bon Pasteur de Québec* – Bien culturel / *Cultural property*	679
Règ. 76-9		Affaires culturelles	Oeuvres d'art de l'Eglise Notre-Dame de la Présentation, Shawinigan Sud / *Works of art of Notre-Dame de la Présentation church, Shawinigan South* – Bien culturel / *Cultural property*	681
Règ. 76-10		R.M.A.Q.	Producteurs de lait / *Milk producers* – Carnation – Quotas – (Mod. / *Amend.*)	685
Règ. 76-13	85-76	Terres et forêts	Crédit forestier / *Forestry Credit* – Règlement / *Regulation*	689

ERRATUM

Ingénieurs forestiers – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (Projet) 745

ERRATUM